CAHIER SPÉCIAL

Des champs de maïs détruits par le gel...



(Photos Le Droit, par François Roy)

L'année agricole: un bilan positif malgré tout

L'Outaouais québécois et l'est de l'Ontario comptent, dans leurs provinces respectives, parmi les régions agricoles les plus importantes. Dans les deux régions, la production agricole demeure un moteur essentiel de l'économie.

Ainsi, les comtés de Prescott et Russell, qui regroupent plus de 800 producteurs laitiers, se classent aux tout premiers rangs dans ce domaine, en Ontario. Quant à lui, l'ouest du Québec est le plus important producteur de boeuf de toute la province. Une étude récente a même démontré que la production du boeuf a dépassé en importance la production laitière, dans cette région.

Nonobstant l'importance de l'agriculture pour l'économie régionale, cette industrie, comme toutes les autres, n'a pas été sans subir les désavantages de la situation économique générale et les fluctuations capricieuses du marché. Les difficultés financières sérieuses, l'abandon des affaires et les faillites ont fait, en 1982, partie de toutes les conversations. Les producteurs de viandes rouges (porc et boeuf) en particulier ont connu de graves difficultés.

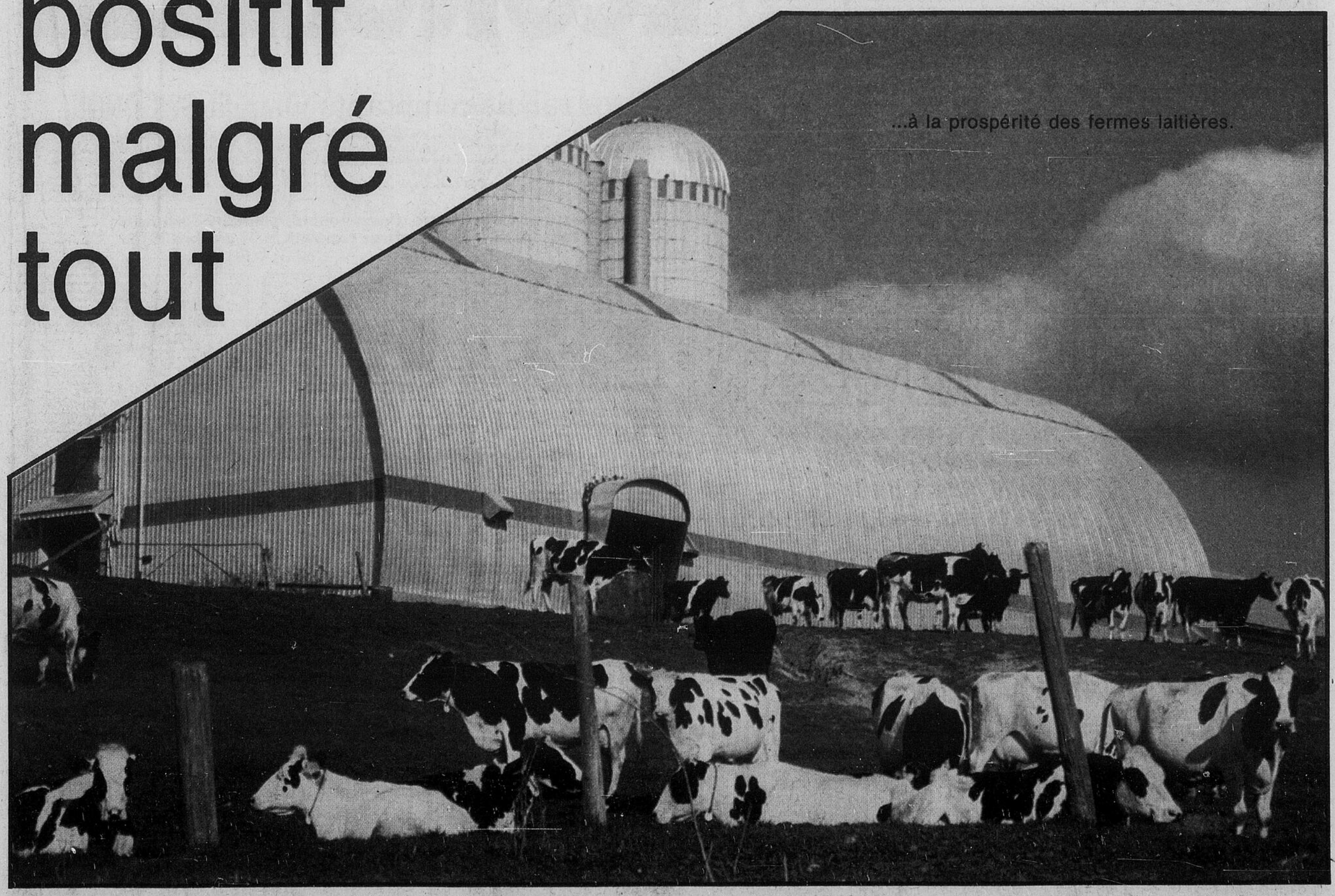
De plus, comme ils avaient eu à subir le climat économique défavorable, de nombreux producteurs agricoles ont eu à subir les affres du climat tout court. Dans l'Est ontarien, malgré les sécheresses en début d'été et des gelées plus que hâtives en août, les récoltes, pour la plupart, sont qualifiées de «bonnes à très bonnes» quoi que inférieures à 1981. Dans l'ouest du Québec, le bilan est beaucoup moins intéressant, particulièrement en ce qui concerne les récoltes de foin.

Néanmoins, les statistiques et autres informations recueillies auprès des agronomes et producteurs agricoles semblent confirmer que l'agriculture régionale suit la tendance canadienne et devient de plus en plus efficace. C'est bien d'ailleurs dans cette efficacité accrue que les producteurs agricoles cherchent et trouvent une solution partielle aux difficultés économiques. Ils tentent des expériences nouvelles au niveau des cultures, améliorent la qualité des troupeaux, réduisent leur dépendance en matière d'engrais, moulées, énergie.

Une production agricole de plus en plus efficace, certes, mais c'est encore le capital humain qui demeure l'élément le plus important de l'entreprise agricole. Le producteur agricole et, aussi, les organismes dont il s'est doté, sont les pivots de l'agriculture. Ce cahier agricole examinera également leur apport.

Depuis quelques semaines, notre équipe de collaborateurs a dressé des bilans. Ils ont étudié et fait le portrait d'entreprises et d'entrepreneurs particuliers. Ils ont accordé leur importance à l'éducation, à la recherche, à certains services gouvernementaux. Ils ont décrit les efforts et les initiatives qui tentent de conserver à l'ouest du Québec et l'est de l'Ontario leur rôle de premier plan dans l'économie régionale, d'une part, et provinciale, d'autre part.

...à la prospérité des fermes laitières.



• A la polyvalente Louis-Joseph-Papineau

Une formation pratique d'abord

par Colette Duhaime

PAPINEAUVILLE — Depuis près de dix ans déjà, chaque mois de septembre amène à la polyvalente Louis-Joseph Papineau, à Papineauville, un cortège d'étudiants intéressés à la production agricole, tant animale qu'horticole.

Venus tant des milieux urbains que ruraux, ces jeunes apprennent, pendant trois ans, à devenir de bons ouvriers spécialisés en agriculture.

«C'est notre premier but, dit Michel Gobeil, professeur en agriculture, mais nous donnons quand même aux étudiants des notions en gestion agricole et en commercialisation afin qu'ils puissent, un jour, eux aussi, devenir des producteurs agricoles».

Le cours en agro-technique de la polyvalente attire d'ailleurs plusieurs jeunes de tout l'Outaouais, et même de la région de Lachute et de Saint-Jérôme, puisque c'est l'une des rares écoles au Québec à dispenser ce cours. Seulement une vingtaine de polyvalentes, dont celles de Saint-Hyacinthe et de Charlevoix, offrent cette spécialisation et celle de Papineauville est très reconnue par les producteurs agricoles qui viennent, chaque année, y chercher de jeunes recrues pour travailler dans leur entreprise».

Chaque année, des stages pratiques sont d'ailleurs organisés chez des producteurs qui sont à même de juger de la qualité de la formation qui se donne.

«Nous travaillons en étroite collaboration avec les producteurs, pousuit Michel Gobeil, et il existe même un comité régional formé de professeurs et de producteurs qui voient à offrir un enseignement répondant aux besoins du marché».

Car ce que ne veulent surtout pas les professeurs du département agro-technique, c'est de former des jeunes, qui, arrivés sur le marché, ne pourront pas faire du travail efficace.

«C'est pour cela, entre autres, que nous avons un clapier à la polyvalente et que nous élevons des lapins avec les étudiants», souligne pour sa part Christine Dion, agronome, professeur au module des productions animales. Certes, il serait très avantageux d'avoir également quelques poules, des boeufs de boucherie ou des moutons, mais comme ce n'est pas possible d'élever tous ces animaux dans une cour d'école, les professeurs se sont concentrés sur le clapier.



Christine Dion, Michel Gobeil et une étudiante dans le clapier de la polyvalente Louis-Joseph-Papineau.
(Photo LE DROIT)

Pour les étudiants en horticulture, une immense serre tient lieu de laboratoire et, chaque automne, on y sème du brocoli, de la laitue et des radis. La période des Fêtes terminée, on y expérimente d'autres types de légumes plus conventionnels, comme les tomates ou les concombres.

Le temps de la récolte arrivée, les étudiants doivent ensuite faire leur mise en marché et écouler leurs produits sur le marché local. «Ce qui fait que, lorsqu'un de nos étudiants va s'engager pour travailler dans une serre, il sait quel type de travail il aura à faire. Il a déjà fait pousser des tomates, joué dans la terre et sait reconnaître les maladies qui s'attaquent aux plantules ou aux plants», poursuit Michel Gobeil.

Même chose pour les étudiants en production animale qui, chaque année, séjournent quelques semaines sur des fermes laitières. Jusqu'ici, ces stages se sont surtout faits dans le secteur laitier, mais Christine Dion rêve du jour ou ses étudiants iront passer quelques semaines chez des éleveurs de boeufs, de boucherie, de moutons, de lapins, ou même de poules ou de chèvres.

Si le cours en production animale est surtout axée sur la production laitière, il n'en demeure pas moins que les professeurs donnent quelques notions sur les productions dites marginales. «C'est sûr que la plus grosse industrie agricole au Québec, c'est le lait, indique Christine Dion, mais à moins de reprendre la terre familiale, il y a peu de jeunes qui peuvent se lancer dans cette industrie. Il faut donc regarder vers d'autres productions où tout est à faire, mais qui sont quand même intéressantes et qui, en se développant, contribueront à rendre le Québec plus autosuffisant».

Un des jeunes étudiants, sorti de l'école l'an dernier, rêve d'ailleurs déjà de se lancer dans l'élevage du lapin et d'autres parlent d'élever du boeuf de boucherie, des moutons ou des chèvres. «C'est bien sûr que ces productions sont beaucoup moins sécurisantes que le lait, poursuit Christine Dion, et que l'on ne peut pas être sûrs d'assurer ses viex jours en s'y lancant, mais plus il y aura de jeunes qui s'intéresseront à ces nouveaux types de production agricole, plus on arrivera à créer de nouveaux besoins chez les consommateurs, qui repenseront peut-être leur façon de s'alimenter».

Du côté de l'horticulture, plusieurs étudiants rêvent également de se lancer dans la culture maraîchère ou même de faire l'acquisition de serres afin de produire des légumes de primeur. Pour se lancer dans ce secteur, souligne Michel Gobeil, il faut beaucoup moins d'investissements que pour la production animale et il est beaucoup plus facile d'amener le consommateur à la ferme pour lui vendre des légumes plutôt que pour lui vendre de la viande.

Une étude faite par la SAO l'an dernier indiquait d'ailleurs que plusieurs acres de terre pouvaient être vouées à la culture maraîchère dans l'Outaouais et que ce secteur devrait être développé d'avantage en raison de la demande sans cesse croissante pour les produits frais.

Cette année, d'ailleurs, la polyvalente a l'intention de construire une serre expérimentale qui sera chauffée avec de l'eau chaude circulant dans des gaines de plastique et Michel Gobeil espère bien que l'expérience sera concluante, puisque la serre actuelle, chauffée à l'huile coûte une véritable fortune à faire fonctionner.

Et, en plus de toutes ces activités, encore une fois, cette année, les voyages auront une place importante dans la programmation.

Car les professeurs et la direction ont fait leur le dicton qui dit «Les voyages forment la jeunesse» et, tout au cours de l'année, les étudiants iront visiter des expositions ou des fermes, un peu partout à travers le Québec et même à Toronto, où ils iront visiter le Royal Agricultural Winter Fair, la plus grosse exposition agricole au Canada.

Les étudiants piqueront également une pointe vers Montréal, pour visiter le Salon de l'agriculture, l'exposition de machinerie agricole, ainsi que le marché central, et auront droit à une visite à la ferme expérimentale d'Ottawa. Puis, au printemps, cap sur Chicoutimi où, pendant une semaine, ils apprendront sur le tas la culture en serre.

Et puis, qui sait si la baie James ne viendra pas s'ajouter à la liste d'endroits à visiter.

C'est du moins le rêve de Michel Gobeil, qui aimerait bien aller voir, avec ses étudiants, comment on cultive les légumes en serre dans ce pays de froid et de glace.

HOMELITE®

un nom qui fait sa marque



Vous aimez la vie au chalet, vous êtes fermier, bricoleur ou professionnel, alors Homelite a une scie à chaîne à la mesure de vos besoins. Que ce soit pour le bois de foyer, les travaux de construction à la ferme ou à la maison, Homelite y a pensé.

Les scies à chaîne Homelite sont très sécuritaires puisqu'avec leur Safe-T-Tip il n'y a aucun risque de recul soudain. Ce dispositif exclusif à Homelite en plus d'un garde-main pratique sont offerts en équipement standard sur tous les modèles.

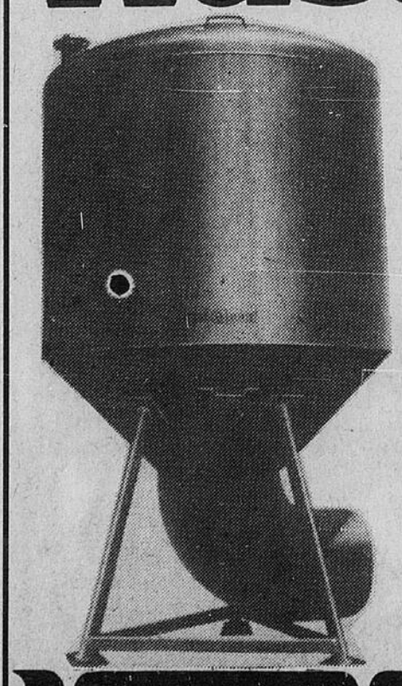
Voyez dès aujourd'hui votre dépositaire Homelite et profitez des super spéciaux en vigueur sur plusieurs modèles.

LES EQUIPEMENTS ST-ANDRE ENR.
André Léger, prop.
VENTE ET SERVICE
Route 321, St-André-Avellin, Qué. J0V 1W0
Bur.: 983-2229 Rés.: 983-2488
•Textron Canada Limitée usager inscrit.

Nouveau La manière efficace de transporter le fumier...

ÉPARGNEZ!

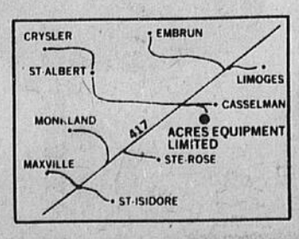
Waste Mover



Le réservoir et le compresseur à fumier installés pour une opération facile.

Un plus gros réservoir épargne du temps et de l'argent!

- Manipule la paille longue ou courte
- Moins de parties mobiles
- Construit pour la force
- Coudes d'écoulement qui tournoient pour un déchargement plus facile
- Soudures recouvertes pour plus de force
- Recouvert d'époxie pour une plus longue durée
- Peinturé à l'extérieur pour protection
- Monté sur trois pattes pour installation facile
- Conçu pour la sécurité, avec un dôme pivotant pour égaliser la pression et éviter les ennuis.



ACRES EQUIPMENT LIMITED

PARC INDUSTRIEL CASSELMAN, ONT.
TEL.: (613) 764-3010

ÉNORMES ÉCONOMIES!

Gros rabais comptants jusqu'à $21 900!

Maintenant, vous pouvez acheter les machines Massey-Ferguson qu'il vous faut et réaliser des économies jamais encore égalées, grâce aux **super-rabais comptants** pouvant se monter jusqu'à $21 900! Vous pouvez déduire votre rabais du prix d'achat ou recevoir un chèque pour le montant du rabais de Massey.

Ainsi vous pouvez **économiser beaucoup** sur les machines Massey qu'il vous faut. Allez vous renseigner chez votre concessionnaire Massey-Ferguson sur les **énormes économies** offertes sur tous les modèles neufs admissibles de moissonneuses-batteuses, tracteurs, têtes à maïs, machines de fenaison et machines industrielles MF.

Voyez sans tarder votre concessionnaire Massey-Ferguson. Il a tous les détails. Les offres expirent le 31 octobre 1982.



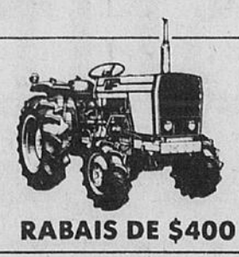
RABAIS DE $16 500

Rabais de $16 500 en achetant comptant un tracteur MF série 2000. Faites des économies.



RABAIS DE $5 800

Rabais de $5 800 en achetant comptant un tracteur MF de 34 à 81 forces. Economisez gros!



RABAIS DE $400

Bénéficiez d'un rabais de $400 en achetant comptant la plupart des tracteurs compacts MF.

RABAIS COMPTANTS MF

	SUPER RABAIS (vente au comptant)
Tracteurs agricoles:	
Tracteurs compacts MF*	$ 400
MF 230, 245, 154-4	$ 2 900
MF 255, 265, 275, 184-4	$ 4 200
MF 285	$ 5 800
MF 2675, 2705	$11 400
MF 2745, 2775, 2805	$16 500
MF 4800, 4840	$17 600
MF 4880, 4900	$21 900
Moissonneuses-batteuses, presses et andaineuses:	
Moissonneuses-batteuses MF 540	$17 700
Moissonneuses-batteuses MF 550*	$13 200
Moissonneuses-batteuses MF 850, 860	$18 800
Moiss.-bat. MF 851, remorquées	$ 9 200
Têtes à maïs	$500 par rang
Andaineuses MF 35, remorquées	$ 1 300
Andaineuses MF 775	$ 3 500
Presses rectangulaires	$ 1 500
Presses rondes	$ 2 300
Tracteurs industriels:	
Tracteurs MF 20-50	$ 4 400
Tracto-chargeurs MF 20-50	$ 6 000
Tracto-chgrs/rétro-excav. MF 30-50*	$ 8 800
Tracto-chgrs/rétro-excav. MF 60	$13 100

*EXCEPTIONS: Tracteur compact MF 1010, moissonneuse-batteuse MF 550 ouest et tracto-chargeur/rétro-excavateur MF 50F.

MF Massey Ferguson

GARAGE ANDRE PARISIEN Inc.
VENTE ET SERVICE
Rang St-Joseph ouest,
St-André-Avellin, Qué.
J0V 1W0

Tél.: 1-819-983-2016

• Au Collège de technologie agricole et alimentaire d'Alfred

Enthousiasme et confiance

par Edmond Laughren

L'administration du Collège de technologie agricole et d'alimentation d'Alfred entreprend la nouvelle année scolaire avec enthousiasme et une forte dose de confiance découlant des résultats obtenus l'an dernier, quand le collège ouvrait ses portes pour la première fois.

Réclamé depuis longtemps par la communauté agricole de l'Est ontarien, le collège a finalement été établi, l'an dernier, dans l'ancienne école Champlain, une institution pour jeunes délinquants.

La clientèle de l'école Champlain, qui diminuait d'année en année en conséquence des nouveaux programmes gouvernementaux pour la réhabilitation des jeunes ayant, des problèmes de comportement, a été transférée dans d'autres institutions avec l'ouverture du collège agricole.

Le Collège de technologie agricole et d'alimentation d'Alfred (CTAAA) possède un élément unique, essentiel pour l'Est ontarien, vu la composition linguistique du secteur.

Le CTAAA est une institution de langue française où tous les cours se donnent dans la langue de Molière.

Il s'agit en effet de la seule institution agricole à caractère communautaire de langue française, en dehors du Québec, et il va sans dire que la communauté agricole de l'Est ontarien se réjouit de ce fait.

Le directeur de cette institution, M. Marcel Paulhus, francophone bilingue, est originaire de la Saskatchewan, mais il est quand même issu d'une famille canadienne-française.

«Lorsque le collège a été fondé, l'an dernier, on exprimait, de part et d'autre, de sérieuses craintes au sujet de la possibilité du maintien de cette vocation linguistique du collège; on y voyait un réel danger d'assimilation pour les francophones», nous dit M. Paulhus.

Mais le directeur est catégorique: ici, tous les cours se donnent en français, à l'exception bien sûr des communications anglaises qui constituent un cours à part, destiné à améliorer les pouvoirs de communication des futurs diplômés qui devront transiger soit avec des gens unilingues anglophones, ou encore avec des agences gouvernementales de provinces ou de pays anglophones.

Et après quelques visites au collège durant sa première année d'existence et en bavardant avec les élèves durant la journée d'inscriptions la semaine dernière, on peut appuyer inconditionnellement les dires du directeur Paulhus.

Le collège accueillera quelques 120 élèves, dont près de soixante pour cent de garçons en 1982-83, selon les résultats de la journée des inscriptions.

Comparés aux quelque 40 inscriptions pour l'an dernier, les chiffres pour l'année en cours constituent un témoignage éloquent des succès obtenus lors de l'année initiale de l'institution.

«Notre pensionnat d'une capacité de 85 élèves, est déjà complètement rempli», a laissé savoir le directeur Paulhus.

Les autres élèves sont en pension dans des résidences privées avoisinantes, ou encore demeurent chez eux, selon le cas.

Le CTAAA répond à deux besoins fondamentaux, pour ne pas dire trois, dans la communauté agricole d'une région rurale comme l'Est ontarien.

La vocation première de l'institution, il va sans dire, est de former des spécialistes dans les diverses disciplines de l'industrie agricole.

Ces gens pourront ensuite se tailler une carrière dans des services tels les ministères agricoles, les services technologiques à la communauté agricole et autres emplois du genre.

Mais un aspect d'une importance toujours croissante pour l'agriculture, c'est que cultiver une ferme aujourd'hui n'et plus un «mode vie» comme on le disait autrefois. La production agricole est devenue une vraie industrie.

Et il s'ensuit que pour diriger une industrie, des connaissances de base dans la gestion des finances, l'administration des affaires, l'expertise dans des domaines aussi variés que la qualité du sol et la valeur relative de la nourriture animale, pour ne pas mentionner un peu de savoir-faire dans la médecine vétérinaire, sont essentielles pour toute exploitation de ferme.

Ajouté à tout cela, le fait que la région de l'Est ontarien est à plus de 85 pour cent francophone, le besoin d'une institution de formation agricole de langue française ne peut être contesté.

Pour toutes ces raisons, et bien d'autres encore, la venue de ce collège à Alfred représente la culmination d'un rêve caressé depuis longtemps par la population du secteur.

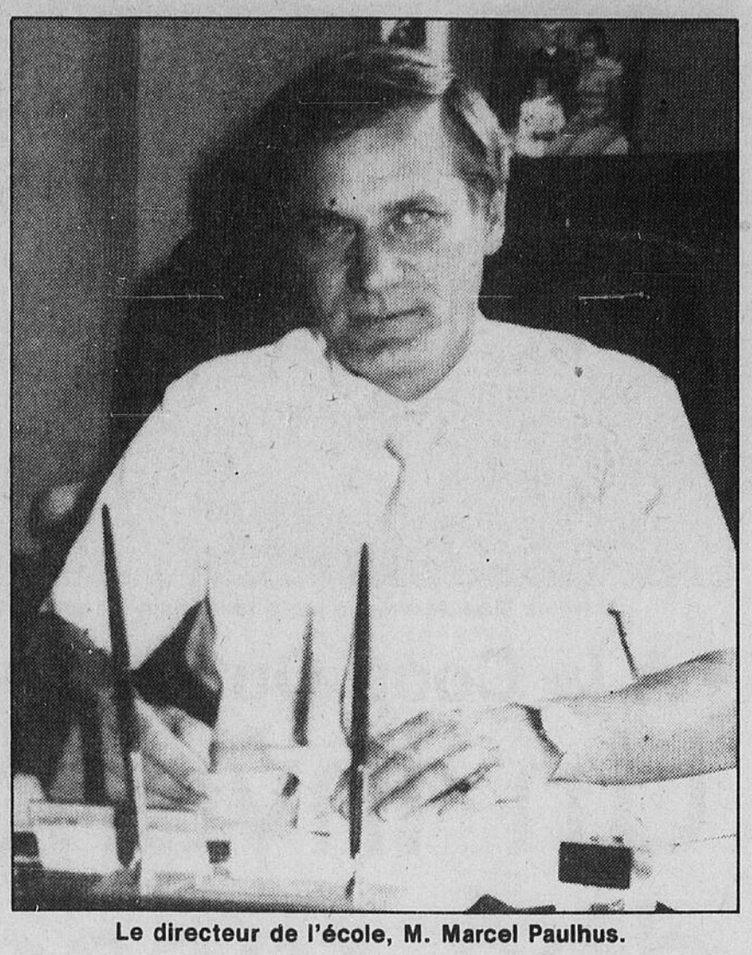
Le collège fournit un total de 52 emplois, dont plus de la moitié sont à plein temps.

Le corps enseignant compte le directeur Paulhus, cinq chefs de section et une chargée de cours, en plus de 16 enseignants à temps partiel ou à contrat, au besoin.

La fiche de paye annuelle au collège dépasse le $1 million, ce qui repésente un élément important dans l'économie du village et de la région.

Il y a également tous les sous-traitants, fournisseurs et autres services connexes au bon fonctionnement d'une institution scolaire, ce qui fait que le CTAAA constitue une source importante de revenus pour tout le secteur.

Somme toute, après une première année aux débuts plus ou moins pénibles, le Collège de technologie agricole et d'alimentation d'Alfred fait aujourd'hui partie intégrante de la vie communautaire et économique du secteur.



Le directeur de l'école, M. Marcel Paulhus.



Trois étudiants de deuxième année: Normand Geoffroy, d'Orléans, Jean Latour, de Casselman, et Gérald Levert, de Cumberland.



Lucie Leclair, 19 ans, d'Alfred, étudiante de deuxième année en supervision de services d'alimentation.

Plus de 2 fois plus d'étudiants

par Edmond Laughren

La population étudiante du Collège de technologie agricole et d'alimentation d'Alfred (CTAAA) a plus que doublé cette année par rapport à l'an dernier.

A sa première année d'existence, les inscriptions au CTAAA ont été de quelque 50 élèves, alors qu'à la fin de la journée d'inscriptions pour l'année 1982-83, on y dénombrait un total de 117 élèves inscrits.

Ce collège agricole communautaire de langue française, établi dans l'ancienne école correctionnelle Champlain, à Alfred, offre des cours de deux ans en technologie agricole et en supervision de services alimentaires.

Selon les informations obtenues lors de la journée d'inscriptions, la semaine dernière, la presque totalité des élèves de l'an dernier ont opté pour la reprise de leurs études à cette institution, où tous les cours sauf un sont donnés en langue française.

L'exception est le cours d'amélioration des communications en langue anglaise.

Quatre-vingt-cinq des 117 élèves de cette deuxième année logeront à l'école, alors que les autres se logeront chez des gens de la région, ou encore demeureront chez eux.

Lucie Leclair, 19 ans, originaire de la région immédiate d'Alfred, est de retour pour une deuxième année en services d'alimentation.

Mlle Leclair qualifie sa première année au CTAAA de «réussite totale».

«Ici, votre réussite ou échec, vous la méritez vous-même», dit-elle, ajoutant que des études dans un collège communautaire «exigent une auto-discipline dépassant même celle requise dans les universités».

Gagnante d'une bourse de $1,000 pour avoir décidé de poursuivre des études post-secondaires en français, Mlle Leclair affirme que les rumeurs de stigmatisation résultant de la vocation antérieure de l'école Champlain n'ont nullement affecté sa décision de s'inscrire à la nouvelle institution.

«Je n'y ai même pas pensé», soutient Mlle Leclair.

Et il en est de même pour les trois autres élèves de deuxième année qui ont rencontré le représentant du Droit, de même que pour quatre jeunes qui s'y inscrivaient pour la première fois la semaine dernière.

Normand Geoffroy, d'Orléans, Jean Latour, de Casselman, et Gérald Levert, de Cumberland, sont également d'accord avec Mlle Leclair sur un autre point: l'auto-discipline.

«Ici, c'est à ton choix; si tu ne t'appliques pas à tes cours, c'est toi qui va payer la note lors des examens», disent-ils.

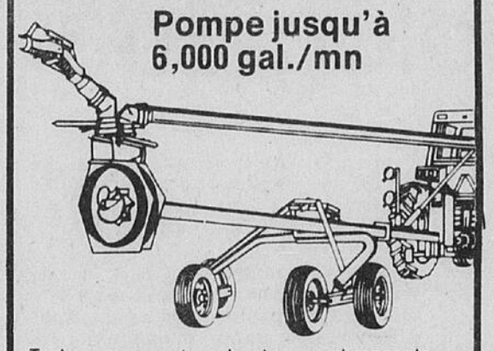
«Nos horaires sont fort chargés et l'instruction est très intensive», affirment-ils.

Quant aux nouveaux-venus, Paul Lalonde, de Casselman, Ronald Garland, de Limoges, Luc Pitre, de St-Isidore, et Réal Labelle, de Lachute, Québec, ils soutiennent avoir été influencés par «la réputation établie par le collège durant sa première année, et par les rapports de succès remportés par certains de nos amis».

L'anticipation était grande lors de la journée d'inscriptions au CTAAA le lundi 13 septembre!

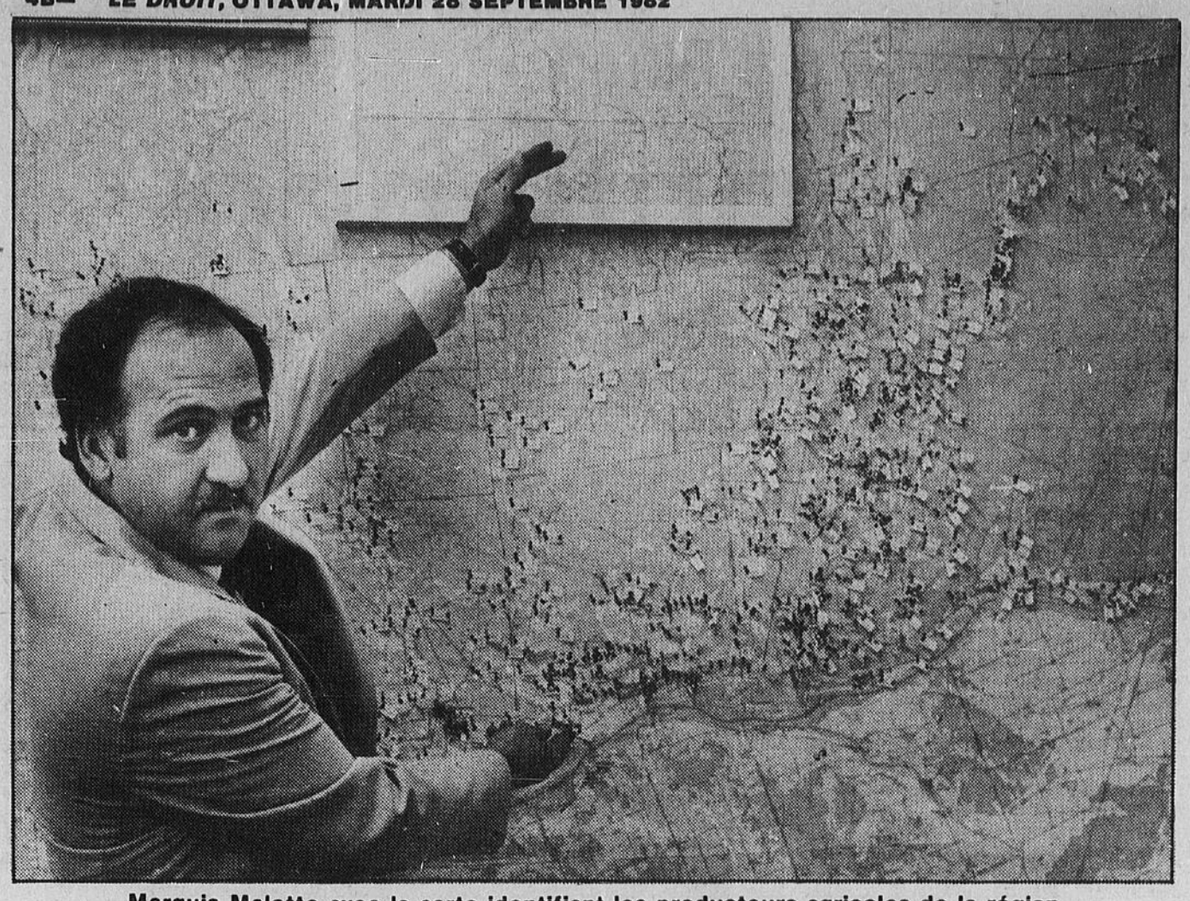
CO-OP
Les Coopératives unies de l'Est ontarien
A VOTRE SERVICE
— alimentation du bétail
— produits pétroliers
— fertilisant en sac ou en vrac
— quincaillerie
— centre de jardinage
ALEXANDRIA 1-(613)-525-2523
CORNWALL 1-(613)-933-7881
VANKLEEK HILL 1-(613)-678-2321 Sans frais: 1-800-267-4104
FINCH 1-(613)-984-2450
CLARENCE CREEK 1-(613)-488-2020
CHESTERVILLE 1-(613)-448-2377

BUTLER ...la meilleure méthode
Pompe jusqu'à 6,000 gal./mn



Trois pompes extra robustes pour brasser le contenu des fosses de stockage, avec action fiable et durabilité augmentée, pour répondre à vos besoins de transfert de fumier. Choisissez le modèle de 30 pi. à 3 points, la pompe Trail standard ou la pompe Super Trail tout hydraulique avec une capacité sans pareil pour les gros travaux commerciaux ou spéciaux. Les deux modèles de pompes Trail sont offerts en quatre longueurs, de 24 à 36 pi. Venez voir toutes les particularités qui constituent une grande aubaine et assurent un rendement sans égal. Il n'y a pas de meilleure méthode que Butler. Consultez-nous pour les systèmes et le service.
POMPES DE BRASSAGE POUR FOSSES DE STOCKAGE
Fabrication de qualité par Messeth
ACRES EQUIPMENT LIMITED
PARC INDUSTRIEL CASSELMAN, ONT.
TEL.: (613) 764-3010

SHUR-GAIN
MOUGEOT & PRÉVOST INC.
Moulées, fournitures agricoles
Semico INC.
À VOTRE SERVICE DEPUIS 10 ANS.
SEMENCES PAG
THURSO, Qué.
Tél.: (819) 985-2226 (819) 985-3143
Pride
AgriVent inc.



Marquis Malette avec la carte identifiant les producteurs agricoles de la région.

• A la Coop Outaouais-Laurentides

Un inventaire des ressources

par Colette Duhaime

THURSO — Dans l'une des salles du nouveau siège social de la Coopérative agro-alimentaire des vallées Outaouais-Laurentides, à Thurso, une grande carte de l'Outaouais rappelle que, en dehors des centres urbains, l'agriculture occupe une place très importante.

Dans les vallées de la Petite-Nation et de la Lièvre où, au cours de l'hiver dernier, on a fait une étude grâce à une subvention du programme de développement communautaire, on a identifié quelque 700 producteurs agricoles et, grande surprise, on s'est aperçu que l'industrie laitière y avait été détrônée par l'industrie du boeuf de boucherie.

Parrainé par la Coopérative agricole, ce projet avait comme objectifs de faire un inventaire global des ressources agricoles de ces territoires afin de mettre en place une structure permanente ayant pour but de développer et de favoriser la communication entre tous les producteurs agricoles et la Coopérative, de façon à augmenter le membership. Un autre but poursuivi par la Coopérative était de développer, d'augmenter, par l'information, la consultation et la communication, le sentiment d'appartenance des sociétaires face à leur coopérative.

Le premier de ces objectifs a été largement atteint puisque la Coopérative possède maintenant un outil de travail sans précédent et peut, d'un seul coup d'oeil à la carte, identifier n'importe quel producteur de la région, ainsi que le type d'entreprise que possède ce producteur.

En fait, l'expérience a été tellement intéressante que Marquis Mallette, secrétaire de la Coopérative qui a piloté le projet, a bien l'intention de demander un autre projet afin d'étudier la situation dans le Pontiac et la Haute-Gatineau.

Car, en ayant un portrait global de tous les producteurs de la région, la Coopérative sera plus en mesure d'évaluer les services qu'elle donne et de les réorienter le cas échéant.

De plus, le contact avec les producteurs à la Coopérative d'identifier les éléments les plus dynamiques du milieu agricole, éléments qui pourraient être invités à particier plus activement à la vie de la Coopérative.

En fait, ce dont rêve la Coopérative, c'est de lancer un vaste mouvement d'animation dans le milieu agricole, mouvement qui reposerait d'abord et avant tout sur les délégués du secteurs qui auraient comme tâche de regrouper une dizaine de producteurs autour d'eux afin de parler des problèmes rencontrés dans leurs productions agricoles et voir comment la Coopérative peut améliorer ses services afin de mieux répondre aux besoins de tous les producteurs.

Depuis sa création en 1965, la Coopérative n'a pas cessé de grandir à un rythme effréné et cette étude menée au cours de l'année marque une étape importante dans ce processus de développement.

Et Marquis Mallette espère bien que d'autres études semblables pourront être menées sur l'ensemble du territoire afin de mieux cerner la situation de l'agriculture dans tout l'Outaouais et apporter les bonnes solutions aux problèmes qui s'y présentent.

• La ferme de Jean-Jules Riopel

Un témoignage sur l'agriculture biologique

par Colette Duhaime

RIPON — Le ministère de l'Agriculture du Québec a décidé de se pencher sérieusement sur l'agriculture biologique, un mouvement très fort dans certains pays d'Europe et aux Etats-Unis et qui a commencé au Québec il y a une dizaine d'années.

Afin de recueillir des données précises sur ce sujet, le MAPAQ a en effet identifié douze fermes témoins à travers la province et, au cours des cinq prochaines années, y étudiera les façons de cultiver la terre, d'élever les animaux, de transformer les produits, ainsi que la rentabilité de ces fermes où l'on tente, dans la mesure du possible, de n'utiliser que des produits naturels.

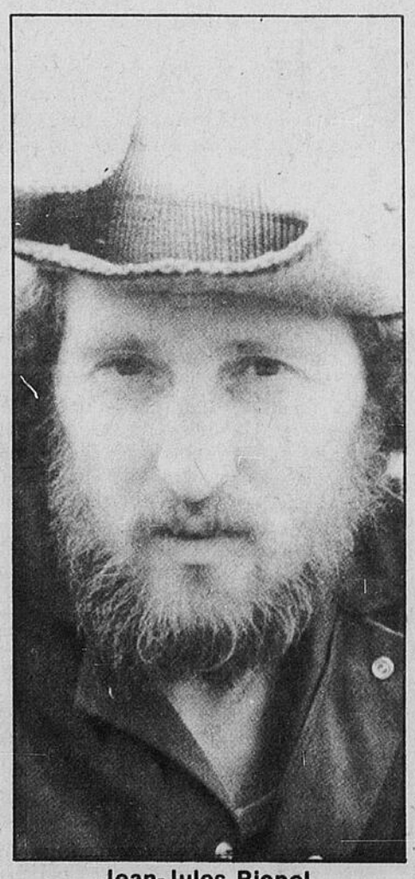
La ferme de Jean-Jules Riopel, à Ripon, où l'on cultive de façon écologique près d'une vingtaine d'acres d'asperges et deux acres de framboises, fait partie de ce programme dont l'un des premiers objectifs est de recueillir des données dans chacune des régions du Québec afin de mieux orienter les agriculteurs vers des façons plus écologiques.

Selon Jean-Paul Riopel, l'établissement de ce programme marque un net tournant dans le secteur agricole du Québec. «Jusqu'ici, dit-il, les agronomes ne prenaient pas tellement les agriculteurs au sérieux. Mais, avec l'augmentation du coût de l'énergie et des coûts de production en général, ils semblent s'être décidés à chercher de nouvelles formes de gestion et de culture».

Depuis quelques semaines, M. Riopel travaille donc en étroite collaboration avec un agronome du ministère qui, de façon régulière, vient visiter les champs, observe l'évolution de la production et étudie les façons écologiques de cultiver.

«Dans la culture écologique, précise cependant Jean-Jules Riopel, la recherche n'est pas encore tellement avancée et nous devons quelquefois nous débrouiller avec les moyens du bord et trouver des solutions originales à des problèmes qui pourraient être facilement réglés par l'utilisation de produits chimiques».

Selon M. Riopel, le ministère tente cependant de trouver des solutions écologiques aux problèmes qui peuvent se poser. Ainsi, lorsqu'il a été aux prises avec un problème de limaces, cet été, l'agronome a fait de nombreuses recherches avant de trouver un produit naturel pour enrayer l'épidémie.



Jean-Jules Riopel

«On ne trouve pas toujours», poursuit cependant M. Riopel, qui souligne que, dans certains cas, si la récolte est mise en danger, il faut parfois se tourner vers les produits chimiques.

Depuis qu'il produit des asperges, c'est-à-dire quatre ans, M. Riopel n'a pas eu à utiliser de tels produits, mais il commence à avoir un problème de chiendent dans ses champs d'asperges et s'il ne trouve pas une solution écologique pour enrayer ce phénomène, il devra peut-être se résoudre à utiliser des herbicides.

«Si c'est possible de faire autrement, nous le ferons, dit-il, mais plutôt que de perdre nos vingt acres d'asperges, nous prendrons les grands moyens».

Mais la culture écologique ce n'est pas seulement la non-utilisation des produits chimiques dans les champs. «Ce n'est pas non plus pratiquer l'agriculture comme nos grands-pères le faisaient. Ce n'est pas seulement d'étendre du fumier dans les champs et d'attendre que ça pousse. C'est toute une façon nouvelle de cultiver en respectant le plus possible le rythme naturel de la terre».

En septembre 1980, la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique adoptait d'ailleurs, lors de son assemblée générale, des normes internationales en agriculture biologique et les tenants de cette nouvelle forme d'agriculture doivent tenter de s'y conformer le plus possible.

«Si nous voulons vendre nos produits sous étiquette écologique, poursuit M. Riopel, il faut respecter ces normes. Mais comme les contrôles ne sont pas encore assez efficaces, il peut y avoir les produits qui sont vendus sous cette étiquette mais qui n'ont pas absolument pas été cultivés de façon écologique».

Des produits d'importations dits «écologiques» commencent d'ailleurs à faire leur appartition sur le marché québécois et les producteurs devront s'attaquer au problème des contrôles s'ils veulent s'assurer que les produits vendus sous étiquette «écologique» le sont vraiment.

En fait, dans ce nouveau secteur, tout est à faire, ou presque. Mais, selon Jean-Jules Riopel, la mise sur pied d'un programme de recherche comme celui du MAPAQ est une indication d'un certain changement d'attitude.

«On est bien loin des grandes stations de recherche en agriculture écologique comme celles qui existent en France ou en Suisse, termine-t-il, mais c'est un début».

NUTRITE

Les minéraux à bestiaux que vous utilisez offrent-ils les avantages suivants?
- choix entre huit formules différentes
- ingrédients de la plus haute qualité
- prix modiques



Les minéraux Shur-Gain vous les offrent

Chacune des huit formules complémente bien les différents fourrages pour un bon programme alimentaire. Vous n'aurez probablement pas besoin de six formules, peut-être d'une ou deux... mais *il faut avoir le choix.*

Au Centre de Service Shur-Gain, demandez des renseignements sur le choix des minéraux. Vous serez satisfait de leur prix.

minéraux essentiels à bestiaux SHUR-GAIN

Shur-Gain . . . pour le producteur moderne.

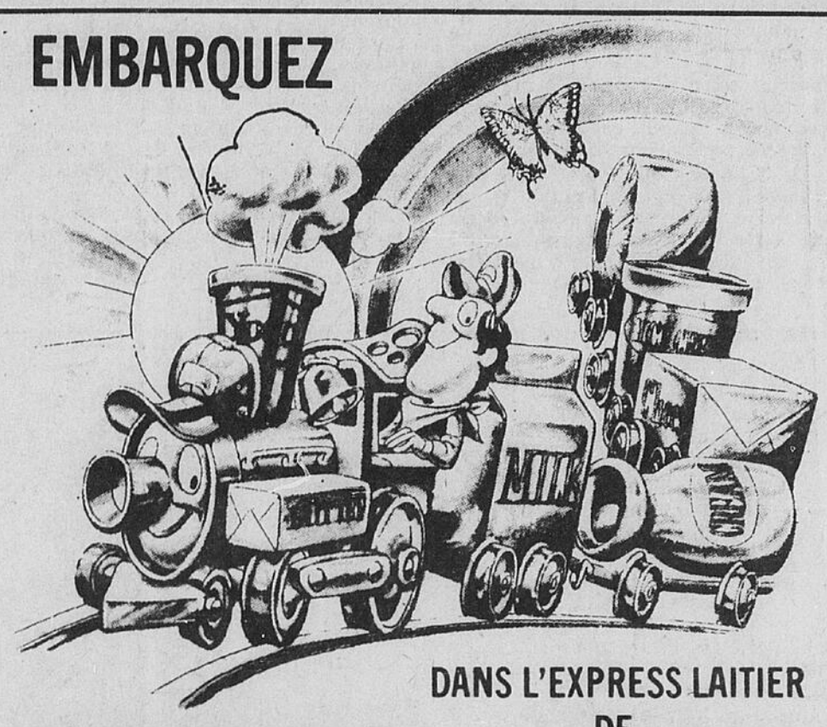
- Engrais chimique en **SACS** ou en **VRAC**
- Equipement moderne d'épandage
- Programme de fertilisation spécifique à chaque culture
- Service agronomique qualifié
- Vente de semences; herbicides et autres produits chimiques.

LES ENGRAIS 3 ET 5 ÉTOILES DISPONIBLES

NUTRITE une idée qui pousse !

J. LALONDE & FILS LTÉE
HAMMOND 487-2760 ONTARIO

EMBARQUEZ



DANS L'EXPRESS LAITIER DE
CLOVERDALE CHEESE HOUSE
JUSQU'A
ST-ISIDORE
ONTARIO
524-2044
pour une
Super vente

JUSQU'AU 3 OCTOBRE 1982

CHEDDAR DOUX
Rég. $2.59 Spécial $2.19

FROMAGE MOZZARELLA
Rég. $2.61 Spécial $2.19

BEURRE FOUETTE 250 g
Rég. $1.60 Spécial $1.39

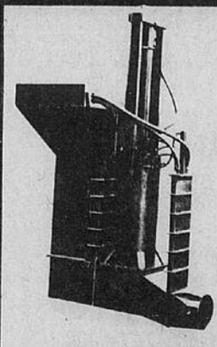


Heures d'ouverture
Du lundi au dimanche de 10h 00 a.m. à 5h 30 p.m.

Houle équipement de ferme PROGRES D'ABORD



NOUVELLE AGI-POMPE HOULE POUR ETANG
- S'installe n'importe où autour de l'étang
- N'exige aucun quai ou plate-forme
- Facile à transporter et à installer sur un talus de 45



MAGNUM
un rendement maximum dans tous les genres de fumier

Le Magnum avec tube de pompage en acier inoxydable pompe l'urine, le fumier solide des vaches attachées et le fumier liquide des stabulations libres. Tube d'évacuation: 16" acier ou 15" P.V.C.

POMPE A FUMIER Electro mix
Brassage et évacuation du lisier.

LE HACHE-PAILLE des années 80







STRUCTURE EN ACIER
POUR BATIMENTS DE FERME...
Simplifie la construction de bâtiments de ferme
Hauteur 7 à 16 pi. Largeur 30 à 55 pi.



LAVOIE FARM EQUIPMENT INC.
BOURGET, ONT. (613) 487-2946

• L'Outaouais, 1er producteur de boeuf du Québec

Les profits vont ailleurs...

par Gilles Bernier

L'Outaouais est la région du Québec qui produit le plus de boeuf, mais parce qu'elle n'est pas équipée pour en assurer la transformation, c'est ailleurs que s'en vont les plus importants bénéfices de cette production.

Il y a deux ans, environ, lorsque le ministère de l'Agriculture du Québec a voulu instaurer le programme de stabilisation du revenu, dans le secteur du boeuf, celui-ci a exigé des producteurs qu'ils vendent leur boeuf au Québec plutôt qu'en Ontario, comme on le faisait traditionnellement dans l'Outaouais.

En même temps, le gouvernement négociait avec la Société d'aménagement de l'Outaouais (SAO) et un entrepreneur ontarien pour mettre sur pied un abattoir régional, à Gatineau, pouvant traiter jusqu'à 900 bêtes par semaine.

Les éleveurs ont accepté le programme de stabilisation du gouvernement, et la condition «sine qua non» qui y était attachée (vendre leur boeuf au Québec), mais ils n'ont toujours pas d'abattoir.

Cette lacune prive non seuement l'Outaouais des nombreux emplois que la transformation du boeuf pourrait créer, mais elle coûte cher aux éleveurs qui doivent envoyer leur bétail aussi loin que dans la Beauce pour le faire abattre.

Les animaux supportent mal le transport et peuvent perdre jusqu'à 25 livres à cause de ce seul facteur. Si l'abattoir paye le boeuf à la livre sur la ferme, la perte de poids de l'animal dans le transport se traduit par une perte monétaire qui a tôt fait de rendre l'achat moins intéressant pour l'abattoir et, d'autre part, la vente plus difficile pour l'éleveur.

Par contre, si l'abattoir paye l'animal selon son poids une fois rendu à destination, c'est l'éleveur qui voit immédiatement s'envoler le produit d'une partie de ses efforts.

Le gouvernement tente d'amener un entrepreneur à exploiter un abattoir qui puisse répondre au marché de l'Outaouais, mais la chose s'avère difficile. Les négociations ont échoué avec le groupe ontarien et elles se déroulent depuis plus d'un an avec l'abattoir Durocher, de Gatineau, un abatteur qui éprouve actuellement quelques difficultés.

Les intéressés ne sont pas nombreux dans ce secteur. La conjoncture économique des dernières années, la dure concurrence des abattoirs de l'Ouest canadien et le rétrécissement du marché, depuis la création des grandes chaînes d'alimentation comme Métro-Richelieu, Provigo et Steinberg, invitent plutôt à la prudence.

Depuis quelques années, en effet, les risques des abatteurs se sont accrus devant un marché relativement dépressif. Il doit par exemple s'écouler une douzaine de jours entre le moment où l'animal est abattu et celui où il est livré à la consommation, ceci afin de permettre à la viande d'atteindre sa pleine maturité. Or, entre ces deux moments, les prix peuvent varier à la baisse et l'abattoir doit alors subir des pertes.

Cette période de mûrissement représente en outre, des frais pour l'abattoir situé près de son marché, des frais que n'ont pas à encaisser les abattoirs de l'Ouest puisque pour eux, le mûrissement se fait dans les wagons réfrigérés qui amènent le boeuf sur les marchés de l'Est, et cela à même les coûts de transports déjà très avantageux qui leur seraient faits. C'est une concurrence difficile à soutenir pour les abattoirs de l'Est.

Quant aux trois chaînes d'alimentation qui dominent le marché québécois depuis quelque temps, celle-ci réussissent non seulement à faire jouer les prix à leur avantage, mais préfèrent souvent acheter leur boeuf dans l'Ouest. Alors qu'au Québec, elles devraient acheter leur boeuf de différentes sources, un coup de téléphone suffit souvent à leur procurer tout le boeuf dont elles ont besoin pour une semaine.

Au gouvernement du Québec, on dit faire des efforts pour convaincre ces chaînes d'alimentation d'acheter chez elles. Mais on ajoute qu'il faudra monter une longue côte avant d'y parvenir.

L'enjeu n'est rien de moins que 70 pour cent du boeuf consommé au Québec, l'autre 30 pour cent représentant le marché institutionnel comme l'hôtellerie, les hôpitaux, etc.

Pendant ce temps, la tentation est grande pour les éleveurs outaouais de regarder du côté ontarien, où les frais de transports sont moins élevés, où les acheteurs et les abattoirs sont nombreux et où de bons prix sont offerts aux encans.

• «Le plan conjoint, ce sera la seule façon...»

Un syndicalisme à vendre

par Colette Duhaime

PLAISANCE —Depuis quelques semaines, de nombreux producteurs agricoles mordus de syndicalisme parcourent les différentes régions du Québec afin de «vendre» à leurs collègues producteurs de bovins de boucherie ou de bovins laitiers, le plan-conjoint du boeuf.

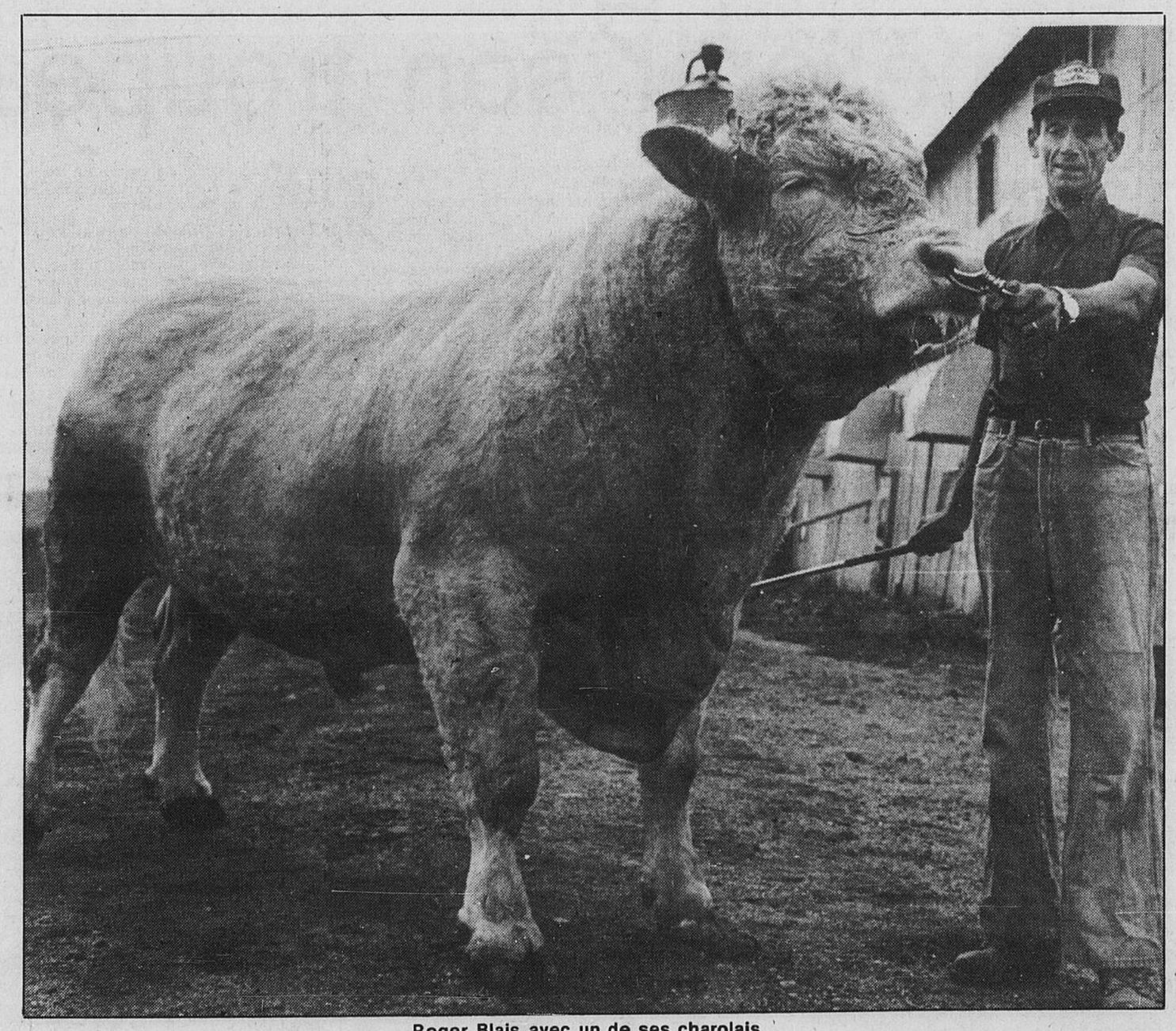
L'enjeu est de taille et nombreux sont ceux qui, comme Roger Blais, producteur de boeufs charolais de Plaisance, n'hésitent pas à hypothéquer presque toutes leurs soirées pour se rendre aux quatre coins de leurs régions respectives afin d'inciter les autres producteurs à dire OUI, à la fin novembre prochain.

«Pour nous, producteurs de boeufs, dit Roger Blais, le plan-conjoint, ce sera la seule façon de nous sortir du trou et d'arriver éventuellement à stabiliser le marché».

Car les producteurs de bovins de boucherie doivent souvent faire face à des fluctuations assez importantes et, certaines années, ils ont dû continuer à exploiter leurs entreprises à perte.

«Mais, ces années là, on continue quand même à produire, car nous avons déjà notre cheptel et s'il fallait qu'on se débarasse de nos bêtes, il faudrait tout recommencer à zéro si la production commençait à marcher un peu mieux».

Rappelant que c'est avec l'instauration du plan-conjoint et du système de quotas que l'industrie laitière avait commencé à se stabiliser, M. Blais indique que la situation dans le boeuf ne commencera pas à se rétablir dès l'adoption du plan-conjoint, mais que le véritable travail de consolidation dans cette production pourra alors commencer.



Roger Blais avec un de ses charolais

«Entre autre, dit-il, le comité de mise en marché pourra commencer à travailler tout de suite et se pencher sur toutes les questions depuis la fixation des prix jusqu'à l'analyse des normes de qualité et de classification».

M. Blais qui, en plus de son élevage de boeufs charolais est producteur d'oeufs, rappelle également que, avant l'établissement du plan conjoint des oeufs, une pagaille indescriptible régnait dans ce secteur agricole.

«Après l'adoption du plan conjoint des oeufs, on a pris presque cinq ans à rétablir l'ordre dans cette production, et même si tous les problèmes ne sont pas encore réglés, on peut dire que cette production fonctionne quand même assez bien».

Pour l'adoption de ce plan conjoint, les quelque 8,000 producteurs de bovins de boucherie du Québec doivent compter sur les 20,000 producteurs laitiers qui sont, en fait, les plus gros fournisseurs de boeufs du Québec. La grande majorité des veaux vendus sur le marché ainsi que les vaches «réformées», proviennent en effet des fermes laitières, mais Roger Blais est convaincu que les producteurs laitiers n'hésiteront pas à voter pour le plan conjoint du boeuf. «Car les gars de lait savent ce que leur a apporté le plan conjoint et je suis convaincu qu'ils voteront en faveur».

Mais, pour bien s'en assurer, de nombreux producteurs membres de l'UPA n'en prennent pas moins la route pour aller sensibiliser ceux qui ne le seraient pas encore.

«Il faut bien comprendre que nous n'entreprenons pas cela sur le dos des consommateurs», termine cependant M. Blais en indiquant que les producteurs agricoles ont droit eux aussi, tout comme les travailleurs d'usine ou certains professionnels, à se doter d'outils syndicaux susceptibles de leur assurer une certaine sécurité d'emploi».

LA SOCIETE D'AGRICULTURE DU COMTE DE PAPINEAU

en collaboration avec les organisateurs du

CONCOURS DE LABOUR DE LA REGION DE PAPINEAU

vous invite aux activités suivantes:

CONCOURS DE LABOUR

Notre-Dame-de-la-Salette, le samedi 2 octobre, à 8h a.m.

La journée prendra fin par une soirée sociale.

CONCOURS DE LABOUR

Angers, le samedi 9 octobre, à 8h a.m.

La soirée sociale pour ce concours aura lieu le 16 octobre courant, à 8h p.m., en la salle des Chevaliers de Colomb de Buckingham.

SOIREE SOCIALE

La soirée sociale de la Société d'agriculture du comté de Papineau aura lieu le vendredi 22 octobre, à 8h p.m., en la salle municipale de Plaisance.

A cette occasion, les prix aux méritants seront remis pour les catégories de MAIS ENSILLAGE et EMBELLISSEMENT DE FERME.

BIENVENUE A TOUS!



Un pur-sang qui vous met dans le vent

1982 Lynx

Cette voiture vous offre le double avantage d'un intérieur spacieux et d'un moteur économique. Moteur qui demeure toujours puissant et un intérieur qui vous plonge dans un luxe discret et enveloppant. Tout ça pour seulement:

$5995.* *-transport en sus.

Ford MERCURY LINCOLN

Raymond Dupuis Ltée

Casselman, Ontario

764-2994

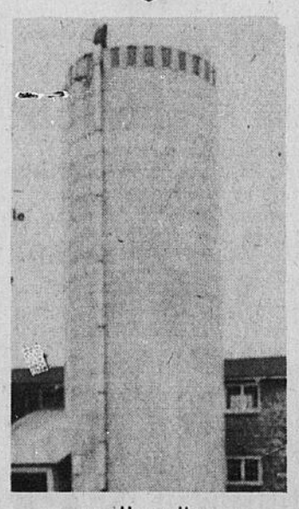
LAVOIE FARM EQUIPMENT INC.

Reconnue pour son service et des produits fiables.

UN ENTREPOT IDEAL

Béton préfabriqué selon le procédé de pression le plus moderne.

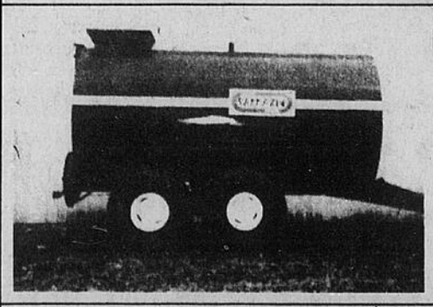
LE SILO CO-OP



pour l'ensilage de qualité

SILO A GRAIN Victoria





RESERVOIRS A FUMIER SARRAZIN

1500 gallons
2000 gallons
2500 gallons
3000 gallons

CONVOYEUR A CHAINE



Soigneur à courroie automatique
Videur à silo, 3 points

LAVOIE FARM EQUIPMENT INC.

BOURGET, ONT. (613) 487-2946

• L'industrie du porc dans l'Est ontarien

Le désespoir s'installe...

par Edmond Laughren

L'industrie du porc continue de jeter une ombre sur la scène agricole en Ontario, et surtout dans l'Est ontarien.

Après les nombreux déboires qu'ont connu les producteurs de porcs du secteur Glengarry-Prescott-Russell au cours des années 1979-80-81, la situation donnait, vers la fin de 1981, des signes d'un regain de vie.

Mais les lourdes dettes contractées par les producteurs durant ces années maigres, ajoutées aux nombreuses saisies et faillites d'entreprises d'élevage de porcs, sont aujourd'hui cause d'inquiétude et même de désespoir chez bon nombre de producteurs.

«Seulement les producteurs qui ont réussi à ne pas s'endetter durant les trois dernières années, ou qui ont une autre source importante de revenus, peuvent espérer à la survie de leurs opérations», soutient le vice-président de l'Association des producteurs de porcs du comté de Prescott, (APPCP), M. André Dumas.

Selon les chiffres fournis par l'APPCP, il y avait au début de 1978, quelque 322 producteurs de porcs dans Glengarry-Prescott. Ce nombre n'était plus que de 170 à la fin de 1981, soit une diminution de près de 50 pour cent.

«Ce sont nos créanciers qui sont directement responsables de la grande partie de nos problèmes aujourd'hui», d'ajouter M. Dumas.

Le vice-président Dumas a indiqué que dans les trois comtés, la dette globale des producteurs a doublé du début de 1978 à la fin de 1981, pour atteindre la somme phénoménale de $9.6 millions.

Certains gros producteurs, ou encore certains qui combinaient la production porcine avec d'autres occupations, ont réussi à éviter de s'endetter durant ces années creuses, et ce sont eux et seulement eux qui réussiront à passer à travers la crise qui frappe actuellement cette partie de l'industrie agricole.

«Et le grand perdant dans tout cela sera le consommateur, qui devra payer de plus en plus cher pour sa viande au supermarché», de dire M. Dumas.

«Dans le comté de Prescott, qui comptait 152 producteurs de porcs au début de 1978, on en retrouvait seulement 70 à la fin de l'année 1981», a soutenu M. Dumas.

Et quoique les chiffres pour cette année ne sont pas encore disponibles, M. Dumas a laissé savoir que ce nombre a encore diminué sensiblement en 1982.

«C'est tout à fait un désastre», dit-il.

M. Dumas a aussi rappelé un autre aspect du problème auquel font face les producteurs de porcs: l'existence d'une seule cour de rassemblement et de distribution de porcs pour les deux comtés de Prescott et Russell, à McCrimmon, un point central.

Les producteurs de Glengarry et leurs collègues de Prescott ont livré une lutte féroce contre la mise en place d'une cour centrale par la Commission ontarienne de mise en marché du porc (COMMP), mais leurs efforts sont tombés sur des oreilles de sourds car la Commission a quand même procédé à la construction de la cour à McCrimmon.

La lutte contre la mise en place d'une cour centrale à cet endroit a pris des proportions alarmantes à certains moments, les producteurs allant jusqu'à bloquer l'autoroute 417 en guise de protestation.

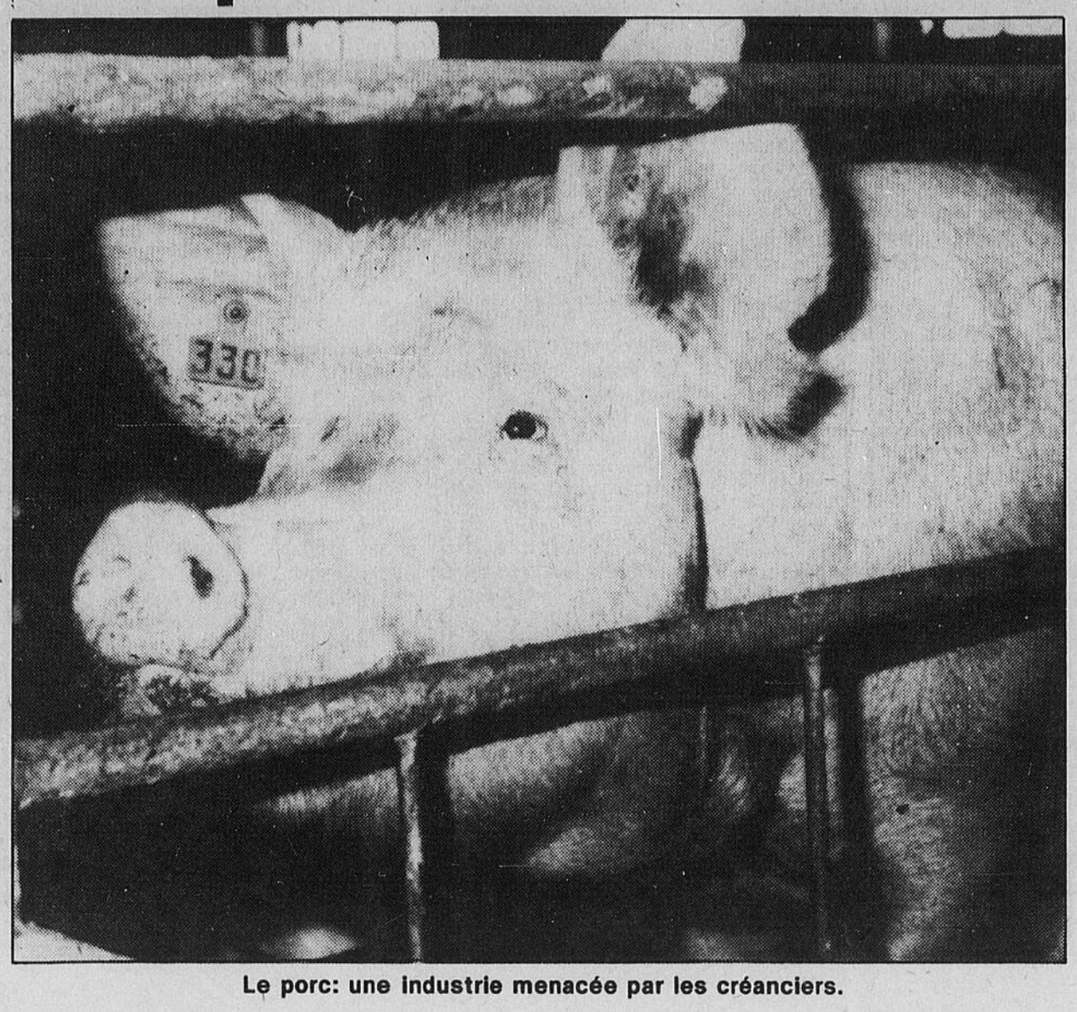
Mais rien n'allait affaiblir la décision des autorités de la Commission, et aujourd'hui la cour est installée à McCrimmon et elle fonctionne.

Toutefois, comme le soulignait M. Dumas, la location centrale de cette cour pose de sérieux problèmes pour les nombreux «petits» producteurs, en raison des coûts exhorbitants du transport.

«Pensez-y pour un instant, dit-il. Un producteur de St-Isidore, (distance de quelques 69 km) qui a un, deux ou trois porcs prêts à livrer à la cour... Cela lui coûterait plus cher que ses profits totaux de cette vente. Donc, ce n'est pas rentable pour lui.»

«Mais la cour est bel et bien installée à McCrimmon et (il) vaut mieux nous tirer le mieux possible d'une mauvaise situation», résume M. André Dumas.

Tout considéré, la production de porcs demeure un des points d'interrogation de la scène agricole dans l'Est ontarien, et surtout dans Glengarry-Prescott-Russell.



Le porc: une industrie menacée par les créanciers.

Savoir améliorer son troupeau

par Edmond Laughren

L'insémination artificielle devient un moyen de plus en plus utilisé pour la reproduction animale.

Il s'en suit donc que l'industrie agricole soit le principal secteur de l'économie où ce service trouve faveur.

Dans l'Est ontarien, la société Eastern Breeders Inc., une coopérative appartenant aux agriculteurs-membres, offre ce service à partir de la centrale de Kemptville et des bureaux régionaux à Port Hope, Belleville, Kingston, Smith's Falls, Renfrew, Ottawa, Chesterville et Alexandria.

Le gérant régional du bureau d'Alexandria, M. Emmanuel Titley, a bien voulu nous expliquer un peu ce service encore mal connu malgré le fait que plus de 70 pour cent des vaches laitières en Ontario sont inséminées artificiellement.

Le processus d'insémination artificielle n'est pas une science nouvelle, ayant été pratiquée en Russie vers les 1900, selon un document de l'Association ontarienne des éleveurs d'animaux.

Le service a été utilisé en Ontario pour la première fois en 1941, à Waterloo.

Aujourd'hui, on emploie cette méthode de reproduction chez les vaches, la volaille, les chevaux, les porcs, les chèvres et même les abeilles.

Réduite à sa plus simple explication, l'insémination artificielle consiste à tirer du mâle le sperme, le sceller dans des ampoules de laboratoire et l'insérer dans l'utérus d'une vache au moment que celle-ci est en période fertile.

Mais cette science exige des facilités des plus modernes et des spécialistes formés d'après les plus récents développements dans le domaine de la médecine animale.

La propreté est de rigueur autant dans la prise du sperme que durant les phases suivantes du processus, de sorte que les experts affectés à ce travail sont sans cesse en voie de se perfectionner.

Au laboratoire de Guelph, on peut entreposer plus d'un demi-million de «doses» de sperme et, avec les facilités d'ordinateurs, on a accès à une banque d'information concernant les qualités spécifiques de chaque spécimen.

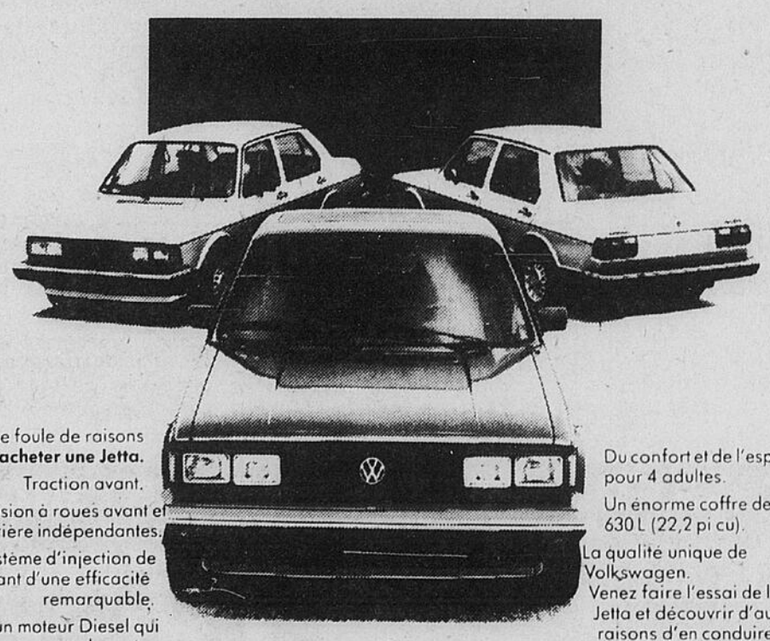
C'est ainsi que les agriculteurs peuvent améliorer leurs troupeaux, en alliant le sperme d'un boeuf possédant certaines qualités, avec une vache qui manque ces mêmes qualités.

L'issue d'un tel «accouplement» constituera une nette amélioration sur le veau né de parents «naturels» sur lesquels on ne peut exercer le même contrôle.

Selon les statistiques fournies par la Eastern Breeders, le taux de réussite pour ce qu'on appelle un premier service est supérieur à 70 pour cent, ce qui se compare très favorablement avec les moyens naturels d'insémination.

Dans tout le territoire desservi par la Eastern Breeders, près de 150,000 vaches ont été inséminées artificiellement en 1981.

T'as ta JETTA?



Il y a une foule de raisons **d'acheter une Jetta.**
Traction avant.
Suspension à roues avant et arrière indépendantes.
Un système d'injection de carburant d'une efficacité remarquable.
Ou un moteur Diesel qui réduira encore plus votre consommation de carburant.

Du confort et de l'espace pour 4 adultes.
Un énorme coffre de 630 L (22,2 pi cu).
La qualité unique de Volkswagen.
Venez faire l'essai de la Jetta et découvrir d'autres raisons d'en conduire une. Mais passez dès aujourd'hui. Il y a **une Jetta** qui vous attend.

Jette un coup d'oeil-

JETTA DIESEL
Traction avant, 4 portes, AM-FM, stéréo-cassettes, vitres teintées, peinture métallique, transmission 5 vitesses, chauffe-bloc
Aubaine de septembre
10 945 $
Transport et préparation en sus

JETTA 5 VITESSES
Traction avant, 4 portes, injection d'essence, AM-FM, stéréo-cassettes, peinture métallique, vitres teintées, compte-tours, pneus larges
Aubaine de septembre
10 390 $
Transport et préparation en sus

AUTOMOBILES G.M. ST-LOUIS INC.
436, rue Charles Buckingham
986-2733

BENEFICIEZ DE PLUS GRANDES RECOLTES DE MAÏS



INVESTISSEZ DANS LES HYBRIDES CO-OP

CO-OP S259
— Co-op S259 (C.S.)
Variété native, a besoin de 2550 u.t.
Levée rapide et pousse vigoureusement en sol froid.
Tiges robustes de hauteur moyenne
Epis séchant vite
S'égrène facilement

CO-OP 2610
— Co-op 2610 (C.S.M.)
Nouvelle variété native, a besoin de 2600 u.t.
Levée rapide et pousse vigoureusement
Tiges robustes et résistantes
Gros producteur en épis ou en ensillage
S'égrène facilement

CO-OP S265
— Co-op S265 (C.S.)
Variété moyenne, a besoin de 2650 u.t.
Beaux épis et beaux grains reconnus sur le marché
Tiges résistantes et robustes de hauteur moyenne
Gros producteur
Facile à égrener

AVEC CO-OP, VOUS AVEZ LA COMBINAISON GAGNANTE POUR ATTEINDRE DE PLUS GROSSES RECOLTES DE MAÏS.

C.S. croisement simple
C.S.M. croisement simple modifié
C.D. croisement double
U.T. unités thermiques

La Coopérative Agricole d'Embrun Ltée
CO-OP
491, rue Notre-Dame, Embrun, Ontario
Emin Niazi, B.S.A.
Technicien agricole et représentant des ventes
Tél.: 443-2833 — En soirée: 745-1339

• Le parquet d'engraissement de Bertrand Lafleur

Une 1ère saison misérable

par Michel Gauthier

GRAND-REMOUS — L'an dernier à pareille date, Bertrand Lafleur, de Grand-Remous, se lançait dans la construction d'un parquet d'engraissement de bouvillons avec l'idée de se monter un troupeau de 250 têtes dès le départ. Il était un de ceux qui avaient décidé de tenter cette nouvelle expérience à la suite des mesures incitatives du gouvernement du Québec.

Un an après, ce nouvel agriculteur, qui avait quitté son emploi à la Commission scolaire Henri-Bourassa pour faire le grand saut, s'estime chanceux de pouvoir compter sur les revenus de son épouse Katreen qui travaille à l'extérieur.

«C'est bien simple, c'est elle qui me fait vivre. Si elle ne travaillait pas, je ne pourrais pas passer à travers, car le parquet d'engraissement n'a pas suffi pour apporter un revenu véritable», a souligné celui qui a dû faire face à de nombreux problèmes et qui a connu une saison d'été misérable à sa première année d'expérience.

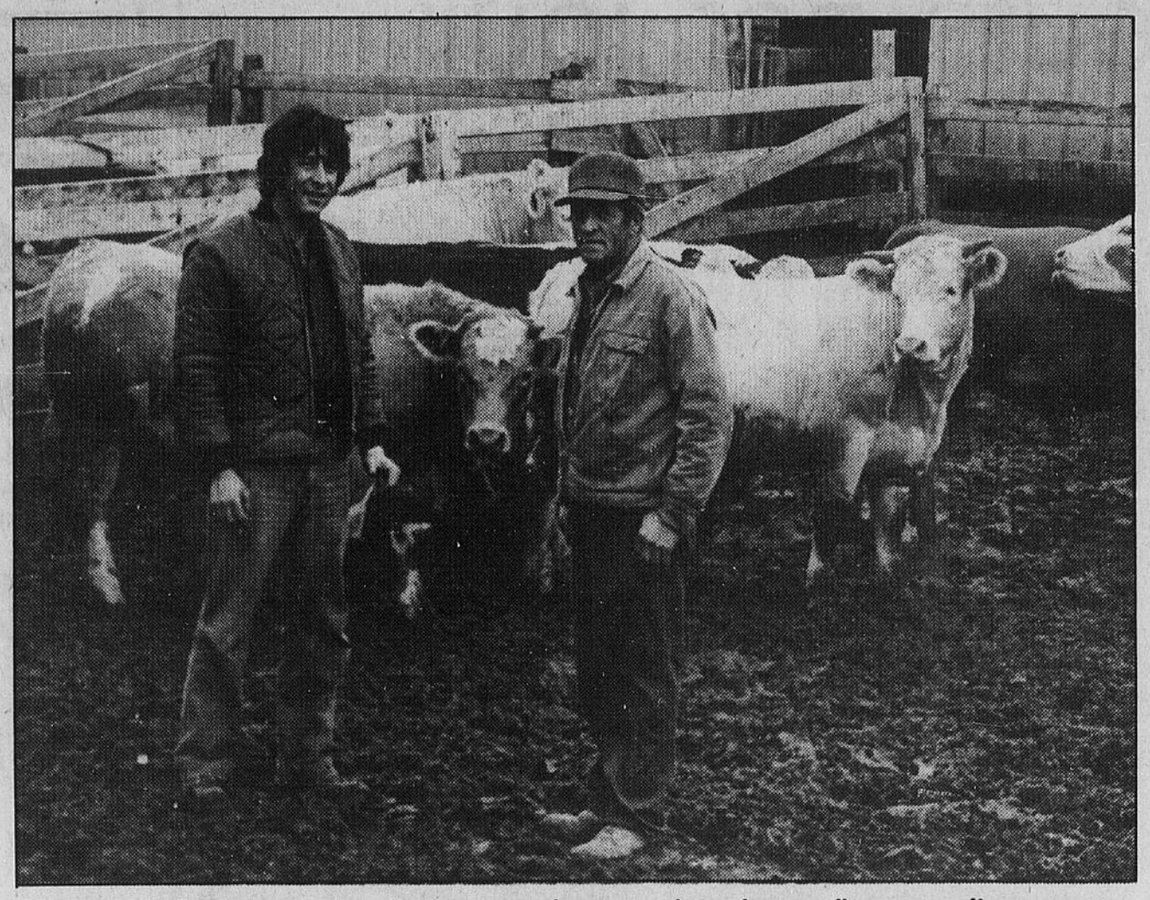
La sécheresse, les chenilles et le gel hâtif ont tous contribué à diminuer le rendement de ses terres, provoquant ainsi un manque de nourriture pour les animaux et l'obligation d'en acheter à l'extérieur.

«L'an dernier, j'ai récolté 800 tonnes de maïs sur 60 acres de terre en culture et, cette année, c'est beau si j'en aurai 700 tonnes avec 125 acres en culture. J'ai semé dans le désert et c'est resté désertique toute l'année», de dire Bertrand Lafleur, dont les terres sont composées d'un sol léger qui retient déjà difficilement l'eau. Alors, en période de manque de pluie comme cet été, la difficulté est double.

Cette sécheresse a aussi provoqué l'apparition de chenilles, les «légionnaires d'automne», qui lui ont grignoté 20 acres de culture, et a rendu moins efficace l'application des engrais.

«J'en ai mis 30 tonnes et si je n'en avais pas mis du tout, cela n'aurait guère fait de différence», a-t-il dit.

Et finalement, le gel hâtif du mois d'août est survenu au moment où les plants de maïs commençaient à produire des épis, ce qui lui a fait perdre de 400 à 500 tonnes de valeur nutritive sur 700 tonnes.



Bertrand Lafleur et son père, Rolland: sans le revenu de sa femme, il ne pourrait pas passer à travers.

L'installation d'un système d'irrigation aurait pu l'aider à combattre la sécheresse et la gelée d'août, mais avec des investissements évalués à environ $50,000 à $60,000, il ne peut tout simplement pas y penser.

Et comme si cela n'était pas assez, il a manqué d'ensilage, le printemps dernier, car il avait trop de têtes de bétail dans son parquet. Il a été obligé d'acheter plus de foin et de moulée que prévu et cette dépense a contribué à gruger encore davantage ses revenus.

«C'est la pire erreur que j'ai faite durant cette première année. $6,000 de foin et $35,000 à $40,000 de moulée de plus que cela m'a coûté. Ca ne coupe pas les profits, ça los mange tout simplement», a-t-il avoué.

A cause de tous ces facteurs, il ne pourra acheter que 80 têtes de bétail pour cet hiver, retardant ainsi d'un an le développement de son parquet.

Mais malgré toutes ces difficultés, il reste confiant de réussir dans son projet et se donne toujours cinq ans pour y parvenir. Il ne regrette pas non plus sa première année.

«Pour moi, c'est comme si je venais d'obtenir mon doctorat en agriculture, car cette première année vaut bien cinq ans d'université, à mon avis.»

Entre-temps, il compte tirer profit de l'expérience acquise, mais aussi des conseils de son père, un agriculteur d'expérience, qu'il avoue lui être d'une aide inestimable. Il compte bien également ne pas avoir à affronter une saison d'été misérable comme cette année, l'an prochain.

Enfin, s'il peut passer au travers des cinq premières années, il se dit qu'il ne sera plus «déculoté» quand se présentera une mauvaise année comme 1982.

Quant à ses objectifs immédiats, il s'agit d'atteindre le seuil de rentabilité, qu'il estime à 200 têtes engraissées par année, au minimum, et de monter ensuite à un niveau de 400 à 500 têtes.

• La «Ferme des six» des frères Lefebvre

A l'abri de gels et sécheresses

par Michel Gauthier

BOUCHETTE — Les frères Omer et Alfred Lefebvre vivent une association qui sera vieille de 31 ans le 1er novembre prochain. C'est à cette date, en 1951, qu'ils ont quitté la ferme familiale de leurs parents, à Thurso, pour se porter acquéreurs de leur propre exploitation, à Bouchette, en Haute-Gatineau.

Aujourd'hui, ils gèrent une terre de 208 hectares qui s'étend sur un des meilleurs sols de la région, en bordure de la rivière Gatineau, connue des résidants locaux sous le nom de «Ferme des six». Ce pseudonyme n'a rien à voir avec la famille Lefebvre, ni avec les anciens propriétaires, Ruth Cameron et son époux, le colonel McNam. Selon M. Omer Lefebvre, ce nom aurait été emprunté aux rapides de la rivière à cet endroit, qui serait le sixième portage qu'empruntaient jadis les Indiens sur la Gatineau.

La «Ferme des six» est une des plus grandes et des plus belles exploitations agricoles de la Haute-Gatineau et elle a toujours eu comme vocation principale la production laitière. On y retrouve aujourd'hui près de 170 têtes de bétail, dont 55 vaches productrices de lait.

Il y a une quinzaine d'années, les frères Lefebvre y ont élevé des porcs et des moutons, mais ces productions ont été abandonnées depuis. Par contre, ils ont ajouté, il y a deux ans, un parquet d'engraissement de bouvillons à leurs activités et ils ont vendu jusqu'ici, cette année, 34 boeufs d'un poids moyen de 1,200 livres. Et neuf autres prendront le chemin de l'abattoir en décembre prochain.



La «Ferme des six», une des plus grandes et des plus belles exploitations agricoles de la Haute-Gatineau.

Ce n'est pas le travail qui manque sur une telle ferme, car quand on parle d'animaux, on parle aussi de culture. Dans ce cas-ci, on parle de 14 hectares de maïs d'ensilage, 35 de foin et 18 d'avoine et d'orge. En volume, cela représente environ 12 à 15 tonnes de maïs, 175 tonnes de foin en deux coupes et plus de 2,000 minots de céréales.

Malgré tout, ce n'est pas encore suffisant pour nourrir les animaux et il faut acheter, à toutes les années, du maïs en grains ainsi que des suppléments nutritifs et minéraux et de la moulée balancée à l'occasion. Sans compter les fertilisants pour le sol et les herbicides pour les céréales et le maïs.

M. Omer Lefebvre insiste d'ailleurs sur les fertilisants qui, à son dire, lui ont permis de faire une récolte de foin à peu près aussi intéressante que l'an dernier, malgré l'été sec de cette année.

«Ceux qui n'ont pas mis de fertilisant en ont souffert», a-t-il laissé entendre.

Mais il faut dire aussi que la localisation de la ferme des Lefebvre est avantageuse, côté climat. La proximité de la rivière les protège contre la sécheresse et les gels hâtifs. Ainsi, en août dernier, quand la région a connu un de ses gels les plus hâtifs jamais vus, champs de maïs et jardins de la «Ferme des six» n'en ont guère souffert pendant qu'ailleurs, des champs entiers étaient perdus.

Toujours pour améliorer leur production, les frères Lefebvre n'ont pas lésiné sur le drainage agricole. Pas moins de 43,000 pieds linéaires de drain ont été installés depuis 1977.

«Un terrain drainé, c'est un terrain qui pousse», de dire Omer Lefebvre, qui insiste sur la rentabilité que représente le rendement maximum d'un sol.

«Vous savez, une terre a toujours trois cancers: les taxes, les assurances et les clôtures. Alors, il vaut mieux améliorer la production sur les terres qu'on possède déjà avant de penser à en acheter d'autres», explique-t-il.

Et avec une terre où on retrouve des sols de limon, d'argile et de terre noire, il vaut la peine de parler de production.

LAIT-MILK
TRANSPORT
HENRI HEBERT INC.
CHAPEAUVILLE TEL: (819) 427-6759

LES PRODUCTEURS DE LAIT DES RÉGIONS de

• La Haute-Gatineau • Outaouais, Qué.
• La Petite-Nation

peuvent se fier sur nous pour le transport de leur lait.
Selon la cédule établie par les organismes responsables.

VENTE D'AUTOMNE



COMPTANT ET A EMPORTER SEULEMENT
Jusqu'au 9 octobre

R-12 x 15'' (90 pi. ca.)	$15.25
R-20 x 15'' (50 pi. ca.)	$14.15
R-20 x 23'' (76.6 pi. ca.)	$21.65

Surveillez pour la GRANDE OUVERTURE de notre magasin nouvellement rénové

OBS
ORLEANS BUILDERS SUPPLIES LTD.
3636, chemin Innes, angle Royer 824-2702

• La ferme St-François

20,000 poules et 18,000 oeufs par jour

par Colette Duhaime

PLAISANCE — Chaque jour, près de 18,000 oeufs s'entassent dans les grandes pièces réfrigérées de la ferme Saint-François, à Plaisance, avant de prendre le chemin des épiceries, magasins et restaurants situés entre les villes de Buckingham et de Lachute.

Fondée vers les années 30 par le père de Roger Blais, actuel co-propriétaire de l'entreprise avec ses fils, la ferme Saint-François n'a pas cessé de grandir depuis.

A cette époque, M. Blais se souvient en effet que son père n'avait qu'une centaine de pondeuses. «Il faut dire que ma mère aimait beaucoup les pondeuses et c'est pour cette raison surtout qu'on en gardait».

Car, parallèlement à cette production, les Blais gardaient une vingtaine de vaches laitières, production qui, au fil des années, allait devenir de plus en plus marginale.

Car, pour la famille Blais, c'est la production d'oeufs qui allait prendre graduellement le dessus sur la production laitière et, après avoir augmenté graduellement son cheptel au cours des années, Roger Blais décidait en 1980 de donner le grand coup et d'augmenter le nombre de ses poules à 12,000.

«A cette époque, en plus de faire des oeufs, on produisait des poulets à rôtir et des chapons qu'on abattait nous-mêmes et qu'on allait vendre au marché. Une année, je me souviens qu'on a abattu jusqu'à 1,000 chapons par mois. Je vous dis que c'était du travail», dit Roger Blais.

Aujourd'hui, à la ferme Saint-François, on n'abat plus. «Si on avait voulu continuer à faire l'abattage, il aurait fallu construire un poste répondant aux normes. Nous avons donc abandonné ce secteur.»

Mais les Blais n'en ont pas pour autant abandonné la production d'oeufs et, aujourd'hui, dans un poulailler ultra moderne, près de 20,000 poules sont élevées en cage.

Afin de faciliter le travail de triage et de nettoyage des oeufs, un «poste de mirage» des plus modernes a été installé dans une des pièces attenantes au poulailler et près de quatre employés y travaillent presque toute l'année.



M. et Mme Roger Blais avec leur deux fils.

Les fils de M. Blais, tout comme leur grand-père et leur père l'ont fait avant eux, prennent la route et vont distribuer les caisses d'oeufs à leurs nombreux clients, répartis un peu partout sur le territoire situé entre Buckingham et Lachute.

Roger Blais qui, pour sa part, aurait bien mérité sa retraite, s'est graduellement retiré de la production d'oeufs pour se consacrer à une autre production qui lui tient à coeur depuis de nombreuses années: celle du boeuf charolais, une production qu'il mène d'ailleurs de main de maître puisque, l'an dernier, à l'exposition agricole de Montréal, un de ses taureaux, Louis-de-Charolle, remportait le titre de «grand champion de l'année», alors qu'une de ses femelles remportait, elle, le titre de «grande championne de l'année».

«Avec 150 têtes de bétail, dit M. Blais, je n'ai pas le temps de m'ennuyer. Surtout, ajoute-t-il, si l'on tient compte du fait que je suis vice-président de la Fédération des producteurs d'oeufs des Laurentides, président de l'Association charolaise du Québec, membre du comité de consultation du département agro-technique de la polyvalente Louis-Joseph-Papineau, membre du comité agricole du CRDO, délégué à l'Association des purs-sang du Québec et un des responsables du plan conjoint du boeuf dans l'Outaouais».



Pierre Cécire: une affaire à surveiller de près.

Un 1er producteur de veaux de grain en Haute-Gatineau

par Michel Gauthier

BOUCHETTE — La dernière année a vu apparaître le premier producteur de veaux de grain dans la région de la Haute-Gatineau, un jeune agriculteur de 25 ans de Bouchette, Pierre Cécire, qui a décidé de se spécialiser dans cette branche encore récente de l'agriculture au Québec.

Il y a à peine deux ans, on ne retrouvait que 115 producteurs de ce genre dans une association formée en juin 1979 et leur apparition était toute récente.

Ce genre de veaux, qu'on nomme aussi veaux lourds, sont engraissés selon une méthode bien différente des bouvillons de boucherie et leur viande n'a pas la même couleur, ni la même texture.

«Les veaux que j'achète pèsent entre 115 et 125 livres et ils sont nourris au lait et à la moulée durant les six ou sept premières semaines. Ils sont sevrés à compter de la quatrième semaine et à la fin de cette première étape, qu'ils passent dans une cage, leur poid atteint environ 180 livres», d'expliquer Pierre Cécire, dont l'exploitation porte le nom de «Ferme Pierrovo».

Durant la deuxième étape, les veaux sont réunis par groupe de 15 et le maïs en grains est introduit graduellement dans leur alimentation. La période d'engraissement se termine vers la 16e ou 17e semaine, alors que le veau pèse entre 400 et 420 livres et est prêt à être vendu.

Le jeune agriculteur dirige alors ses animaux vers l'abattoir, surtout celui de St-Hyacinthe, qui est spécialisé dans cette ligne, mais aussi vers Masson.

Même s'il n'en est qu'à sa première année, Pierre Cécire a déjà vendu 300 veaux et 200 autres sont en cours d'engraissement, pour un total de 500, soit l'objectif qu'il s'était fixé de produire en un an.

Ces veaux viennent surtout de vaches Holstein, car ils sont plus faciles à obtenir, les autres étant surtout envoyés dans les parquets d'engraissement de bouvillons. Ce qu'il aimerait avoir dans le futur, ce serait des veaux de croisement entre des Holstein et des Charolais de boucherie.

Expérience

Même s'il n'a que 25 ans, ce nouvel agriculteur jouit malgré tout d'une expérience de 8 ans, acquise sur la ferme familiale.

«J'ai été élevé sur une ferme laitière et j'aurais bien voulu partir ma propre exploitation laitière. Mais les coûts étaient trop élevés et j'ai alors décidé de tenter l'expérience du veau de grain, qui nécessite beaucoup moins d'installation», a-t-il expliqué.

Certains l'ont traité de fou à cause des difficultés que présentait ce genre de production, mais cela ne l'a pas empêché d'aller de l'avant avec son idée, car il la considère comme rentable à long terme.

«C'est vrai que l'élevage des veaux de grain a ses dangers. Il s'agit surtout de question de maladie, notamment des maladies respiratoires et la diarrhée, mais quand c'est son propre argent qu'on met dans la balance, on s'implique vraiment dans son travail. C'est vrai aussi que c'est difficile quand on s'embarque dans un travail qu'on n'a jamais fait, que ça fait peur quand c'est tout nouveau, mais je prendrai de l'expérience», de confier celui-ci.

Heureusement, Pierre Cécire n'a pas rencontré de problèmes majeurs depuis le début, mais pour cela, il a fallu qu'il surveille son affaire de très près, surtout durant les six ou sept premières semaines d'engraissement des veaux, qui sont la période cruciale d'engraissement.

«Si on manque son coup durant cette première étape, c'est toute la croissance du veau qui est handicapée et il faudra le nourrir ensuite plus longtemps pour avoir les mêmes résultats, ce qui implique des coûts supplémentaires», a-t-il fait observer.

La seule chose qu'il n'avait pas prévue en se lançant dans cette production, c'est le temps qu'il aurait à passer sur la route pour vendre et acheter des animaux.

«Je ne pensais pas que ça nécessiterait autant de voyages. J'aimerais mieux habituer ma femme à cet aspect du travail et me consacrer davantage aux tâches à l'intérieur de l'étable», a avoué Pierre Cécire.

Chez nous le service... on s'y connaît

25 années de ventes et service

SURGE

Une équipe dynamique et compétente pour vous servir.

EQUIPEMENT DE FERME FARM EQUIPMENT WIC INC. WICKHAM, CTE JOHNSON, QUE. CANADA

Un équipement et un personnel pour l'installation et service.

PATZ

• Salle de traite • Système de "pipeline" • Système de refroidissement à lait • Adoucisseur et filtreur pour l'eau • Gamme complète de détergents

• Wic • Patz
• Silo Supérieur
• Silo Victoria

Venez nous rencontrer ou téléphonez-nous

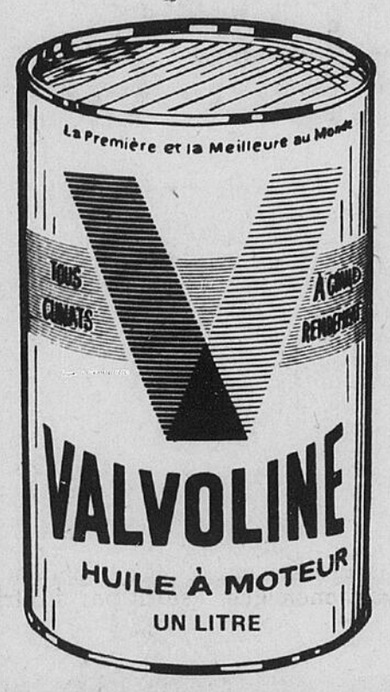
FERNAND PREGENT & FILS INC.
Alfred, Ont. — 679-2200 — Rés.: 679-2700

Pièces d'auto

Poulin Auto Parts Ltd.

95, boul. Gréber, Gatineau
(819) 568-0044

430, rue Principale, Buckingham
(819) 986-1525



10W 30
½ caisse
(12 litres)
Prix courant
$23.28
Prix de rabais
$18.36

Société du crédit agricole Canada — Farm Credit Corporation Canada

La SCA peut vous aider à mettre sur pied une entreprise agricole rentable

Ses limites de prêt ont été portées récemment à $300,000 par entreprise qui compte un exploitant admissible, et à $500,000 par entreprise qui en compte deux ou plus.

La SCA offre également un Programme spécial d'aide financière à l'agriculture aux agriculteurs en sérieuse difficulté. Celui-ci comporte une remise d'intérêt de 4% pendant deux ans.

N'oubliez pas que les taux de la SCA sont fixés pour la durée du prêt.

Pour de plus amples renseignements sur l'aide que nous offrons... appelez un de nos bureaux.

Prescott, Dundas, Stormont, Glengarry
4, chemin Montréal
Cornwall, (Ontario) — *téléphone: 932-0442*

Russell, Ottawa-Carleton, Renfrew, Lanark, Grenville
Suite 207
120, Autoroute 7
Nepean, (Ontario) — *téléphone: 995-1291*

Gatineau, Hull, Papineau, Pontiac
569, boul. St-Joseph
Hull, (Québec) — *téléphone: 997-2922*



Canada

• Une idée qui fait son chemin

Allier tourisme et agriculture...

par Colette Duhaime

PAPINEAUVILLE — Développer l'industrie agricole de concert avec l'industrie touristique, voilà un rêve caressé par nombre de nouveaux agriculteurs et spécialistes qui voient là une occasion unique de développer une mise en marché rationnelle.

Depuis quelques années d'ailleurs, l'idée fait de plus en plus son bout de chemin et, depuis quelques mois, nombreux sont ceux qui se sont adressés au ministère de l'Agriculture, à Buckingham, pour obtenir des informations sur la construction de serres où pourraient être cultivés des légumes de primeur.

Certains producteurs ont d'ailleurs déjà réalisé leurs rêves et ont déjà commencé à faire fonctionner leurs entreprises qui, selon Marc Clément, agronome responsable des cultures au ministère, marchent très bien.

Une étude sur la mise en marché des produits maraîchers, rendue publique l'an dernier par la Société d'aménagement de l'Outaouais, identifiait d'ailleurs les serres comme l'un des secteurs agricoles dont il fallait privilégier le développement dans l'avenir.

La demande sans cesse croissante des consommateurs pour des produits frais ouvre en effet la porte à un développement plus grand et nombreux sont ceux qui se disent prêts à tenter l'aventure.

Michel Gobeil, professeur en horticulture au département agro-technique de la polyvalente Louis-Joseph-Papineau, abonde d'ailleurs dans le même sens et souligne qu'il tente de former des étudiants suffisamment compétents pour répondre à la demande de ce marché sans cesse croissant.

«Dans ce secteur, tout est à faire ou presque», souligne ce dernier, en précisant que, dans la Petite-nation, l'établissement de telles industries ne pourrait qu'être bénéfique.

Déjà, certains maraîchers ont commencé à produire de la tomate de serre et, le printemps arrivé, ils sont nombreux, touristes et résidents, à ller cueillir directement leurs tomates sur les plants.

«A Cantley, dit pour sa part Marc Clément, un producteur a lui aussi tenté cette expérience et la réponse du public a été plus que positive. Cela plaît beaucoup aux consommateurs d'aller cueillir eux-mêmes leurs légumes et de choisir ce qu'ils veulent. De plus, ils peuvent être assurés de la fraîcheur du produit.»

La culture des petits fruits aussi commence à se développer de plus en plus et, après la culture de la fraise, qui existe depuis longtemps dans certaines régions comme dans celle de Saint-André-Avellin, dans la Petite-Nation, voilà qu'apparaît la culture de la framboise.

Il y a trois ans, un programme mis sur pied par le ministère de l'agriculture avait incité de nombreux petits producteurs à se lancer dans cette nouvelle culture et, cette année, les touristes ont pu se procurer, à la ferme ou dans des kiosques de fruits et de légumes, des framboises cultivées en région.

En plus des producteurs de pommes de terre, de navets, de choux ou d'autres légumes traditionnels, des producteurs maraîchers ont également commencé à offrir à la clientèle locale ou touristique des produits moins conventionnels, comme l'asperge, qui semblent, à prime abord, répondre à la demande du marché.

Tant et si bien que le ministère de l'Agriculture a identifié la ferme de Jean-Jules Riopel, producteur d'asperges de Ripon, comme l'une des douze fermes témoins du Québec où, au cours des prochains mois, ils mèneront des recherches et compileront des statistiques afin de voir s'il serait possible d'établir d'autres fermes semblables ailleurs au Québec.



Quelques-uns de la quinzaine de Bretons participant à un programme d'échange franco-québécois qui les a amenés sur les terres agricoles de l'Outaouais.

De Brest en Bretagne à l'Outaouais

par Colette Duhaime

LAC SIMON — Ils étaient une quinzaine à s'émerveiller devant le grand lac Simon et à poser toutes sortes de questions sur la vie agricole, culturelle et sociale de la Petite-Nation.

Partis de la région de Brest quelques jours plus tôt, ils avaient d'abord séjourné à Montréal avant de venir enfin visiter la campagne québécoise.

Ces 15 Bretons participant à un programme d'échange franco-québécois découvraient enfin le milieu agricole et n'en finissaient plus de poser des questions aux stagiaires de la Petite-Nation, qui iront eux aussi piquer une pointe du côté de la Bretagne, au cours de l'automne.

Venus d'une grande région laitière, ces fils et filles d'agriculteurs avaient bien hâte de visiter ces grandes fermes dont on leur parlait depuis si longtemps déjà et de découvrir sur place comment les producteurs agricoles d'ici avaient mécanisé leurs fermes.

«Comment fonctionnent les coopératives agricoles? Quels types de fromage fabriquez-vous? Quelle est la situation des jeunes qui veulent se lancer en agriculture?» Voilà quelques-unes des questions que posaient les jeunes stagiaires bretons, dont la plupart n'avaient jamais mis le pied en Amérique.

Ces questions, tout le monde se faisait une bonne grâce d'y répondre en soulignant que, en plus d'être un territoire agricole de premier plan, la région de la Petite-Nation était une région où on avait toujours coupé du bois et où, plus particulièrement l'été, les touristes viennent passer des vacances.

«Les touristes? Nous aussi, on connaît ça», répondait alors un jeune Breton en soulignant que, l'été, toute la côte de la Bretagne était envahie par les Français des villes. «Ce n'est pourtant pas si chaud que cela, ajoutait un autre, mais c'est tellement beau, la Bretagne, que lorsque on y est venu une fois, on y revient toujours».

Puis, sortant une bombarde de sa poche, un jeune Breton commença à jouer des airs de chez lui, immédiatement suivi par un jeune stagiaire québécois qui lança une chanson à répondre dans le plus pur style du folklore québécois.

Quelques heures seulement après s'être rencontrés, cousins de la Petite-Nation et de Bretagne fraternisaient déjà comme s'ils s'étaient toujours connus et dansaient tous ensemble des danses typiques de Bretagne.

L'aventure ne faisait que commencer pour ces 30 jeunes qui, l'espace de quelques jours, apprendront à découvrir leurs mondes.

Dans quelques semaines, ce seront les jeunes de la Petite-Nation qui s'en iront en Bretagne, et nul doute que, là-bas, on dansera aussi des sets carrés le soir, après avoir découvert comment se fait l'agriculture dans ce coin de pays qui est à la fois si loin et si près de nous.

Bien manger les produits d'ici

par Colette Duhaime

HULL — L'Association touristique de l'Outaouais a bien l'intention, au cours de l'année qui vient, de publiciser les produits agricoles de l'Outaouais en organisant, entre autres, un Festival de la gastronomie où les restaurateurs seront invités à présenter des plats préparés à partir de produits de la région.

Parralèlement à ce Festival qui se déroulerait pendant quelques jours seulement dans la région urbaine, l'ATO a l'intention de mettre sur pied un projet plus permanent visant à mousser les produits locaux dans les restaurants de la région.

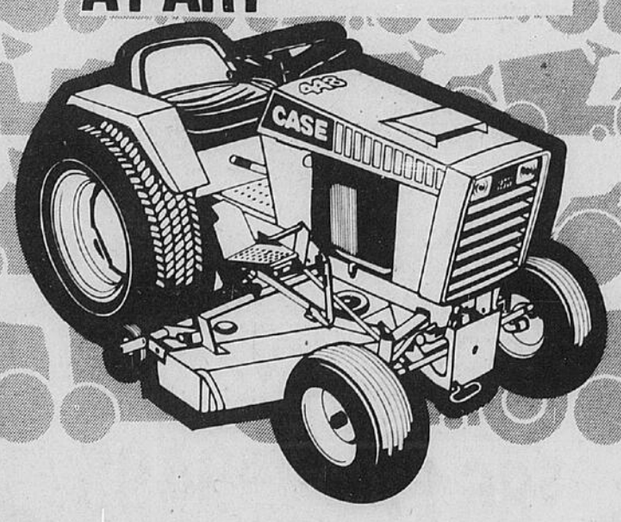
«Il s'agira, la première année, d'identifier dix restaurants de l'Outaouais qui feront partie d'un circuit gastronomique. Pour faire partie de ce circuit, ces restaurants devront, entre autres, avoir une très bonne renommée et offrir à leur table au moins 15% de produits locaux», dit Michel Noreau, directeur de l'Association touristique.

Organisé en collaboration avec l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, ce projet devrait voir le jour au cours de l'année et les restaurants choisis auraient alors droit à des semaines de formation données par des spécialistes de l'ITHQ.

«Car, poursuit Michel Noreau, il ne suffit pas d'offrir une nourriture de qualité pour attirer les touristes. Encore faut-il que la présentation de l'établissement soit impeccable et que le personnel soit bien formé pour répondre aux demandes des touristes».

Déjà, en collaboration avec le centre de recherche de l'ITHQ, quelque 35 recettes typiquement de l'Outaouais ont été préparées et, au cours de l'année, l'ATO a bien l'intention de mettre beaucoup d'énergies sur ce projet qui, tout en attirant les touristes dans la région de l'Outaouais, ferait mieux connaître les produits agricoles d'ici, comme les pommes de terre de Notre-Dame-de-la-Paix, les asperges de Ripon, l'agneau de la Petite-Nation ou le boeuf du Pontiac.

CASE:
DANS UNE CLASSE A PART



Tracteurs à entraînement hydraulique avec...
- Entraînement hydraulique exclusif à Case pour manutention aisée
- Châssis robuste et durable pour plus de durée et meilleur rendement
- Montage de moteur isolé de caoutchouc pour que le conducteur soit plus confortable
- Direction par engrenage et secteur pour un contrôle aux réactions plus rapides
- Lien à l'huile seulement entre le moteur et l'essieu transversal... pas d'ennuis de courroies, arbres et poulies

Choisissez un des modèles suivants...



Modèle 448 — Chasse-neige Case — Balayeuse Case, modèle N90

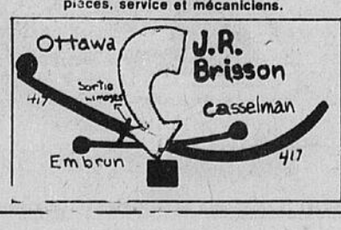
Financement à 12.8% par J.I. Case Credit Corporation

La qualité Case se trouve chez les marchands Case autorisés

NOUS VOUS OFFRONS DES PRODUITS DE QUALITE DEPUIS 31 ANS

J. R. BRISSON
EQUIPEMENT LTEE
Nous avons un inventaire des plus complets
Casselman, Ont.
Chemin Embrun 764-2962
Ligne directe d'Ottawa 443-3300

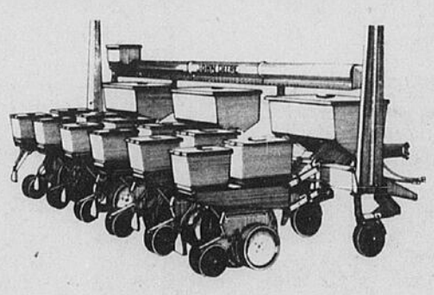
case
Il est temps, plus que jamais, d'acheter d'un vendeur qui offre pièces, service et mécaniciens.



BONIS SUR PLANTEUSES JOHN DEERE

JOHN DEERE

Achetez une planteuse de qualité John Deere et vous êtes admissible à recevoir de $600 à $7,300 ou plus en argent John Deere.



1 Pour une période de temps limité, quand vous achetez l'une des nouvelles planteuses John Deere annoncées ici, vous recevez un boni de $600 à $7,300 en argent John Deere.

Votre boni en argent john Deere vous sera envoyé par la poste directement par John Deere Limited après la livraison de votre planteuse. Vous pourrez l'échanger contre de la marchandise ou des services à notre magasin.

2 De plus, les frais de financement peuvent être annulés jusqu'au 1er mai 1983 sur les planteuses achetées selon le plan de financement john Deere. A cette date, vous pourrez soit acquitter le solde ou continuer votre entente de financement selon le plan de financement John Deere.

3 Si vous préférez payer votre planteuse comptant ou la financer en vertu du plan de financement John Deere sans annuler les frais d'intérêt, vous êtes admissible à un boni additionnel sous forme de chèque de rabais. Demandez-nous des précisions.

Votre chèque de rabais vous sera envoyé directement par la poste par John Deere Limited après la livraison de votre planteuse.

4 Si vous préférez louer en vertu du plan de location DRV John Deere, vos paiements de location seront réduits pour refléter le programme de boni.

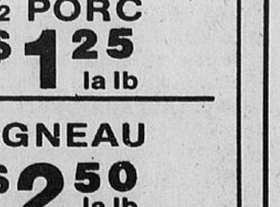
Faites vite, c'est une offre d'une durée limitée:

Modèle planteuse		de Boni en argent John Deere
7000	à 4 rangs, étroite et large	$ 600
7000	à 6 rangs, étroite	900
7000	à 6 rangs, large	1200
7000	à 8 rangs, étroite	1300
7000	à 8 rangs, large	1400
7000	à 12 rangs, étroite	2300
7000	à 8 rangs, large pliante	2600
7000	à 12 rangs, étroite pliante	3100
7000	à 12 rangs, large pliante	4200
7000	à 16 rangs, étroite pliante	4700
7000	à 18 rangs, étroite pliante	5300
7000	à 24 rangs, étroite pliante	7300
7000	à 4 rangs, de conservation	800
7000	à 6 rangs, étroite de conservation	1200
7000	à 6 rangs, large de conservation	1300
7000	à 8 rangs, étroite de conservation	1500
7100	à 4 rangs, large	600
7100	à 6 rangs, étroite	800
7100	à 6 rangs, large	700
7100	à 8 rangs, étroite	1100
7100	à 8 rangs, large	900
7100	à 10 rangs, étroite	1200
7100	à 12 rangs, étroite	1400

J.A. WILLIAMS
VENTE ET SERVICE
R.R. 1, CUMBERLAND, ONT. K0A 5L0
Equip. John Deere (613) 833-2504

ABATTOIR BRISSON

RONALD BRISSON, PROP.



EMBRUN, ONT.

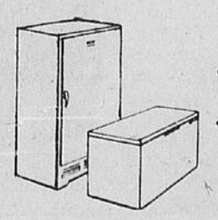
FACILITES POUR PENDRE 350 TETES DE BOEUF AUSSI LONGTEMPS QUE REQUIS

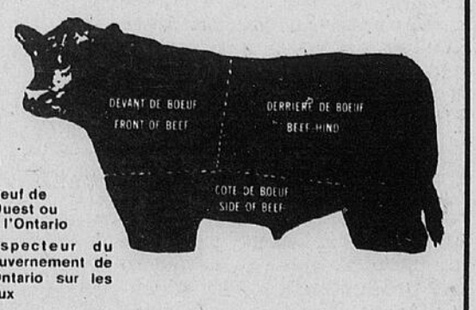
ABATTAGE TOUS LES JOURS

Tout rôti est désossé et attaché
Steak de ronde coupé au couteau
Hamburg haché deux fois

Aucune attente prolongée
Nous faisons la coupe et l'empaquetage de votre porc ou votre boeuf

C'EST MAINTENANT LE BON TEMPS DE REMPLIR VOTRE CONGELATEUR





- Boeuf de l'Ouest ou de l'Ontario
- Inspecteur du gouvernement de l'Ontario sur les lieux

½ BOEUF	½ PORC
$1.60 la lb	$1.25 la lb
VEAU	AGNEAU
$2.25 la lb	$2.50 la lb

TEL. (613) 443-2136

• L'année agricole dans le comté de Russell

Bonne à très bonne malgré tout

par Philippe Landry

EMBRUN — Malgré un début «excessivement sec» et des gelées plus que hâtives en août, les agronomes et les agriculteurs du comté de Russell qualifient de bonne à très bonne la saison estivale 1982.

De plus, selon les observateurs, les informations que l'on continue d'amasser depuis quelques années tendent à confirmer que le comté de Russell suit la tendance canadienne de l'agriculture, à savoir que, malgré la situation économique difficile, cette industrie est de plus en plus efficace et productive tant au niveau des cultures que de la production des animaux.

Ce sont les 362 producteurs laitiers qui forment le groupe le plus important dans l'économie agricole de Russell et, selon un sondage sommaire, ils ne semblent pas avoir souffert de la relative sécheresse du début de l'été... sauf à l'intérieur de certaines petites pochettes du territoire.

Les gelées hâtives et inhabituelles du mois d'août n'auraient pas non plus causé de dégâts étendus. Bien que les résultats ne soient pas aussi bons qu'en 1981, on attribue à la qualité des terres et à l'efficacité des agriculteurs les succès de la dernière saison.



Malgré les sécheresses de l'été et les gelées hâtives, l'année agricole 1982 est décrite comme ayant été bonne ou très bonne... du moins dans le comté de Russell. Cette grange qui regorge du beau foin de l'est ontarien fait l'envie des producteurs moins chanceux de l'ouest du Québec.
(Photo Le Droit par Michel Lafleur)

Les producteurs laitiers certes, ont été affectés par la situation économique générale et les hauts taux d'intérêt, mais sont restés, pour la plupart, à l'abri des grandes débâcles, principalement parce que la production et les prix du lait sont contrôlés, protégés et maintenus à des niveaux stables par un office de mise-en-marché.

Les propriétaires de fermes laitières continuent à faire produire davantage à leurs terres, améliorent le drainage du sol, diversifient les cultures, réduisent dans plusieurs cas leur dépendance face aux producteurs de moulées, sélectionnent avec plus d'attention les vaches de leurs troupeaux. Plusieurs ont également entrepris de produire des récoltes d'appoint (cash crops).

Plusieurs producteurs ont réduit les cultures de maïs pour faire plus de foin de légumineuse (luzerne, trèfle, foin de mil) dans le but de diminuer les achats de protéines. La production de la fève soya a continué d'augmenter, ainsi que la culture de l'orge.

Producteurs de viandes rouges

Chez les quelques 120 producteurs de boeufs et la cinquantaine de producteurs de porcs du comté de Russell, la situation s'est améliorée par rapport à 1981, quand plusieurs avaient connu des difficultés financières typiques à ces deux élevages. Une remontée du prix de la viande, substantielle dans le cas du porc, a contribué, depuis le printemps dernier, à l'assainissement de la situation. On trouvera ailleurs dans ce cahier d'autres textes concernant les élevages de porcs et de boeufs.

En Haute-Gatineau, du nouveau, mais la météo...

par Michel Gauthier

MANIWAKI — La dernière année agricole en Haute-Gatineau a été marquée par l'apparition de trois nouveaux genres de production, mais aussi par un été misérable côté climat qui a affecté nombre de producteurs.

Les faibles précipitations de pluie qui sont tombées sur la région ont fait diminuer la production de foin, provoquant ainsi une rareté dans cette denrée indispensable pour les agriculteurs et la hausse de son prix.

Comme résultat, les producteurs de la Haute-Gatineau devront acheter davantage de foin à l'extérieur, augmentant ainsi les coûts pour la nourriture des animaux, ou encore ils devront diminuer le nombre de têtes de leurs troupeaux, ce qui entraînera une baisse dans la production et dans les revenus.

Comme autre conséquence des mauvaises récoltes de foin, certains agriculteurs se résigneront à couper du foin de moindre qualité qu'ils n'auraient pas récolté en temps normal.

«Mieux vaut du foin de moindre qualité, même si c'est moins nourrissant, que pas de foin du tout», a souligné le responsable du bureau local du ministère de l'Agriculture, M. Daniel Benoit.

Et comme si cette sécheresse n'était pas suffisante, il a fallu que la Haute-Gatineau, comme les autres coins de l'Outaouais, soit frappée par les gels les plus hâtifs qu'on n'ait jamais connus, en août dernier. Ce caprice de Dame nature a été désastreux pour les champs de maïs de nombreux producteurs, surtout au nord de Maniwaki, et a ravagé les jardins potagers.

Nouveautés

Heureusement, la dernière année a aussi apporté de bonnes nouvelles avec l'arrivée de trois nouveaux genres de production.

L'élevage de veaux de grain a fait son apparition à Bouchette, où le jeune agriculteur de 25 ans, Pierre Cécire, a mis sur pied un centre de production de 500 têtes par année. Il s'agit d'un genre de production qui n'a pris son essor que depuis à peine trois ans au Québec.

A Messines, le producteur Pierre-Emile Gombert s'est lancé dans l'exploitation commerciale de champs de fraises et framboises sur une grande échelle et, enfin, à Blue-Sea, un premier apiculteur s'est engagé dans la production de miel, aussi sur une grande échelle. Il s'agit de Mme Murielle Bainbridge.

Pendant ce temps, l'implantation des parquets d'engraissement a poursuivi sa progression, entreprise depuis deux ou trois ans, et des sommes importantes ont également été investies dans l'amélioration des installations pour la production des vaches-veaux.

D'autre part, l'absence de zonage agricole, surtout dans les municipalités comme Bois-Franc et Blue-Sea, a retardé des investissements importants au niveau du drainage souterrain et de l'amélioration des installations de vaches-veaux.

Dans Prescott, ça va mieux

par Edmond Laughren

L'industrie agricole aura connu, dans l'ensemble, une année assez fructueuse en 1982, dans le comté de Prescott, du moins en comparaison aux trois ou quatre années précédentes.

Mises à part les difficultés qu'ont connues les producteurs de porcs découlant de leurs déboires des années 1979-80-81, les producteurs dans les autres domaines de l'agriculture termineront leur année en meilleure situation qu'ils ne l'ont fait depuis plusieurs années.

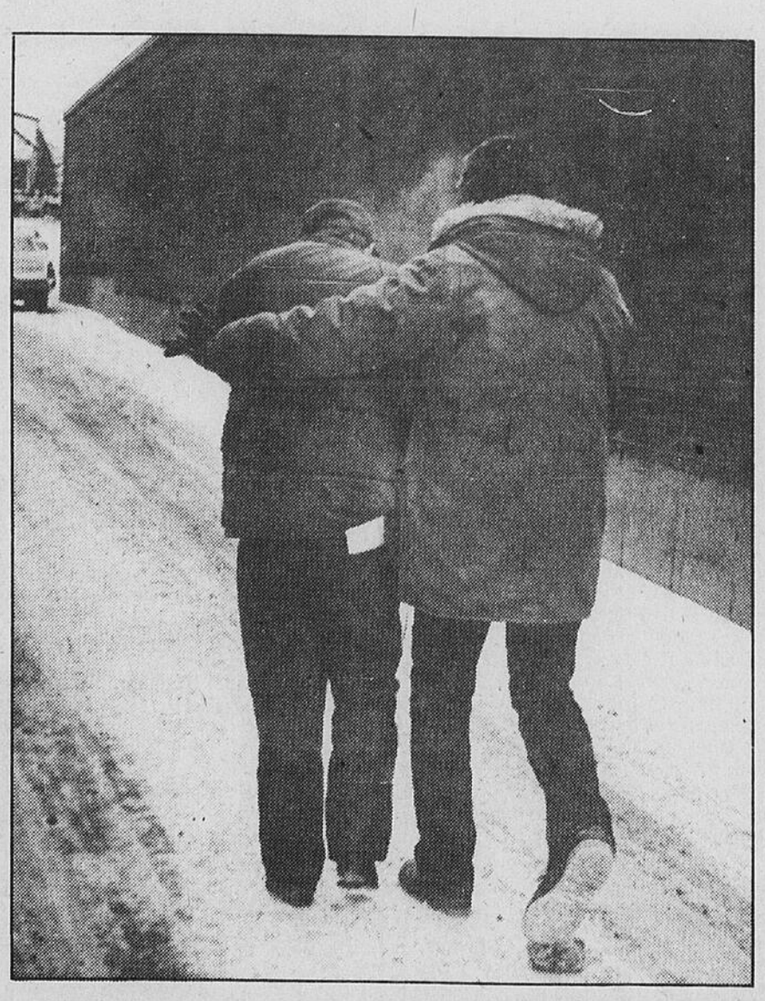
Quoique loin d'être parfaite, cette situation permet quand même aux producteurs et autres gens impliqués dans l'industrie primaire de l'Est ontarien d'envisager avec plus d'optimisme l'avenir.

Si, en moyenne, les taux de profits ont été moins élevés cette année que par certaines années passées, par contre, dans le comté de Prescott, on a quand même réussi à établir une certaine stabilité qui y manquait depuis plusieurs années.

Dans les secteurs tels le lait et la production d'oeufs, où les prix sont plus ou moins contrôlés, la situation des producteurs s'est particulièrement stabilisée et dans plusieurs cas, elle s'est améliorée d'une façon assez importante.

Les producteurs qui s'adonnent à ce qu'on appelle la «grande culture» ou la culture des produits d'alimentation d'animaux pour revente, ont enregistré de nets gains en 1982.

Selon les statistiques obtenues au bureau du ministère ontarien de l'Agriculture et des Vivres, à Plantagenet, les récoltes de foin, des divers grains telles maïs, etc., sont généralement supérieures cette année aux résultats des dernières saisons.



Les difficultés financières qu'ont vécu plusieurs agriculteurs en ont ébranlé certains, comme en témoigne cette photo prise en janvier dernier, à Hawkesbury.

Cela serait attribuable aux conditions atmosphériques plus favorables qui ont dominé les cieux de l'Est ontarien l'été dernier, comparativement à l'année 1981 et avant.

Les récoltes de foin et de petits grains, d'une qualité et en quantités supérieures aux dernières années, sont presque toutes terminées, et le maïs, qui accuse un léger retard d'environ deux semaines sur l'horaire normal, pourra être tout récolté si Dame nature collabore pour encore quelques jours.

Des quelque 973 producteurs agricoles dans Prescott, 808 sont classifiés comme des «producteurs à plein temps», c'est-à-dire des producteurs dont les ventes brutes dépassent $2,500 par an.

Il y a environ 500 producteurs laitiers et environ une centaine de producteurs de boeuf, mais ces derniers combinent leurs opérations avec un autre secteur de la production agricole, dans la plupart des cas.

Une nouvelle culture, celle du soya, ou pois de Chine, fait son apparition dans l'Est ontarien, surtout dans le comté de Prescott depuis un certain temps.

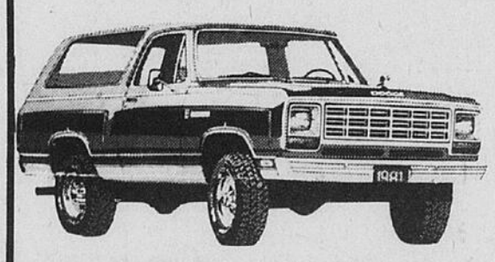
Quoi qu'il est encore trop tôt pour en déterminer l'importance dans le portrait global de l'agriculture régionale, la culture du soya semble destinée à devenir une partie très importante de l'agriculture de l'Est ontarien.

Ce serait principalement le résultat du développement de nouvelles variétés de soya qui seraient particulièrement adaptées à notre climat.

Si cette culture de pois Chinois trouve la faveur chez nos producteurs, il va sans dire que le soya deviendrait un produit agricole important pour le secteur, car c'est une alimentation de grande popularité, surtout pour les animaux de ferme, et on en cultive également pour la consommation humaine.

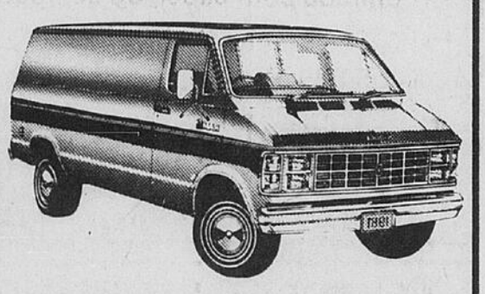
En résumé, si la situation des producteurs de porcs peut se stabiliser, l'industrie agricole dans le comté de Prescott semble destinée à de meilleurs jours...

Des Dodge robustes comme le bélier offerts à prix coûtants



Les 28, 29 et 30 septembre seulement!







PICK-UP DODGE 1982 A partir de $8617

DODGE VAN 1982 A partir de $9495

DODGE 1982 4X4 A partir de $8290

Rabais supplémentaire de $500 sur ces modèles en stock!

Cyrville CHRYSLER PLYMOUTH

900, boul. St-Laurent, Ottawa, 745-7051

Le soleil ne fait pas toujours plaisir à tous



Une récolte de tabac perdue à cause du gel hâtif du mois d'août.

par Colette Duhaime

BUCKINGHAM — Pendant que les citadins se réjouissaient de la belle température et du soleil qui, presque tout l'été, ont été au rendez-vous, les agriculteurs de la région, eux, espéraient que la pluie vienne enfin à la rescousse des récoltes.

Car ce qui a fait le bonheur des uns a fait, à la campagne, le malheur des autres et la récolte de foin de cette année a été, selon les endroits, de 20 à 50 pour cent moins importante que celle de l'année dernière.

Certes, la situation est beaucoup moins catastrophique que dans le centre du Québec où, faute de foin, certains agriculteurs ont dû se départir de plusieurs bêtes, mais la pénurie de foin a eu un impact sur le prix, qui a doublé depuis l'année dernière.

Même dans la région, certains producteurs qui n'ont pas récolté assez de foin pour nourrir tout leur troupeau commencent à se demander s'il ne serait pas préférable pour eux de vendre certaines bêtes plutôt que d'acheter du foin qui, actuellement, ne se vend pas au-dessous de $2 la balle. L'an dernier, quand la récolte avait été assez bonne, on pouvait trouver du foin entre $1 et $1.50, alors que, cette année, dans certains coins de la province, le prix a monté jusqu'à $3 la balle.

La sécheresse a également eu un impact considérable sur les pâturages qui ont moins bien poussé et certains producteurs ont dû, dès le mois d'août, commencer à nourrir leurs bêtes au foin afin de ne pas détruire littéralement leurs pâturages permanents.

Les apiculteurs ont été eux aussi fortement touchés par cette sécheresse puisqu'il y a eu très peu de fleurs dans les champs. «Les animaux avaient brouté les pâturages à ras le sol, explique Marc Clément, agronome au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ce qui fait que les abeilles n'avaient plus de fleurs pour butiner.»

Pas de fleurs, donc pas de miel, et certains producteurs ont vu leur production baisser de 50 pour cent. «Pour certains producteurs, poursuit Marc Clément, cette situation est doublement catastrophique puisque, il y a deux ans, la récolte n'a pas été bonne à cause des conditions climatiques de l'hiver. Certains auront donc bien du mal à se relever financièrement de cette autre année de mauvaise récolte.»

Et, pour couronner le tout, le gel précoce du 21 août a détruit de nombreuses productions, dont la récolte de tabac dans les environs de Shawville, dans le Pontiac. Au service de l'Assurance agricole, où on étudie les dossiers, on parle de quelque $500,000 de pertes au minimum.

Les producteurs de maïs sucré ont eux aussi subi de lourdes pertes à la suite de ces gels et la récolte de maïs-grains et de maïs-ensilage a elle aussi été affectée, puisque le processus de croissance s'est presque totalement arrêté après ces gelées. Même si la récolte n'est pas complètement compromise, il n'en demeure pas moins que les producteurs n'auront, dans ce secteur, qu'une récolte moyenne et que la qualité du maïs sera beaucoup moins bonne que si l'épi avait pu atteindre sa pleine maturité.

Quant aux pommes de terre, il semble que la variété «Quénébec» fasse belle figure cette année. On ne peut cependant pas en dire autant de la «Supérieure» qui ne donnera, semble-t-il, pas un aussi bon rendement que les années passées. «On ne connaît pas encore les causes de cela, souligne Marc Clément, mais il n'est pas exclu que les conditions climatiques y soient pour quelques chose.»

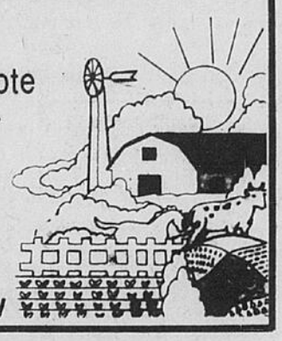
Quant aux récoltes de fraises et de framboises, elles ont été assez bonnes dans l'ensemble, même si les premiers fruits sont arrivés un peu en retard cette année. Le fait que plusieurs producteurs possèdent des systèmes d'irrigation leur a permis de lutter efficacement contre la sécheresse.



Des produits frais!

Disponibilité de

- Citrouilles de premier choix
- Pommes pour sauce ou compote
- Pommes de terre au 50 lb pour conserve.



Ferme d'Orléans
ancienne route 17 à moins
d'un mille à la sortie du Queensway

• Chez les producteurs de boeuf du Pontiac

C'est pas la faillite, mais il faut vendre...

par Gisèle Goudreault

SHAWVILLE — Si les faillites ne déciment pas les fermiers du Pontiac, les encans par contre se font de plus en plus nombreux.

Selon M. Bob McLelland, agronome au bureau régional du ministère de l'Agriculture, à Shawville, il y aurait eu plus d'encans au cours des derniers mois qu'on en a vus au cours des trois dernières années.

Toutefois, c'est en octobre qu'on devrait avoir une idée un peu plus précise de la santé financière des producteurs de boeuf.

C'est en effet à cette période de l'année que les quelque 265 gros producteurs se présentent devant le gérant de banque pour négocier un emprunt qui leur permettra d'acheter, au coût de $400 chacune les 50 ou 1,000 têtes de bétail, selon les cas, qu'ils engraisseront durant l'hiver.

S'ils n'ont pas les reins suffisamment solides, dit M. Chris Judd, président de l'Union des producteurs agricoles du Pontiac, la banque refusera de leur prêter.

Les banques poursuit-il, ont considérablement durci leur attitude et elles ne prêtent qu'aux gens qui ont beaucoup d'équité. Cela signifie qu'elles prêtent aux vieux fermiers et que les jeunes fermiers risquent d'être mis sur les tablettes pendant un an ou deux jusqu'à ce que la situation soit meilleure.

Selon M. Judd, cette situation risque d'avoir de fâcheuses conséquences dont on sera en mesure d'apprécier l'ampleur dans une quinzaine d'années lorsque les vieux producteurs se seront retirés et qu'il n'y aura plus de jeunes pour prendre la relève.

Le mois de novembre devrait également être un mois important dans la vie de tous les producteurs de boeuf du Québec puisque c'est à ce moment qu'ils devront se prononcer sur la mise sur pied d'un plan conjoint avec le gouvernement pour la mise en marché du boeuf.

M. Judd, qui est définitivement en faveur du plan conjoint, estime que c'est la solution de l'avenir. «Tout l'élevage devra prendre un autre virage, dit-il. L'ère des fermes familiales est en train de se terminer et on verra de plus en plus des regroupements de ferme: ce sera ni plus ni moins qu'une véritable industrie dont le consommateur assumera une bonne partie des frais».

Pour lui, il n'y a pas d'autre solution et tous les genres de culture ou d'élevage qui nécessitent un lourd investissement mécanique, ou qui demandent encore que les fermiers fassent de gros emprunts avant de vendre leur bêtes au printemps, comme c'est le cas des producteurs de boeuf, devront se rattrapper quelque part.

Il ne prévoit pas, pour l'instant, de manifestation de la part des producteurs, cet automne, mais il souligne que les fermiers n'hésiteraient pas à se serrer les coudes si les banques s'avéraient vraiment trop exigentes à l'endroit de bons fermiers.



Dès le mois de janvier, des producteurs de boeuf de boucherie du Pontiac manifestaient...

A part ça, concluent MM. Judd et McLelland, on ne peut pas dire que la situation des producteurs de boeuf ait beaucoup changé dernièrement: le prix de vente du boeuf est demeuré sensiblement le même, soit $0.80 la livre, sauf au moment où il a connu un sommet de $0.95 la livre durant le conflit des îles Malouines. Les taux d'intérêt sont toujours élevés et les prix de la nourriture pour les animaux est sensiblement le même aussi, c'est-à-dire élevé.

Comble de malheur, à cause de la mauvaise température, 70 pour cent de la récolte de blé d'Inde destiné aux animaux a été perdu. Les pertes, explique M. Judd, seront certainement en partie comblées par l'assurance-récolte, mais seulement plus tard.

Quant aux producteurs de tabac qui ont eux aussi été échaudés, par la gelée cette fois, ce n'est que lorsqu'ils auront réussi à vendre une partie de leur récolte qu'ils recevront une compensation. Les assureurs, dit M. Judd, attendent de voir si les producteurs pourront au moins vendre une partie de leur tabac, même s'il est de moins bonne qualité. Ce qui signifie que les chèques de l'assurance parviendront aux fermiers vers le mois de mars seulement...

Moissonneuses et tracteurs neufs
Attention! financement 9.9% – 36 mois

Tracteurs 4 x 4

I.H. 986, cabine (4 x 4) ... $34,500
I.H. 824, 4 x 4 ... $7,950
White 2-85, cabine ... $23,900
White 1370 ... $11,400
Cockshutt 2150, cabine . $12,800

Tracteurs

I.H. 1486, cabine, climatisation ... $32,500
I.H. 1086, comme neuf... $28,700
I.H. 986, 600 heures ... $24,500
I.H. 886, cabine, peu d'heures ... $22,900
I.H. 1066, cabine ... $18,800
I.H. 786, cabine et clim. Comme neuf ... $24,500
I.H. F686, 600 heures ... $16,900
I.H. F656 D ... $6,850
I.H. 584 ... $15,900
I.H. 784, cabine, propre . $15,600
M.F. 2675, cabine. Comme neuf ... $24,500
M.F. 1100, cabine. Très propre ... $7,750
J.D. 4230, cabine ... $21,900
White 1850. Comme neuf ... $9,450
Ford 7600. Comme neuf ... $14,500

TRACTEURS D'OCCASION SANS INTERET JUSQU'AU 1er JANVIER 1983
MOISSONNEUSES D'OCCASION SANS INTERET JUSQU'AU 1er JUIN 1983

Moissonneuses comme neuves

I.H. 1460, pneus 24.5 x 32, cabine et clim., bonne garantie ... $59,900
Int. 1440, cabine 24.5 et climatisation. Bonne garantie, seulement 318 heures ... $55,900
Int. 815 D, surbaissée. Vendue neuve en 1978. Excellente ... $33,700
I.H. 715 D. hydro. Très propre ... $27,600
I.H. 715 G. moteur neuf et nouveau modèle ... $19,500
I.H. 715 tête 10' ... $10,900
I.H. 105, excellente ... $8,450
Ford 642 D. Très propre ... $13,900
J.D. 4400 D. 13' ... $25,400

Nouveaux échanges

Ford 8700, comme neuf.. $22,500
I.H. 624, cabine/chargeur, seulement 2000 heures ... $7,750
I.H. 674, cabine ... $10,900

I.H. 720 charrue, 5 x 8 automatique, 1 an ... $7,650
Int. 720 moissonneuse, 2 rangées, Démo ... $8,995
I.H. 510 perceuse, 21 x 7. Très propre ... $4,500
I.H. 5288, cabine et clim. 165 hp. Démo ... $54,900

CARL-DON
MOUNTAIN

Mountain:
613-989-2051
Navan:
613-835-2336

ORFEDA

Après les heures
John ... 613-989-2877
Irwin ... 613-657-4667
Allen ... 613-989-6011
Hunter ... 613-258-5095
Charlie ... 613-987-2928
Doug ... 613-835-2771
Don ... 613-224-5285

Le plus grand concessinnaire d'équipements de l'Est ontarien

POMPE À EAU H.R.V. ENRG.

Robert Viola, prop.

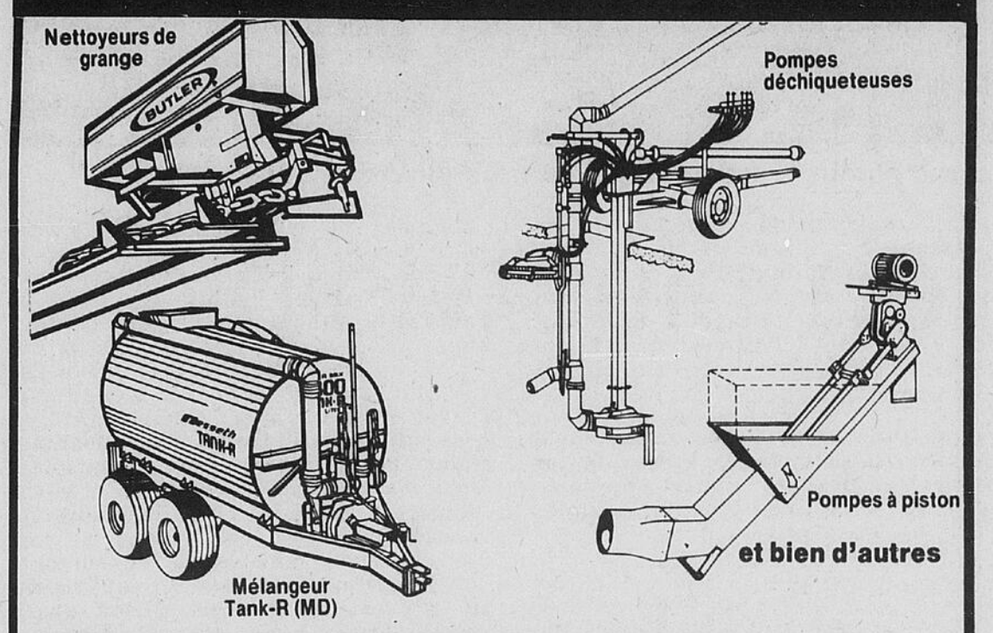
Vente • Service • Installation

Traitement d'eau

ROUTE 148 Ouest
entre
THURSO et MASSON

BUTLER

...la meilleure méthode



Pour une meilleure façon de traiter le fumier

Que vous traitiez du fumier solide, semi-solide ou liquide - et quelle que soit votre façon préférée de le traiter — nous avons le système qu'il vous faut. Nous n'essaierons pas de changer vos méthodes de traitement pour vous vendre de l'équipement. Nous recommanderons la façon la plus efficace et la plus économique pour vous. Chez Butler...c'est mieux. Venez nous voir pour des systèmes et du service sur lesquels vous pouvez compter.

Systèmes de traitement du fumier

Mise au point par Messeth

G.& J. YELLE INC.

(613) 987-5336 RES.: 987-5554
CRYSLER, ONT. RES.: 987-2887

Achetez un nouveau tracteur agricole Case — argent comptant.

Vous recevrez un super rabais de et jusqu'à

$9,400

Si vous achetez un nouveau tracteur agricole Case de nous entre le ler septembre et le 31 octobre 1982, Case vous enverra un cheque au montant indiqué dans la colonne opposée du modèle Case que vous achetez, ou vous pouvez appliquer ce rabais sur votre prix d'achat. Remarque: Départements/Agences gouvernementales ne qualifient pas pour ce rabais.

Les tracteurs Case des Séries 90 sont solides, très economiques en fait d'essence, et strictement modernes. C'est le bon temps d'épargner beaucoup d'argent sur l'achat d'une machine solide pour vos besoins agricoles. Venez nous voir pour un nouveau tracteur Case.

Modeles eligibles	Rabais d'argent	Modeles eligibles	Rabais d'argent
4890 4-RM	$9,400	2090 2-RM	$3,800
4690 4-RM	$8,000	1690 UNIVERSEL	$3,200
4490 4-RM	$6,400	1490 UNIVERSEL	$2,800
2590 2-RM	$5,400	1390 UNIVERSEL	$1,800
2390 2-RM	$5,000	1290 UNIVERSEL	$1,500
2290 2-RM	$4,200	1190 UNIVERSEL	$1,300

et...des allocations spéciales de l'usine rendent votre unité de reprise plus valable.

Les offres sont valides du ler septembre au 31 octobre 1982.

2e choix	3e choix
8.8% d'intérêt pour 48 mois	sans intérêt jusqu'au 1er juin 1983.

GARAGE LEONARD MENARD
Plaisance, Cté Papineau
Tél.: (819)427-6448
(819)427-5387 *Jour ou soir*

Case

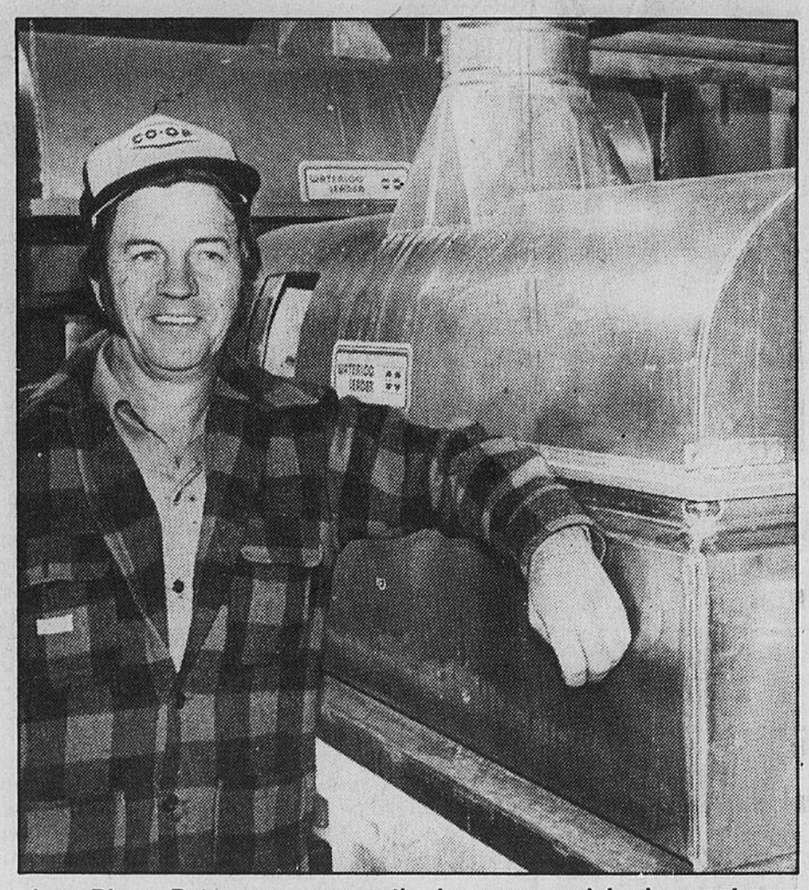
• Sirop d'érable, fraises, maïs...

Les délices de Jean-Pierre Patry

par Roméo Chartrand

BUCKINGHAM —Le nom de Jean-Pierre Patry dans l'Outaouais québécois est bien connu aujourd'hui parce qu'il est intimement relié à trois produits qui font les délices des gourmets.

Demeurant sur une terre propice à la culture dans la 4e Concession, à Buckingham, Jean-Pierre Patry se spécialise dans la production du sirop d'érable et dans la culture des fraises et du maïs. C'est donc dire que de mars à septembre de chaque année, la route menant chez Jean-Pierre Patry est parfois fort achalandée, tout ça à cause de produits fort recherchés.



Jean-Pierre Patry avec une partie de son nouvel équipement pour la production de sirop d'érable.

Les produits de l'érable

Parlant du sirop d'érable, la production de ce précieux produit s'est perpétuée de père en fils chez les Patry. On a commencé avec 700 entailles et les bouilloires traditionnelles, nous confie Jean-Pierre Patry. Devant la qualité du produit et la demande grandissante de la clientèle, il fallait songer à augmenter la production, poursuit Jean-Pierre. C'est ainsi qu'en 1975, après avoir abandonné la cueillette de la sève à la chaudière pour le système de tubulure, le nombre d'entailles est passé à 2,000, puis à 4,000 en 1976.

L'ère de la modernisation des équipements devait se poursuivre la même année avec l'abandon des évaporateurs chauffés au bois pour le système à l'huile, et l'addition d'un pré-chauffeur pour augmenter la température de la sève avant qu'elle ne pénètre dans les évaporateurs. Il en résulta une économie de temps et d'argent.

Cette année, Jean-Pierre Patry a voulu encore améliorer son entreprise en dotant sa cabane à sucre du fameux système osmose inverse, un équipement encore récent et révolutionnaire. Ce procédé a pour fonction de concentrer la sève d'érable et permet d'obtenir une teneur en sucre se situant entre 4 et 8 pour cent. Autrement dit, explique M. Patry, sur 40 gallons de sève à 2 pour cent de sucre, on peut retirer de 20 à 30 gallons d'eau par osmose inverse, ce qui se traduit par d'importantes économies sur le coût de l'énergie. Comme le procédé de l'osmose inverse consiste à faire passer la sève sous pression à travers une membrane, la seule énergie dépensée est celle qui sert à activer les pompes.

Alors qu'il faut normalement trente gallons de sève pour faire un gallon de sirop, sous l'ancien système, explique Jean-Pierre Patry, la production variait entre 6 et 7 gallons de sirop à l'heure, mais avec l'osmose inverse, la production a augmenté à 15 et 16 gallons à l'heure. La modernisation selon la nouvelle technologie a entraîné des investissements de $50,000, mais Jean-Pierre Patry ne le regrette pas, sachant que son sirop d'érable est de plus en plus recherché.

La culture des fraises

Après le temps des sucres, Jean-Pierre Patry s'occupe de la culture des fraises. Là encore, les temps ont changé: alors qu'en 1960, il plantait 1,000 plants de fraises sur une superficie d'un quart d'acre, aujourd'hui, la culture comprend 30,000 plants de fraises sur dix acres de terre, d'où le problème d'irrigation, que M. Patry doit surmonter s'il veut rentabiliser cette culture.

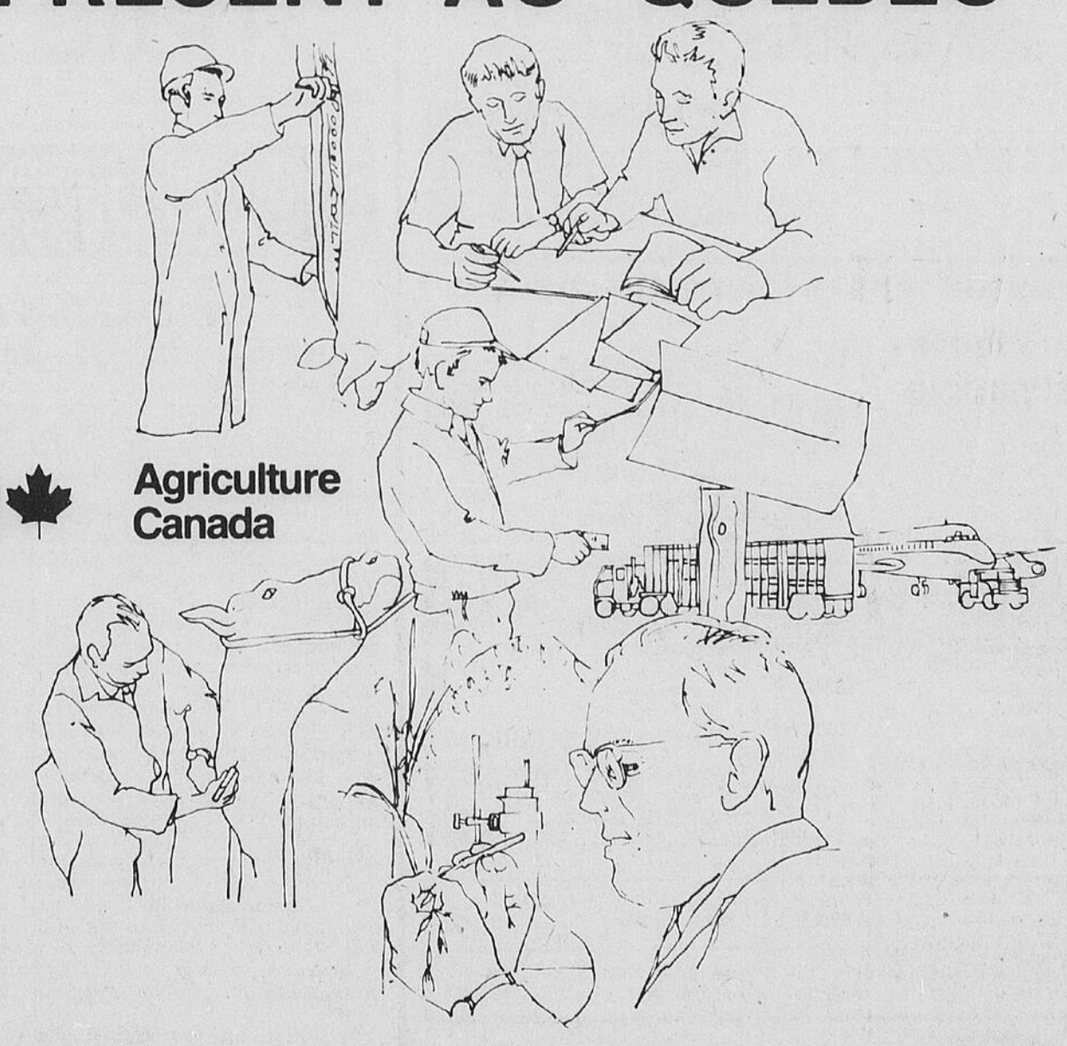
Mais comment récolter autant de fraises. M. Patry nous apprend que la formule de l'auto-cueillette est la plus répandue. En d'autres mots, dit-il, les gens viennent de partout pour cueillir des fraises et un rabais leur est accordé sur le prix d'achat. A ce sujet, Jean-Pierre Patry s'exclame: «C'est incroyable de voir les gens venir cueillir des fraises comme moyen d'évasion de la grande ville». Et dire que l'an prochain, ces mêmes gens pourront aussi cueillir des framboises, M. Patry se lançant dans cette culture.

Enfin le maïs

Finalement, Jean-Pierre Patry fait la culture du maïs. Il consacre à cette fin pas moins de 20 acres de terre. Les variétés préférées de M. Patry sont le Seneca 60, le Seneca chief et Miel et beurre. La température est le principal facteur de réussite dans la culture du maïs, confie M. Patry. Or, dit-il, dans une saison normale, ses 20 acres de maïs devraient rapporter 16,000 douzaines de beaux épis de blé d'Inde savoureux. Mais tel ne fut pas le cas cette année, avec la sécheresse en juillet et le froid en juin, juillet et août.

Comme on peut le constater, Jean-Pierre Patry, à 48 ans, a de quoi s'occuper avec son épouse Jeannine et leur cinq enfants. Et s'il reste des moments de loisir, Jean-Pierre fait de la pêche et de la motoneige. Enfin, parlant de la relève, M. Patry songe déjà, même si la retraite n'est pas pour demain. Cette relève, conclut-il, «j'espère la préparer avec ma famille».

AGRICULTURE CANADA PRÉSENT AU QUÉBEC



Agriculture Canada

— Recherches techniques et scientifiques — Contrôle des maladies
— Inspection et classement des aliments — Programmes d'aide
— Production alimentaire et développement des marchés

NOUS SOMMES À VOTRE SERVICE
Pour de plus amples renseignements, s'adresser à un bureau régional du ministère ou communiquer avec:
Agriculture Canada
Direction Générale des Communications
Ottawa, Ontario K1A 0C7

L'hon. Eugene F. Whelan, Ministre
J.P. Connell, Sous-ministre

Canada

Pour l'entretien de votre terrain
OFFREZ-VOUS CE QU'IL Y A DE MIEUX



Voyez votre concessionnaire

YARD-MAN™

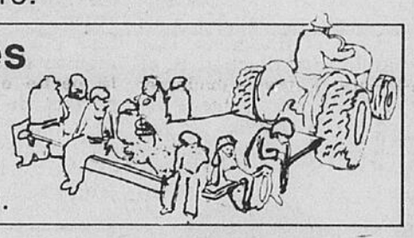
Laflèche Sale & Service & Fils
Rosaire Laflèche, prop.
Vendeur autorisé des machines à chaîne Poulan
R.R. No 3
CASSELMAN, ONT. TEL.: (613) 764-5406

Cueillez vos pommes et obtenez $1.00 de rabais

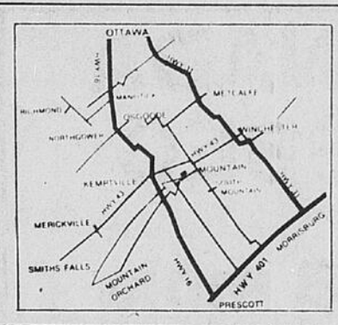


- Plusieurs variétés ont déjà été cueillies
- Jus et cidre de pommes disponibles.
- Du plaisir pour toute la famille en pleine nature.

Tours pour les enfants!



Tours de wagons les fins de semaine.



Mountain Orchards
(entre Kemptville et Winchester près de la route 43)
1-989-5601

• L'histoire de l'UCFO

En Ontario, reflet de l'épanouissement du fait français

par Philippe Landry

BOURGET —L'histoire de l'Union des cultivateurs franco-ontariens (UCFO) est, depuis 53 ans, intimement liée au développement culturel et économique de l'Ontario français, et bien que l'organisme ait connu ces dernières années un ralentissement de ses activités, ses membres ont entrepris de le repenser, de le réorganiser et de le relancer.

L'UCFO fut fondée en 1929 sous l'impulsion de l'Association canadienne française d'éducation de l'Ontario (aujourd'hui l'ACFO) et joua un rôle très important dans la mise sur pied de coopératives, de caisses de crédit et de sociétés mutuelles. L'organisme participa à toutes les luttes des Franco-Ontariens, particulièrement en éducation, en réclamant des institutrices francophones, en contribuant à vulgariser la science agricole, en obtenant les services d'agronomes parlant français.

Outre sa contribution à l'organisation du mouvement coopératif, l'UCFO s'entêta pendant 50 ans à réclamer une école française d'agriculture... Le Collège de technologie agricole et alimentaire d'Alfred entreprend, cette année, sa deuxième année d'existence.

Aujourd'hui, c'est justement ce collège qui devient l'un des principaux points d'appui de la relance de l'Union des cultivateurs franco-ontariens, «un point de ralliement» pour les cultivateurs, de dire le nouveau secrétaire-général de l'UCFO, M. Pierre Glaude, un résidant des environs de Bourget.

Selon M. Glaude, maintenant que le collège est en place, il faut «oeuvrer avec lui». Il faut que l'UCFO joue un rôle d'appui auprès du collège «pour qu'il fleurisse». Il faudra voir à ce que les jeunes agriculteurs recoivent la meilleure éducation à ce que le Collège réponde aux besoins des agriculteurs en matière d'éducation permanente. L'UCFO songe également à offrir prochainement des bourses d'études et un trophée d'excellence à certains étudiants du Collège.

Toujours selon M. Glaude, après plus de 50 ans d'existence, il est nécessaire de repenser l'UCFO. Son rôle a changé. «L'ère des grandes fondations (coopératives) est passée... Aujourd'hui, on a les structures»... Une partie de la mission a été accomplie.

En 1982, l'UCFO veut devenir de plus en plus un organisme «professionnel» et mettre l'accent sur l'éducation, le recyclage, la connaissance des lois, l'information syndicale, les revendications des droits et des services en français, la critique positive des programmes gouvernementaux, pour ne décrire qu'une partie de la tâche.

Pour réussir cette «relance», l'UCFO entend raffermir son membership, encourager l'adhésion des femmes de cultivateurs et des jeunes en offrant une carte de membre «familiale», en acceptant des membres-étudiants.

Traditionnellement, les femmes n'ont pas véritablement fait partie de l'Union des cultivateurs franco-ontariens. Elles ont eu tendance à se regrouper «par elles-mêmes» (Union culturelle, Association des ferminières, La femme et la gestion de la ferme). Aujourd'hui, on admet de plus en plus le rôle que jouent les femmes dans le développement de l'entreprise agricole et pour l'UCFO, qui le reconnaît, il est très important que les femmes puissent participer à l'organisme. «Sans elles, on perd toute une partie de la dimension de la situation», selon M. Glaude.

Quant aux jeunes et aux étudiants, l'UCFO entend mettre à contribution leurs idées et leur dynamisme.

Le secrétaire-général de l'Union des cultivateurs franco-ontariens a précisé que c'est dans cet esprit que se tiendra, le 6 novembre prochain, à Bourget, le congrès annuel de l'organisme.

• Le ministère ontarien de l'Agriculture et des Vivres

Un rôle de plus en plus visible

par Edmond Laughren

Les bureaux de comté du ministère de l'Agriculture et des Vivres, et les agronomes en charge, jouent un rôle de plus en plus important et «visible» dans la communauté agricole.

Dans le comté de Prescott, le bureau à Plantagenent et l'agronome Laurent Farmer, de même que son adjoint Gérard Benoit, les autres spécialistes et le service de secrétariat, forment une équipe quasi-indispensable à l'industrie agricole du secteur.

Un rapide tour d'horizon chez les producteurs dans les divers domaines de l'agriculture permet en effet de constater que l'équipe offre aux agriculteurs une vaste gamme de services fortement appréciés par les gens qui remplissent les tablettes de nos supermarchés ou nos épiceries de coin.

En plus d'acheminer vers les membres de la communauté agricole toutes les informations reçues des services d'organismes agricoles gouvernementaux, le bureau du ministère de l'Agriculture et des Vivres(MAV) offre aux producteurs un grand nombre de services allant de conseils pratiques aux informations hautement techniques touchant leurs entreprises.

«Car il ne faut pas se tromper, l'agriculture n'est plus un simple 'mode de vie' comme autrefois, mais bien une industrie», de souligner M. Gérard Benoit.

L'agronome et son équipe sont souvent appelés à aider un producteur à régler un problème aussi simple que d'obtenir le nom et adresse d'un bon comptable spécialisé dans les finances agricoles.

A une autre occasion, le bureau de l'agronome peut être appelé à expliquer un nouveau programme d'aide aux agriculteurs, comme, par exemple, le récent Programme d'aide ontarien au redressement financier des exploitations agricoles.

L'équipe régionale du ministère peut également servir de genre «d'amortisseur de choc» entre producteurs et agences gouvernementales.

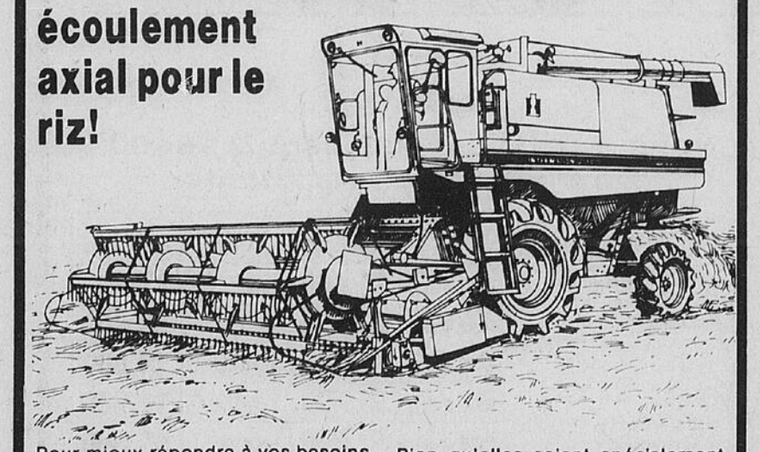
Un récent exemple a été l'implantations du système métrique dans la communauté agricole.

Le bureau est en mesure de fournir des explications, et au cas où les renseignements locaux ne suffisent pas, les membres de l'équipe peuvent acheminer les demandes vers les responsables au ministère.

Des seminars sur l'insemination artificielle, organisés en collaboration avec la société Eastern Breeders Inc., et une foule d'autres services connexes sont disponibles au bureau régional du MAV

En somme, ces bureaux constituent un important élément dans l'enrouage des services techniques à l'agriculture, un élément dont les producteurs profitent de plus en plus.

3 moissonneuses International® à écoulement axial pour le riz!



Pour mieux répondre à vos besoins de moissonnage des années 80, International vous offre un choix de moissonneuses pour le riz — et elles fonctionnent toutes selon le principe de battage et de séparation à écoulement axial qui a fait ses preuves sur des millions d'acres à travers le pays. Les particularités qui en font des machines adaptées au riz comprennent un rotor spécialement conçu pour le riz, une tarière de renvoi extra longue, une tarière de nivelage de réservoir à grain plus haute et une échelle remontable.

Bien qu'elles soient spécialement conçues pour le riz, ces moissonneuses à écoulement axial peuvent aussi servir pour le soja et d'autres récoltes qu'on trouve habituellement dans les endroits où se cultive le riz.

- 1420 — moteur diesel 124 hp, réservoir à grain 110 bois.
- 1460 — moteur diesel 170 hp, réservoir à grain 142 bois.
- 1480 — moteur diesel 210 hp, réservoir à grain 156 bois.

Financement à 9.9% sur tracteur neuf

HIGGINSON FARM SUPPLIES LTD.
EQUIPEMENT AGRICOLE

AGRICULTURAL EQUIPMENT

Route 34 Hawkesbury, Ont. (613) 632-2022 Rhéo Lalonde, vendeur

Voie Service sud sortie St-Isidore (613) 527-3126 Paul Dorais, vendeur

METCALFE SERVICE CENTRE
JOUR DES SUPER RABAIS

SPECIAL DE LA SEMAINE
Nouveau — Lieuse ronde 456 New Idea
Liste $12,850..... Seulement $9,000

Deutz 6206, hr Mos., bon état..... $12,850
Deutz DX90, cab. 4 W.D., hr mod..... $29,850
Deutz DX 110, 4 W.D., hr mod..... $31,400
Ford 8600, cab., bon état..... $13,950
Leyland 384, moteur réusiné $5,500
Massey 275..... $11,900
Case 990 ..... $7,900
Versatile 150, 4 R.M. cab., chargeur..... $22,500
Allis Chalmers 190XT Bon état $8,400
Versatile 700, 200 H.P. CAB., 4 r.m. $37,850

ECOULEMENT DE MOISSONNEUSES-BATTEUSES
CASE 660 S.P., CAB., bobine p/u..... $5,800

LABOURAGE
Int. 3F-12'' T.B., charrue..... $650
Kongskilde 4F adj., T.B. charrue $1,900
John Deere 5F-16'' s.-montage $1,100
Kiverneland 4F-16'' auto s.-mont..... $2,300
A.C. d. ailé 16' $1,400
Disque à roue hyd. 12' C.A. $1,200
Ford — disque à roue hyd. 10'..... $850
DO-ALL 10', bon état $2,100

EQUIPEMENT A MAIS
New Idea, Moissonneuse 2 rangs $2,950
Oliver, Moissonneuse 2 rangs, bon état $2,950

NEW IDEA — NEUVE
Moissonneuse 2 rangs
Liste $18,650. Une seulement..... $14,950

McKee 1000 T.P.M. PTO pour maïs..... $2,750

VASTE ASSORTIMENT D'EXCELLENTES MOISSONNEUSES-BATTEUSES D'OCCASION A DES SUPER RABAIS

GEHL FARM EQUIPMENT
Leyland Tractors
NEW IDEA FARM EQUIPMENT
DEUTZ
VERSATILE
ORFEDA
KVERNELAND
SERVICE IS OUR MIDDLE NAME
METCALFE SERVICE CENTRE LTD.

Boite postale 250, Metcalfe, Ont. KOA 2P0
11 milles au nord de Winchester, route 31 angle Metcalfe
613-821-2893

En primeur



Jacques Laplante
Chevrolet Oldsmobile Ltée

OFFRE SPECIALE*
En tant que nouveau concessionnaire General Motors pour Casselman et la région nous offrons
GRATUITEMENT
l'entretien de votre véhicule 82-83, selon le Guide d'entretien GM, si vous achetez votre nouvelle auto ou nouveau camion avant le 30 novembre 1982.

CHEVROLET
OLDSMOBILE
GM

Achat spécial de fin d'année sur voitures et camions 1982

* Cette offre n'est pas valable pour les modèles diesel et les camions poids moyen ou lourd.

"Chez Laplante, on fait bien les choses!"
Casselman, Ontario — (613) 764-2846

• L'Union des coopératives dans l'Est ontarien

La coopération est en très bonne santé

par Edmond Laughren

Le mouvement coopératif agricole se porte très bien dans l'Est ontarien, malgré la fermeture de trois magasins de l'Union des coopératives de l'Ontario (UCO) dans la région depuis une quinzaine de mois.

«C'était strictement une question de centralisation de nos effectifs et de nos ressources afin de pouvoir améliorer le service à nos clients», a expliqué M. Viateur Saumure, en commentant les fermetures des magasins Co-op de Rockland et Alfred, en janvier dernier, et celui de Plantagenet, un an plus tôt.

Gérant de la Co-op de Vankleek Hill, M. Saumure est également responsable de l'UCO pour les secteurs Ottawa-Est et St-Laurent, qui regroupe les succursales de Vankleek Hill, Alexandria et Clarence, et qui comptera à partir du 1er octobre celles de Cornwall, Finch et Chesterville.

L'UCO est l'organisme-parapluie pour toutes les Co-op unies dans la province, mais il y a également des coopératives indépendantes dans divers endroits.

Selon M. Saumure, l'UCO existe principalement pour rendre service à la communauté rurale, avec comme vocation primordiale de combler les besoins des gens impliqués dans l'agriculture.

Les quelque 2,300 membres de l'UCO dans les secteurs Ottawa-Est et St-Laurent achètent un minimum de cinq actions à $10 chacune dans l'UCO, et reçoivent de temps en temps des dividendes.

Les actions sont transférables lorsque le détenteur vend sa ferme, ou elles peuvent être revendues à l'UCO lorsque le détenteur atteint l'âge de la retraite.

«Mais ce n'est pas obligatoire d'être producteur agricole à plein temps pour devenir membre d'une Co-op», a expliqué M. Saumure.

En plus de pouvoir acheter des produits agricoles et de quincaillerie à des prix concurrentiels, les membres bénéficient d'une vaste gamme de services spécialisés orientés vers les besoins du monde agricole.

«Entre autres services, nous offrons des séminars annuels aux jeunes couples de producteurs agricoles, et nous avons un service d'information pour la jeunesse agricole», d'ajouter M. Saumure.

Le responsable régional a aussi indiqué que l'UCO est toujours prête à offrir à ses membres des conseils pratiques touchant des problèmes agricoles.

Les magasins de l'UCO sont ouverts à toute la population, «comme n'importe quel magasin», de dire M. Saumure.

Les Co-op achètent les produits de la ferme directement des agriculteurs et les revendent, ou bien les transforment en matière dont les producteurs ont souvent besoins.

Selon M. Saumure, la presque totalité des producteurs agricoles sont membres d'une Co-op, et l'UCO lancera très prochainement une vaste campagne de recrutement destinée non seulement aux producteurs agricoles, mais à toute la population, surtout rurale.

«Tout le monde a besoin de produits agricoles et d'articles de quincaillerie, donc pourquoi ne pas encourager un organisme qui peut offrir le tout à un prix concurrentiel, et en même temps donner un bon coup de main à la communauté agricole, car l'agriculture, c'est la base de toute société», de soutenir M. Saumure.

Presque tous les producteurs sont membres

par Edmond Laughren

Les coopératives constituent un élément d'importance primordiale dans la vie quotidienne de la communauté agricole et, il s'ensuit, de l'économie de toute région rurale.

En Ontario, les succursales-membres de l'Union des coopératives d'Ontario (UCO) et les diverses coopératives indépendantes attirent comme membres la presque totalité des producteurs agricoles de la province.

Le secteur Ottawa-Est et St-Laurent, qui regroupe des Co-op affiliées à Vankleek Hill, Alexandria et Clarence, et à compter du premier octobre prochain y ajoutera celles de Cornwall, Finch et Chesterville, compte un total de 2,300 membres-producteurs.

Selon les informations fournies par le responsable du secteur et dirigeant de la Co-op de Vankleek Hill, M. Viateur Saumure, il n'est pas nécessaire d'être producteur agricole à plein temps pour devenir membre d'une Co-op.

N'importe qui peut devenir membre en achetant cinq actions communes à dix dollars chacune, actions pouvant être revendues.

Les Co-op offrent une gamme complète de services aux producteurs, en plus d'exploiter des magasins servant la communauté agricole et rurale.

Selon M. Saumure, la crise économique actuelle n'a pas affecté de façon trop sérieuse l'exploitation des Co-op.

«Bien sûr, il a fallu adopter des politiques plus sévères en matière de crédit», dit-il.

Mais dans l'ensemble, les producteurs agricoles comprennent ce qu'est une récession économique et ils ajustent en conséquence leur administration financière.

Pour illustrer la popularité croissante des Co-op, M. Saumure a présenté des chiffres démontrant que les ventes totales de l'UCO ont atteint la somme de $104 millions durant l'exercice financier qui prendra fin le premier octobre.

«Cela représente une augmentation de plus de cinq pour cent par rapport à l'année dernière», soutient-il.

L'UCO compte actuellement plus de 49,000 membres actifs, selon M. Saumure, et l'organisme est sur le point de lancer une vaste campagne de recrutement.

Selon M. Saumure, les Co-op de l'Est ontarien n'ont pas subi de sérieuses répercussions découlant de la crise économique, qui a pourtant causé de nombreuses faillites chez les producteurs agricoles.

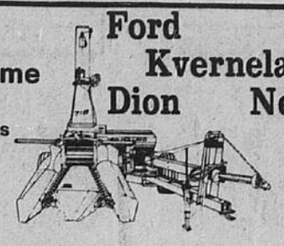
«Suite aux nouvelles normes de crédit que nous avons implantées dans notre système depuis quelques années, nous avons maintenant un meilleur contrôle de nos finances», explique-t-il.

«Vous savez, ce sont des gens avertis qui savent mener leur barque et je suis convaincu qu'ils seront toujours un atout pour notre économie agricole», estime M. Saumure.

Enfin, M. Saumure a soutenu que les récentes fermetures de magasins Co-op à Rockland, Alfred et Plantagenet font partie d'une politique de centralisation des ressources de l'UCO afin de pouvoir offrir un meilleur service à ses clients.

Au sujet des Européens qui achètent des terres, surtout dans l'Est ontarien, M. Saumure ne s'en fait pas outre mesure.

SPERRY NEW HOLLAND
Equipement de ferme
• Lieuse à foin
• Chariots à foin automatiques
• Equipement de fourrage
• Moissonneuses-batteuses
• Mélangeurs-broyeurs
• Epandeurs de fumier



Ford White
Kvernelands
Dion New Idea
Vendeur: neuf & usagé
ALFRED, Ontario
679-4340
679-2206

ALFRED FARM EQUIPMENT CO. LTD.



Ford — tout va de l'avant!



Nouveau Ranger 1983

Le Ranger se distingue encore par son exceptionnelle économie d'essence, la solidité de la construction et son rapport prix-qualité. En plus il offre une capacité de charge de presque une tonne et des côtés de caisse à double paroi.

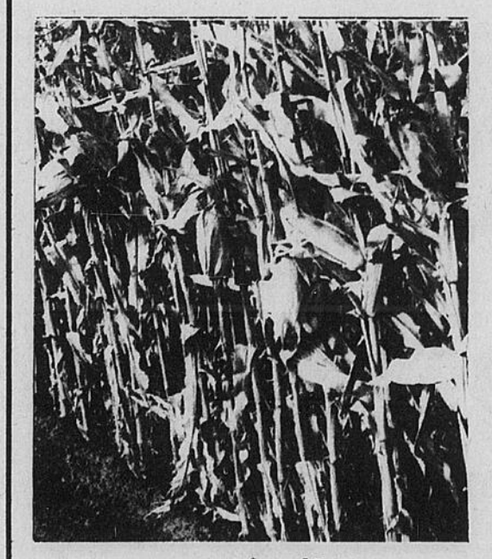
Voyez Transit Ford aujourd'hui, on vous montrera ce qui fait la valeur et la qualité incomparable de ce nouveau camion.

Echange accepté • Excellent choix

Vaste inventaire de véhicules d'occasion | Atelier de pièces et service de haute fiabilité

Transit Ford
Route 17, Plantagenet, Ontario. (613) 673-4830 673-5484
Ford

LE DRAINAGE SOUTERRAIN — LA DIFFERENCE ENTRE UNE RECOLTE OU ???

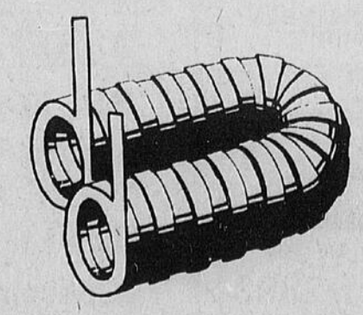




une récolte ou ???

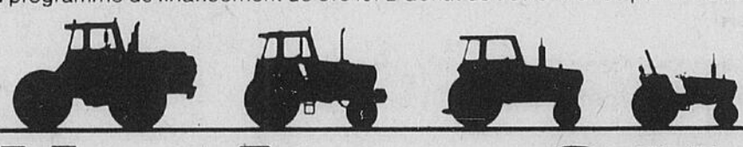
LAPOINTE DRAINAGE LIMITEE
• Planification et installation de drainage souterrain
• épandage de chaux agricole
• excavation • bulldozers
Tél.: 443-2954

DRAINS DYNAMIC
MANUFACTURIER DE DRAINS AGRICOLES
Tél.: 443-2959
EMBRUN, ONTARIO



Achetez un tracteur de ferme Case neuf... profitez du
spécial Case
8.8%
financement jusqu'à 48 mois

Si vous achetez un tracteur de ferme Case de la série 90 neuf entre le 1er septembre et le 31 octobre 1982, vous pouvez bénéficier du programme de financement de 8.8%. L'achat doit être financé par J.I. Case Credit Corporation.



OU

Exemption spéciale de frais de crédit

Au lieu du programme de financement à 8.8%, vous pouvez opter pour le programme de financement avec exemption de frais de crédit. Selon ce programme, si vous achetez un de nos tracteurs de ferme Case neuf, il n'y aura aucuns frais de crédit d'ajouté au montant depuis la date de l'achat jusqu'au 1er juin 1983. L'achat doit être financé par J. I. Case Credit Corporation.

Exemption de frais de crédit sur tracteurs de ferme d'occasion

Si vous achetez un tracteur de ferme d'occasion, peu importe la marque, entre le 1er septembre et le 31 octobre 1982, il n'y aura aucuns frais de crédit depuis la date de l'achat jusqu'au 1er mars 1983. L'achat doit être financé par J.I. Case Credit Corporation

OU

super rabais spécial jusqu'à $9400 pour les achats comptants

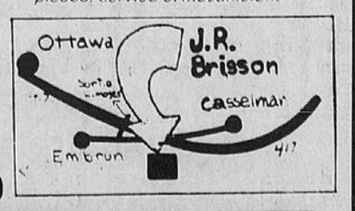
Si vous achetez un tracteur de ferme Case neuf et que vous payez comptant, Case vous fera parvenir un chèque au montant indiqué au modèle Case que vous achèterez. Le rabais peut être applicable au prix d'achat.
REMARQUE: Les agences/services gouvernementaux ne peuvent bénéficier de ces rabais.

MODELE ELIGIBLE	RABAIS COMPTANT	MODELE ELIGIBLE	RABAIS COMPTANT
4890 4-WD	$9,400	2090 2-WD	$3,800
4690 4-WD	$8,000	1690 GP	$3,200
4490 4-WD	$6,400	1490 GP	$2,800
2590 2-WD	$5,400	1390 GP	$1,800
2390 2-WD	$5,000	1290 GP	$1,500
2290 2-WD	$4,200	1190 GP	$1,300

en plus...
allocation spéciale de l'usine sur échange
Meilleur prix pour votre vieux tracteur.
Les offres sont en vigueur du 1er septembre au 31 octobre 1982. Passez chez nous maintenant.

J.R. BRISSON
ÉQUIPEMENT LTÉE
* NOUS AVONS UN INVENTAIRE DES PLUS COMPLETS.
* NOUS VOUS OFFRONS DES PRODUITS DE QUALITE DEPUIS 31 ANS.
CASSELMAN, Ont.
CHEMIN EMBRUN 764-2962
Ligne directe d'Ottawa 443-3300

SERVICE CERTIFIE
*Il est temps, plus que jamais, d'acheter d'un vendeur qui offre pièces, service et mecaniciens



case

• Réjean Quevillon et la Coop Outaouais-Laurentides

Déjà la fin d'une 11e présidence



Réjean Quevillon: le coopératisme d'abord

par Roméo Chartrand

NOTRE-DAME-DE-LA-SALETTE —Natif de Notre-Dame-de-La-Salette, M. Réjean Quevillon complètè présentement son 11e mandat à la présidence de la Coopérative agro-alimentaire des vallées Outaouais-Laurentides.

Agé de 50 ans et marié à Monique Larocque, M. Quevillon est père de cinq enfants. Fils de cultivateur, Réjean Quevillon est d'abord un homme qui croit dans le coopératisme. Dès 1957, il devenait membre de la Coopérative Notre-Dame-de-La-Salette, pour accéder en 1962 au conseil d'administration. Puis, en 1968, avec la fusion des coopératives, M. Quevillon devient membre de la Coopérative agricole régionale Papineau.

En 1969, Réjean Quevillon est élu au conseil d'administration de la Coopérative de Papineau. L'année suivante, il passe à la vice-présidence du CA, ce qui devait le préparer à accepter la présidence de cette coopérative en mai 1972, poste qu'il occupe encore aujourd'hui, alors que s'achève son 11e mandat.

Cette fonction de président d'une coopérative n'est pas de tout repos. S'il y a une certaine gloire à occuper un tel poste, il y a aussi des responsabilités. Tout d'abord, Réjean Quevillon, en tant que président, siège sur tous les comités de la Coopérative, à l'exception du comité laitier. M. Quevillon est également président au conseil d'administration de la laiterie Le-Château, et du CA de Claude-Métayer Inc. Il siège également au conseil d'administration de la Coopérative laitière du Québec.

Sur le plan régional, M. Quevillon siège au conseil d'administration du Conseil régional de développement de l'Outaouais. Il est aussi délégué et membre du Conseil des coopératives de l'Outaouais. Il siège également à titre d'observateur à la Fédération de l'Union des producteurs agricoles des Laurentides, et on le retrouve à titre de délégué au Syndicat de base de l'UPA de Thurso. Enfin, le président de la Coopérative siège au comité consultatif régional, section agricole, de la Commission de formation professionnelle des adultes.

Finalement, M. Quevillon a été délégué à la Fédération canadienne des producteurs de lait, ce qui lui a permis de visiter la plupart des provinces du Canada. M. Quevillon a été aussi délégué au groupe de formation des produits du lait du Québec, et délégué et administrateur au Bureau laitier du Canada. M. Quevillon a quitté ces trois dernières fonctions l'an passé, en raison de ses nombreuses occupations.

En politique, M. Quevillon a été président de la Commission scolaire de Notre-Dame-de-La Salette jusqu'en 1972, année de la fusion des commissions scolaires. Enfin, depuis l'an passé, il est conseiller municipal à Notre-Dame-de-La-Salette.

Les quelques moments de loisirs dont il dispose, M. Quevillon les passe avec sa famille. Quant à ses projets d'avenir, M. Quevillon se dit toujours disponible pour continuer à présider les destinées de la Coopérative, tant et aussi longtemps qu'il aura la confiance des sociétaires et la collaboration des administrateurs.



M. Jean-Charles Mercier, de la Coo-pérative fédérée du Québec, et MM. Gilles Lussier, Réjean Quevillon et Marquis Malette, de la CAVOL, lors du lancement de la nouvelle raison sociale, en janvier.

• A la Coop Outaouais-Laurentides

Malgré l'économie, l'année a été bonne

par Roméo Chartrand

THURSO — Malgré une situation économique très difficile, la Coopérative agro-alimentaire des vallées Outaouais-Laurentides a connu au cours de la dernière année des résultats financiers très satisfaisants et une expansion remarquable.

Dans son ensemble, de dire le président de la Coopérative, M. Réjean Quevillon, l'économie agricole, tout comme les autres secteurs de production, a été affectée par les taux d'intérêt record de la dernière année, ralentissant considérablement l'expansion de l'agriculture et ses secteurs connexes.

Toujours selon le président de la CAVOL, le déséquilibre du marché du porc a entraîné l'abandon de la production porcine chez la plupart des agriculteurs de la région. Le prix de la viande bovine, qui s'était maintenu à un niveau acceptable durant la plus grande majorité de l'année, a connu une baisse dramatique à l'automne 1981. Par contre, dans le secteur du lait de consommation, même si la demande est demeurée stable au Canada, le Québec, pour sa part, a vu son volume augmenter de deux pour cent. Au niveau de la Coopérative, grâce à une publicité soutenue par les producteurs laitiers, les réceptions de lait ont atteint les 31 millions de litres dans le lait de transformation reçu à l'usine de Plaisance, 8 millions de litres à la laiterie Le Château, et 1,8 million de litres à la laiterie Bélanger.

Les réalisations

Passant ensuite en revue les objectifs que la CAVOL s'était fixés pour la dernière année, le président de la Coopérative se fait fort de souligner certaines réalisations. Pour améliorer la communication à l'intérieur de la Coopérative, les dirigeants ont favorisé les réunions de secteur et publient maintenant «Coop nouvelles», un mensuel bilingue. L'évaluation de la structure organisationnelle de la Coopérative est un autre objectif qui a été réalisé. La formation d'un comité pour la promotion de la Coopérative est une décision qui a déjà porté fruits, tant au niveau de l'entreprise que du recrutement de nouveaux membres. La promotion de la Coopérative auprès de la relève agricole s'est aussi manifestée par différentes activités pour les jeunes agriculteurs. Enfin, la CAVOL a participé aux campagnes de sécurité «Bonjour printemps» et «Bonjour été», organisées par le comité de santé agricole de Gatineau.

M. Quevillon souligne enfin la présence de la Coopérative à l'Exposition de Papineauville et celle de Poltimore, à la Foire commerciale agricole de Maniwaki et au Festival western de Gracefield. Notons aussi la présence de la laiterie Le Château aux Jeux du Québec, été 1981, à Hull.

La présence de la Coopérative s'est aussi fait sentir au Conseil de la coopératiion laitière et au congrès des meuneries organisé par la Coopérative fédérée du Québec.

Le marché du lait

Un autre objectif visait le développement du marché du lait de consommation et l'augmentation de la distribution de produits laitiers coopératifs. Dans le premier cas, la CAVOL a connu des développements très importants. Au départ, il faut mentionner l'expansion de la laiterie Le Château, dont l'inauguration s'est faite le 30 mai 1982, en présence du ministre Jean Garon et de plusieurs autres invités. Il faut aussi souligner l'acquisition de la laiterie Bélanger, de Mont-Laurier, qui a permis de franchir une étape importante dans la régionalisation du marché du lait de consommation.

La phase logique suivante exigeait la réorganisation du service de vente et de distribution de la Coopérative. De là l'acquisition, en novembre 1981, de la compagnie Claude Métayer Inc. L'achat de cette entreprise de distribution de la crème glacée Québon a permis de restructurer le réseau de distribution de la CAVOL, tout en offrant une gamme plus complète de produits laitiers coopératifs. Aujourd'hui, en plus de la crème glacée Québon, on retrouve sur le marché le yogourt «Yoplait», les fromages d'Oka et de Beauce et le lait Château. On prévoit que Claude Métayer Inc., avec ces changements, verra ses ventes passer de $1,3 million à $9 millions.

Nouvelle raison sociale

Tant de réalisations et de dynamisme devaient se traduire par quelque chose de plus concret. C'est ainsi que le 26 janvier 1982, au cours d'une conférence de presse, la Coopérative agricole régionale de Papineau changeait sa raison sociale pour devenir «La Coopérative agro-alimentaire des vallées Outaouais-Laurentides» (CAVOL). Ce changement s'accompagnait d'un nouveau symbole social pour refléter davantage le modernisme et le dynamisme qui animent cette Coopérative. Enfin, la Coopérative a déménagé son siège social au 129 de la rue Galipeau, à Thurso.

En somme, de conclure le président de la CAVOL, «les services développés, les acquisitions au cours de la dernière année, la progression constante de la Coopérative malgré des années difficiles, l'amélioration des services et des coûts aux producteurs et la population en général, voilà autant de facteurs qui démontrent l'importance de la coopération, tant au niveau des producteurs que des consommateurs».

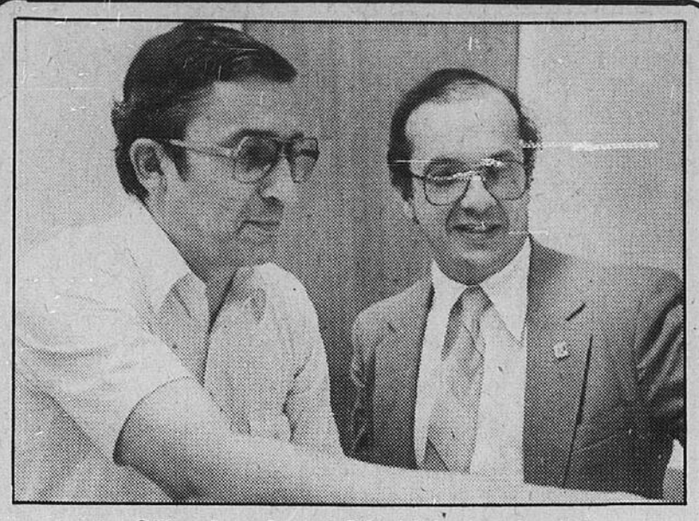
FERME AVICOLE ST-FRANÇOIS
Roger, Gilles & Jean-Claude Blais
Producteurs d'oeufs — classeurs & distributeurs en gros
Producteurs de troupeaux Charolais pure-sang
Vendons mâles et femelles pure-sang
Vendons semence de taureau pure-sang français
Vendons bouvillon pour congélateur
R.R.1, Plaisance, Qué.
(819) 427-6236

HOMELITE
$30.00 DE RABAIS SUR CERTAINS DE NOS MODELES DE TRONÇONNEUSE HOMELITE
Nous avons des tronçonneuses pour tout usage: fermier, construction personnel, chalet et autres.
tous les modèles sont en montre
Nous réparons ce que nous vendons.
A votre service depuis 30 ans

ATTENTION CULTIVATEURS
Nous ramassons les animaux malades, infirmes ou morts sans frais de votre part.
MACHABEE ANIMAL FOOD LIMITED
R.R. 1, St-Albert, Ont.
Tél.: Crysler (613) 987-2818
Interurbain sans frais pour l'Ontario — 1-800-267-7178
Nous assumons les frais d'appels téléphoniques et avons cinq camions en vue de vous assurer un service rapide et efficace.
Pour les cultivateurs du Québec, appelez à frais Virés à Pointe-au-chêne (819) 423-5238
Licence 626-RP-82 Centre d'alimentation animale
Licence 835-C-82 collection

HOMELITE-TERRY TEXTRON Homelite-Terry, une division de Textron Canada Limited.
J. R. BRISSON EQUIPEMENT LTEE
Nous vous offrons des produits de qualité depuis 31 ans.
Nous avons un inventaire de pièces des plus complets
Casselman, Ont.
Chemin Embrun 764-2962
Ligne directe d'Ottawa 443-3300

NOUVEAUX GENRES DE VIDEURS A SILOS
Surface drive
Ring drive
PATZ donne deux solutions à vos problèmes
Le RD 820 et le 98B. Les deux ont la chaîne modèle No 66 à crochet double avec lame et griffe qui sont en acier trempé. Le dispositif de coupe est à 4 lames affûteuses en acier trempé.
Le souffleur a des lames ajustables pour donner un meilleur rendement.
SOIGNEUR A COURROIE
Le nouveau soigneur à courroie vous offre la simplicité et vous donne un haut résultat d'opération avec une grande capacité de volume. S'installe facilement et à un prix raisonnable.
Spécial $4,800 pour 100 pi. de long
PATZ
Demandez-nous des informations sur notre programme de location
ACRES EQUIPMENT LIMITED
PARC INDUSTRIEL CASSELMAN, ONT.
TEL.: (613) 764-3010
CRYSLER, EMBRUN, ST-ALBERT, LIMOGES, CASSELMAN, MONKLAND, A17, ACRES EQUIPMENT LIMITED, STE-ROSE, MAXVILLE, ST-ISIDORE



Gilles Lussier et Gérald Archambault

Situation financière enviable

par Roméo Chartrand

THURSO — Les états financiers de la Coopérative agro-alimentaire des vallées Outaouais-Laurentides (CAVOL) démontrent une situation financière encourageante et enviable.

Pour l'année qui s'est terminée le 31 octobre 1981, les ventes ont atteint $27,891,918, pour un profit brut de $4,028,928. Et alors que les dépenses se chiffrent par $3,784,336, la Coopérative a réalisé un trop-perçu de $631,524. Quant à l'actif de la Coopérative, il est passé de $6,167,652, en 1980, à $8,652,012 au 31 octobre 1981.

Ces résultats financiers ont fait passer le capital social des membres à $1,793,489; la réserve générale à $875,699; le surplus d'apport à $304,125, plus un excédent d'évaluation de $77,713. L'avoir des sociétaires se chiffre donc par $3,051,026. En pourcentage, de préciser le directeur général Gilles Lussier, l'actif a augmenté de 40 pour cent, alors que l'augmentation va jusqu'à 50 pour cent dans les immobilisations. Quant au fonds de roulement, il s'est accru de 30 pour cent, alors que l'avoir des sociétaires demeure un peu au dessous de 35 pour cent.

Pour évaluer l'évolution de la CAVOL au cours de la dernière décennie, mentionnons que les ventes, qui se chiffraient par $7,6 millions en 1972, s'élevaient à $13,8 millions en 1976, pour passer à $27,8 millions au 31 octobre 1981.

Commentant cette situation, M. Lussier n'oublie pas de rappeler que ce bilan financier encourageant a été réalisé malgré les projets d'expansion de $878,854 à la laiterie Le-Château, et l'acquisition de la laiterie Bélanger, de Mont-Laurier, et l'achat de la meunerie Balharrie, de Quyon. Enfin, M. Lussier note la réorganisation importante au niveau de l'informatique qui permet l'opération de quelque 860 différents programmes en relation avec les activités de la Coopérative.

En somme, de conclure M. Lussier, «malgré une année d'expansion record, notre entreprise a maintenu un bon équilibre de sa structure financière».

• L'Office des producteurs de lait

Les Westerners s'intègrent

par Roméo Chartrand

BUCKINGHAM — Depuis le premier août, les membres de l'Association des producteurs de lait de l'Ouest du Québec sont maintenant intégrés à l'Office des producteurs de lait du Québec.

Par la même occasion, les 95 producteurs de l'Ouest du Québec, qu'on a surnommés «les Westerners», ont accepté leur affiliation au Syndicat des producteurs de lait des Laurentides, une condition sine qua non à leur intégration à l'Office provincial.

Il faut dire que cette décision des producteurs de lait de l'Ouest du Québec n'a pas été facile. Cette association regroupe une vingtaine de membres provenant de la région de Hull-Papineau, alors que 75 producteurs sont de la région du Pontiac. C'est donc par un vote très serré de 45 contre 44 que les membres de l'Association des producteurs de lait de l'Ouest du Québec ont accepté leur intégration à l'Office des producteurs de lait du Québec. Ce dernier organisme est également tout récent puisqu'il a pris forme le 3 décembre 1980, à la suite de la fusion des fédérations de lait nature et industriel sous un même toit.

Les producteurs de la région du Pontiac devront maintenant se nommer un délégué au Syndicat des producteurs des Laurentides, tout comme l'ont fait les membres de la région Hull-Papineau. Puis, en 1983, les 14 syndicats régionaux se réuniront en vue de la formation d'une seule fédération des producteurs de lait au Québec. Selon M. Serge Deshaies, secrétaire du Syndicat des producteurs de lait des Laurentides, cette nouvelle structure devrait assurer plus d'uniformité dans la réglementation et les décisions futures concernant l'administration du plan conjoint.

Quant aux producteurs de lait de l'Ouest du Québec, non seulement leur intégration récente va mettre fin aux disputes entre les laiteries du Québec et de l'Ontario, mais elle va assurer le paiement de leur livraison de lait selon le pool provincial existant au Québec. Invité à commenter cette intégration des «Westerners» à l'Office des producteurs du Québec, M. Colin McNamara, un producteur de Masson, se réjouit en disant que les relations entre l'Ontario Milk Marketing Board et l'Office du Québec sont excellentes.

Le comité laitier

Le comité laitier de la Coopérative agro-alimentaire des vallées Outaouais-Laurentides a aussi été très actif au cours de la dernière année. Le président Gaston Blais souligne dans son rapport l'apport de son comité dans le projet de fabrication fromagère à l'usine de Plaisance. M. Blais mentionne aussi l'aide technique apporté aux producteurs aux prises avec des problèmes.

Le comité laitier s'est également penché sur la situation résultant de l'achat massif des quotas de lait par des producteurs de l'extérieur. La réorganisation du service de l'équipement laitier et la situation du transport du lait ont permis aux membres du comité laitier d'apporter leurs opinions et suggestions.

• A la Coop Outaouais-Laurentides

Pousser ensemble...

par Roméo Chartrand

THURSO — Au mois de mars 1982, à l'occasion de son assemblée générale annuelle, la Coopérative agro-alimentaire des vallées Outaouais-Laurentides a identifié un certain nombre d'objectifs à poursuivre durant l'année en cours.

Après s'être classée en 17e position au concours du commercialisateur de la Fédérée du Québec, la CARVOL se doit de prendre les moyens à sa disposition pour améliorer ses services. Quant à la laiterie Le Château, elle s'est classée en 4e position au concours le Lys d'or. Malgré ce succès, l'entreprise travaillera à améliorer la qualité de ses produits et le service offert à sa clientèle.

Voici donc textuellement les objectifs que le conseil d'administration de la CARVOL a identifiés:

1) compléter l'intégration et la consolidation des opérations des entreprises acquises au cours du dernier exercice;

2) appliquer par des actions concrètes et par un programme bien structuré le thème du Conseil de la coopération laitière: «Vers le consommateur par la coopération»;

3) poursuivre les efforts dans le domaine du recrutement de nouveaux membres, et la sensibilisation de la relève agricole à l'action coopérative;

4) demeurer présent à l'intérieur des organismes régionaux et provinciaux tant aux niveaux agricole, économique que coopératif;

5) compléter le dossier du projet de fabrication fromagère à l'usine de Plaisance;

6) procéder à la structuration des secteurs couverts par la Coopérative en zones, afin de favoriser la communication entre chaque sociétaire et la Coopérative;

7) poursuivre le programme dans l'amélioration de la qualité du lait;

8) apporter une surveillance continuelle dans l'évolution de la production laitière et la situation des quota de la région;

9) effectuer toutes les démarches utiles et nécessaires afin de rationnaliser le transport du lait dans la région en effectuant des représentations auprès des associations concernées;

10) mettre sur pied une campagne de sensibilisation auprès des producteurs laitiers membres de la Coopérative afin qu'ils se fassent les promoteurs des produits coopératifs auprès des commerçants et la population;

11) examiner tout autre projet pouvant contribuer au bien de l'ensemble des membres.

En jasant avec les dirigeants de la CARVOL, déjà on a pu constater que certains des objectifs précités étaient réalisés ou sur le point de l'être. Par exemple, la structuration des secteurs en zones pour rapprocher les membres est bien amorcée. Quant à la campagne de promotion des produits Château, elle est en marche depuis février 1982.

D'autre part, grâce au programme de développement communautaire du gouvernement fédéral, la Coopérative a réussi à faire inventorier les ressources agricoles de la région. La collaboration du député Alain Gourd dans ce travail a été précieuse. De plus, la Coopérative a à son service trois conseillers techniques pour orienter le producteur agricole en ce qui a trait à la production végétale, animale et laitière. Ce service, disponible à tous les producteurs de la région, a déjà porté fruits, nous assurent les dirigeants de la Coopérative.

Par ailleurs, dans un proche avenir, la CARVOL lancera une campagne de publicité visant à inciter les producteurs et les consommateurs à exiger des produits de chez nous sur les tablettes de nos commerçants. La CARVOL étudie également la demande de nombreux producteurs de la région de Mont-Laurier et Ferme-Neuve qui souhaitent voir la Coopérative étendre son service d'approvisionnement à la ferme à cette région.

Enfin, comme nouveau service, mentionnons que la quincaillerie de la Coopérative, à la succursale de Buckingham, possède maintenant un centre de location d'outils à un prix avantageux. Ce service s'adresse aux producteurs et à la population en général.

CLINIQUE VETERINAIRE DE BUCKINGHAM LTEE

Dr. Pierre Richer

Dr. Alain Moreau

Dr. Pierre Thibaudeau

1(819)986-8906

990 Dollard, Buckingham, Qué.

SERVICE D'ENCAN

EMBRUN LIVESTOCK EXCHANGE EMBRUN, ONT.

Vente tous les lundis, à 10h 00 a.m., de porcs de marché et d'élevage, veaux et animaux à boeuf.

LOE'S LIVESTOCK EXCHANGE
route 31, Greely, Ont.

Vente tous les jeudis, à 10h 00 a.m., de vaches laitières, veaux, animaux à boeuf, chevaux, moutons et agneaux.

Dispersion de troupeaux, vente de fermes ou de maisons, communiquez avec:

ENCANTEURS

Léo Ménard	Delmer Spratt	Régent Ménard
(613) 232-3916	(613) 822-1251	(613) 443-2884

SUPER BONIS SUR TRACTEURS JOHN DEERE

JOHN DEERE



BONIS AU CLIENT SUR TRACTEURS
De $1,100 à $10,000
Ex.:3140 80 h.p. $2,100

1 Achetez tout tracteur John Deere neuf annoncé ici et vous recevrez un boni de $1,100 à $10,000 de John Deere Limited.

2 De plus, les frais de financement peuvent être annulés jusqu'au 1er mars 1983 pour les tracteurs achetés selon le plan de financement John Deere. A cette date, vous pourrez soit acquitter le solde ou continuer votre entente de financement selon le plan de financement John Deere.

3 Si vous préférez payer comptant pour votre tracteur ou le financer selon le plan de financement John Deere sans annuler les frais de financement, vous serez admissible à un boni additionnel. Demandez-nous des précisions.

4 Si vous choisissez de louer votre tracteur en vertu du plan de location DRV John Deere, vos paiements de location seront réduits pour refléter le programme de bonis.

Votre chèque de rabais-boni John Deere vous sera envoyé par la poste directement par John Deere Limited après la livraison de votre nouveau tracteur.

Faites vite, c'est une offre d'une durée limitée!

Modèle	Chèque de super boni sur tracteur
1040 (44 PTO hp)	1,100
1140 (50 PTO hp)	1,100
1640 (55 PTO hp)	1,300
1840 (60 PTO hp)	1,400
2140 (70 PTO hp) avec CSG*	1,500
2140 (70 PTO hp sans CSG*	1,600
3140 (80 PTO hp) VEC CSG*	1,700
3140 (80 PTO hp) sans CSG*	2,100
4040 (90 PTO hp)	2,700
4240 (110 PTO hp)	2,800
4440 (130 PTO hp)	3,400
4640 (155 PTO hp)	4,100
4840 (180 PTO hp)	4,400
8440 (179 PTO hp)	4,900
8640 (228 PTO hp)	5,400
8450 (185 PTO hp)	6,800
8650 (235 PTO hp)	7,800
8850 (300 PTO hp)	10,000

*Carrosserie Sound-Gard®

FINANCEMENT
• AUCUN INTERET •

MACHINE A ENSILAGE sans intérêt jusqu'au 1er juillet 1983 ou escompte de 14% du montant financé si payé comptant.

MACHINE A FOIN sans intérêt jusqu'au 1er juin 1983 ou escompte de 12% du montant financé si payée comptant.

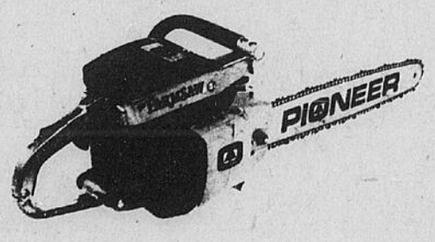
TRACTEUR: Sans intérêt jusqu'au 1er mars 1983 ou 8% d'escompte du montant financé si payé comptant

MOISSONNEUSE — BATTEUSE sans intérêt jusqu'au 1er janvier 1983 ou escompte de 5% du montant financé si payée comptant

AUSSI BONIS SUR DIFFERENTES MACHINES

CURRAN FARM EQUIPMENT LTD.
CONCESSIONNAIRE JOHN DEERE
Votre concessionnaire de la gamme complète de John Deere
CURRAN, ONTARIO (613) 673-5290 — 673-5573

La **FARMSAW** de PIONEER
...les spécialistes des tronçonneuses



Pour tous les travaux de coupe sur la ferme!

- Démarrage rapide
- Plus de puissance pour le prix
- Plus de travail, moins de fatigue
- Lubrification continue assurant rendement continu
- Entretien facile à domicile
- Coupe améliorée
- 15 litres (6.8 kg) — légère
- Fonctionnement docile — Reste fraîche
- Chaîne et guide-chaîne toute longueur de 18 pouces

Le 1er octobre, les prix augmenteront
Achetez maintenant et épargnez!

LOISELLE SPORT
546, rue Notre-Dame, Embrun
443-3260

GRANDE CHAMPIONNE DE RESERVE
à l'exposition d'Ottawa 1982



- Race Suffolk pur-sang
- Brebis, agnelles, béliers,
- Agneaux pour congélateurs.

Suf-Mar-Suffolk
Marguerite Raby
R.R. 1, Thurso, Qué.
J0X 3B0
819-985-3095

• Les producteurs de moutons de l'Outaouais

Un marché à percer...

par Colette Duhaime

PAPINEAUVILLE — Les producteurs de moutons de l'Outaouais, à l'instar des autres producteurs du Québec, ont bien l'intention de s'attaquer au problème de la mise en marché au cours de l'année qui vient.

Si tout va comme le désirent les représentants de l'Union des producteurs agricoles, les producteurs ovins devraient, avant le début de l'annnée 1983, adopter un plan conjoint et commencer à travailler sur la mise en marché de leurs produits.

Un certain travail a déjà été fait et, dans quelques semaines seulement, les producteurs québécois devraient avoir leur sigle identifiant l'agneau québécois mais, afin de mieux percer le marché, le comité de mise en marché, de publicité et de négociations devrait commencer à fonctionner dès que le plan conjoint aura été adopté.

Car les producteurs ne doutent pas que celui-ci sera adopté. «C'est sûr qu'il y a toujours une chance qu'il ne le soit pas», dit Pierre Lambert, un éleveur de Notre-Dame-de-la-Paix, «mais j'ai bon espoir qu'il le sera, car ce sera la seule façon de sortir la production des problèmes qu'elle connaît actuellement».

Car, dans l'élevage du mouton, tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes. «Nos coûts de production sont de plus en plus élevés, poursuit Pierre Lambert, et parfois, nous devons laisser aller nos agneaux en bas de ce prix. Ce n'est donc pas toujours rentable».

Mais les éleveurs de moutons ne veulent pas pour autant abandonner leur production et entendent se doter d'outils qui leur permettront d'être plus présents sur le marché québécois et ce, à des prix compétitifs.

La publicité aidant, les Québécois arriveront peut-être également à adopter l'agneau comme viande devant apparaître régulièrement sur la table. C'est du moins ce qu'espèrent les éleveurs, qui vendent surtout aux groupes ethniques, mais qui aimeraient bien que tout le marché typiquement québécois s'ouvre également. «Il faut combattre l'idée que l'agneau, ça goûte la laine, pourusit Pierre Lambert, et faire goûter l'agneau aux gens. Dès que quelqu'un y a goûté, la plupart du temps, il se rend compte que cette viande là ne goûte pas la laine et il commence à en manger».

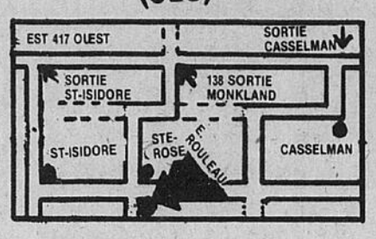
Certains, comme Marc Cavalier, de Saint-Sixte, ont décidé de prendre les grands moyens et ont déjà commencé à mieux faire connaître l'agneau de l'Outaouais en organisant des méchouis à la ferme. Moyennant un prix d'entrée somme toute assez minime, les visiteurs peuvent déguster un agneau cuit sur la broche dans un environnement paisible et peuvent même visiter la bergerie.

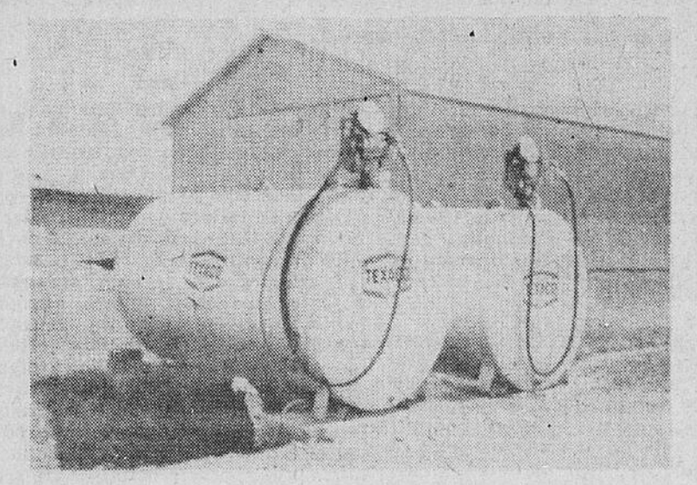
L'idée a d'ailleurs beaucoup plu et, cet été, les Cavalier ont organisé plus d'une dizaine de méchouis. Pour eux, l'organisation de ces repas leur a permis non seulement d'écouler certains de leurs agneaux mais, également, de mieux faire connaître le produit qui, s'il était mieux connu, se retrouverait au menu de bien des restaurants et dans les comptoirs réfrigérés des épiceries.

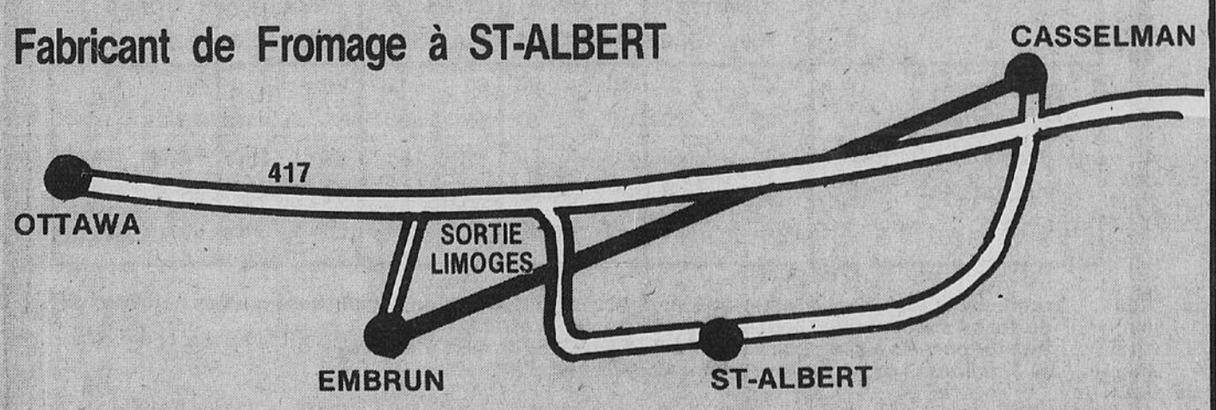
C'est du moins l'avis de plusieurs producteurs de moutons qui, comme Pierre Lambert, croit à l'avenir de la production ovine dans l'Outaouais et au Québec, mais parlent de la nécessité de donner un coup de barre au niveau de la mise en marché.



Yvon Séguin: après l'assurance et les chevaux de course, les champignons.

E. ROULEAU LTÉE
STE-ROSE, ONTARIO (613) 764-2971
TEXACO


• Huile à chauffage
• Huile à diésel
• Gasoline
• Huile à moteur
• Graisse en tube
• Graisse en 35 et 120 lb
• Pour les cultivateurs
• Pour les industries

Cet équipement est à votre disposition sans frais supplémentaires.
Ste-Rose Propane
SERVICE DE GAZ PROPANE

FROMAGE MARQUE St-Albert
VENEZ NOUS RENCONTRER SUR LES LIEUX AU PLAN LAITIER COOP ST-ALBERT
(613) 987-2872)
ST-ALBERT, ONT.
SORTES DE FROMAGES DISPONIBLES
CHEDDAR FRAIS, MOYEN OU FORT • FROMAGE EN GRAINS "CURDS"
• FROMAGE A L'AIL •AUTRES SPECIALITES COLBY, FARMERS ET MOZZARELLA
Fabricant de Fromage à ST-ALBERT


OUVERT: Dimanche 10h 00 a.m. à 5h 00 p.m. lundi au samedi de 7h 30 a.m. à 5h 00 p.m.
Le fromage de
MARQUE St-Albert
est en vente dans plusieurs magasins

• La «retraite» d'Yvon Séguin

300,000 livres de champignons?

par Colette Duhaime

MONTPELLIER —Officiellement, Yvon Séguin est un homme à la retraite.

Après plus de 25 ans à vendre de l'assurance et à élever des chevaux de course, il avait décidé de s'arrêter et de vivre à Montpellier.

Mais c'était bien mal se connaître et, depuis qu'il est à sa retraite, Yvon Séguin, de son propre aveu, n'a «jamais autant travaillé».

Car, plutôt que de se mettre à bricoler ou à voyager, comme plusieurs personnes à la retraite le font, M. Séguin a décidé de se lancer en agriculture.

Et pas dans n'importe quelle sorte de production agricole puisque, après avoir fait plusieurs recherches et fouiné un peu partout, il a décidé de se lancer dans la culture de champignons.

Pourquoi les champignons? «D'abord parce que j'aime cela, dit-il, mais aussi parce que le marché est là. Au Québec, il n'y a qu'une seule grosse entreprise de culture de champignons, et c'est celui de Slack Brothers, à Waterloo. A part cela, il n'y a que quelques petits producteurs, alors que la demande pour le champignon frais est énorme».

M. Séguin s'en est d'ailleurs rapidement rendu compte par lui même, puisque près de 70% de ses précédentes récoltes ont été exclusivement distribuées et vendues dans la région de la Petite-Nation. «je n'avais même pas fait de publicité et je n'arrivais pas à fournir le marché», poursuit-il, indiquant que de nombreux restaurateurs, épiciers, commerçants ou individus attendent toujours impatiemment la prochaine récolte.

Car, jusqu'à maintenant, même s'il a produit près de 70,000 livres de champignons, M. Séguin n'avait fonctionné que sur une base expérimentale et ne pouvait pas fournir le marché régulièrement.

«Dans un bâtiment, nous ne pouvons faire que quatre récoltes par année», précise-t-il et la ceuillette terminée, c'est-à-dire après sept ou huit semaines de production, on doit préparer de nouveaux lits de semences et attendre quelques semaines avant d'entreprendre une nouvelle récolte».

C'est donc pour mieux répondre à la demande sans cesse croissante du marché que M. Séguin a décidé de construire un autre bâtiment et, au cours de l'année qui vient, il entend bien produire près de 300,000 livres de champignons et approvisionner le marché à longueur d'année.

L'entreprise qu'il a mise sur pied au coût de $800,000 a d'ailleurs généré de nombreux emplois dans la municipalité de Montpellier puisque dix personnes y travaillent de façon régulière et qu'une dizaine d'autres sont embauchées à l'époque de la cueillette.

«Pourtant, ajoute M. Séguin, je n'ai pas réussi à obtenir de prêt agricole, mais j'entend bien revenir à la charge, car les taux d'intérêt que nous devons payer sont exorbitants.»

Fier de son entreprise qui vient à peine de commencer à fonctionner mais qui, déjà, semble s'orienter vers une réussite complète, M. Séguin songe sérieusement à mettre de l'avant un projet de conserverie et à mettre sur le marché des champignons marinés.

Mais, dans une première étape, c'est au marché du champignon frais que M. Séguin veut d'abord s'attaquer.

Un marché qu'il n'aura certes pas de difficulté à prendre si l'on se fie sur les premiers mois d'exploitation.

«Il y a également tout le marché Hull-Ottawa qui est ouvert», poursuit M. Séguin, qui n'exclut également pas la possibilité de lorgner du côté de Montréal.

Mais, avant tout, M. Séguin veut répondre au marché local et il entend bien ouvrir un comptoir de vente à son comlexe de Montpellier où, tous les jours, les travailleurs s'activent à préparer le compost qui sera ensuite étendu sur les lits de culture, où l'on sèmera les champignons qui, dans la noirceur et l'humidité, commenceront à prendre racine et à grandir.

Fier des champignons qu'il produit, M. Séguin voit d'ailleurs presque à tout et va souvent dans les bâtiments pour vérifier la température, le taux d'humidité ou l'aération.

Car ne devient pas producteur de champignons qui veut et M. Séguin précise bien que ce n'est qu'à la suite de nombreuses recherches, études et voyages qu'il a sauté dans le bain.

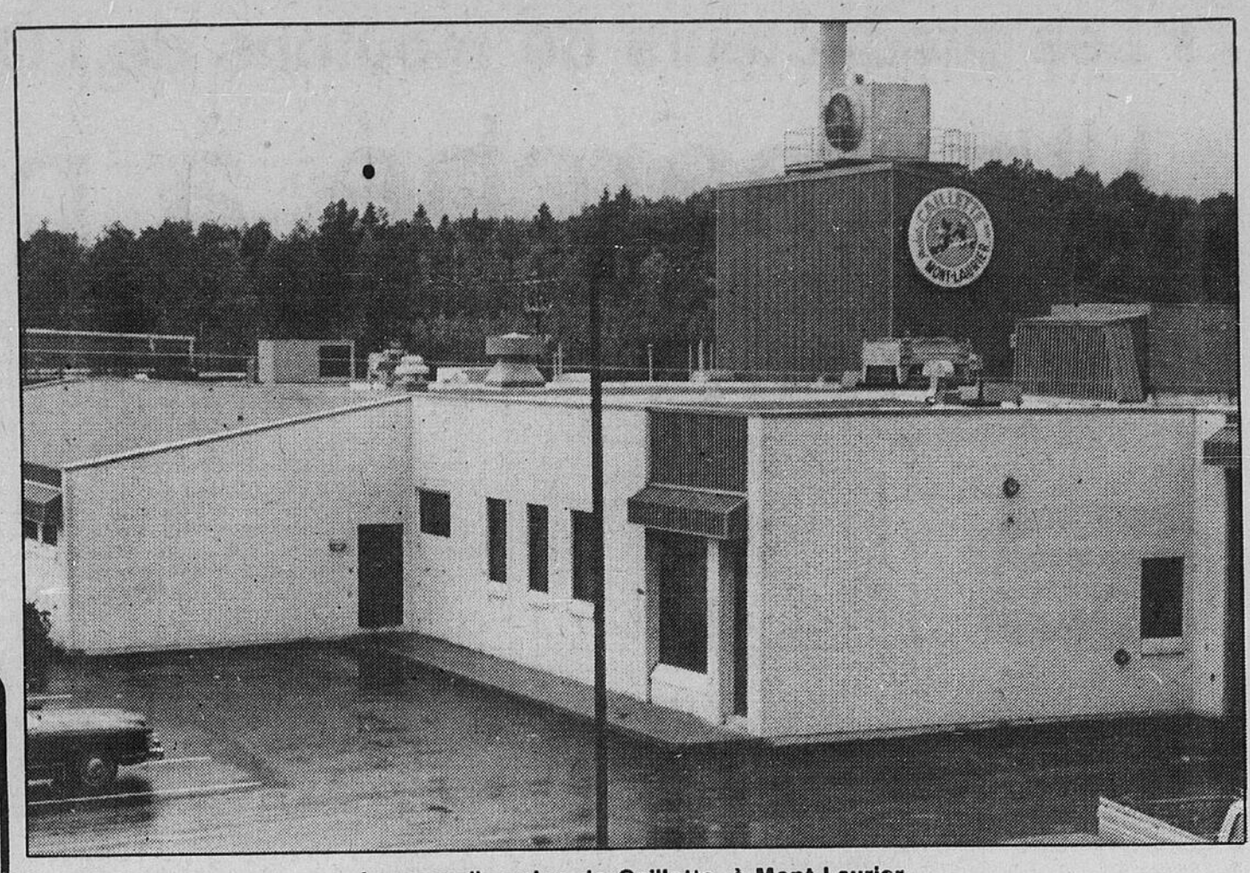
Un peu comme une cuisinière hors-pair est heureuse de présenter un plat réussi, M. Séguin parle de ses champignons et de son entreprise avec enthousiasme.

«Mais, termine-t-il, j'aurais beau vous donner la recette, je ne suis pas sûr que vous réussiriez. Car la culture du champignon, ce n'est pas seulement du travail. C'est aussi un art».

BP STATION DE SERVICE
André Tessier
Réparations de tous genres. Mécaniciens à votre disposition. Nous servons l'essence super, ordinaire et sans plomb.
921, boul. Maloney-Est,
Tél.: 663-5273

• Caillette, à Mont-Laurier

Du fromage mozarella pour l'Ouest



La nouvelle usine de Caillette, à Mont-Laurier.

par Michel Gauthier

MONT-LAURIER — Depuis le 1er mai, la nouvelle usine de Mont-Laurier de la compagnie Les Produits Caillette Ltée transforme 250,000 livres de lait par jour en fromage mozarella destiné principalement au marché de l'Ouest canadien.

Il aura fallu plus de trois ans de démarches, tractations et pressions diverses, impliquant tant les autorités municipales et gouvernementales que les producteurs laitiers de la région, leur coopérative et le promoteur du projet, avant que la fromagerie ne soit construite et n'entre en opération.

Evalué tout d'abord à $1.2 million, le projet a finalement nécessité des déboursés d'environ $4,000,000, dont $3 millions uniquement pour l'acquisition de l'équipement de transformation.

Aujourd'hui, cette usine, contrôlée par le président Lino Saputo des Produits Caillette de Maskinongé, emploie 25 personnes et produit entre 20,000 et 22,000 livres de fromage par jour. Sa capacité est de 40,000 à 44,000 livres, mais pour atteindre ce niveau de production, il lui faudrait doubler son approvisionnement actuel en lait, qui est d'environ 50,000,000 de livres par année.

Le gérant de l'entreprise, M. Luc Livernoche, le seul employé qui n'ait pas été recruté dans la région de Mont-Laurier, a laissé entendre que l'usine pourrait atteindre environ 75 pour cent de sa capacité d'ici le printemps prochain, soit après année d'exploitation. Ce n'est par contre pas avant sept ou huit ans que la capacité maximale de production sera atteinte, estime-t-on. A ce moment-là, l'usine embauchera entre 40 et 50 employés.

Approvisionnements

A l'heure actuelle, ce sont les producteurs laitiers des régions de Mont-Laurier et Ferme-Neuve qui assurent, en grande partie, l'approvisionnement en lait de la fromagerie. Les producteurs de la région de St-Jovite, qui livraient auparavant leur lait à St-Jérome, le font maintenant à Mont-Laurier et, finalement, l'approvisionnement est complété par l'importation quotidienne de 50,000 livres de lait de la région de Montréal.

Haute-Gatineau

Quant aux producteurs laitiers de la Haute-Gatineau qui s'étaient montrés intéressés à livrer leur production à la nouvelle fromagerie plutôt qu'à Plaisance, l'Office des producteurs laitiers les a avisés qu'ils ne pourraient le faire pour l'instant.

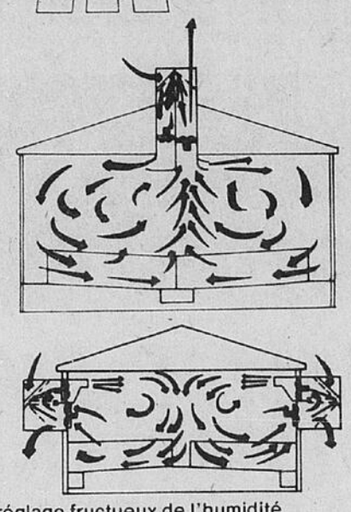
Il semble que cette permission soit reliée aux présentes négociations provinciales sur la péréquation versée pour le transport du lait. Si on devait en arriver à un même prix de transport pour tous les producteurs de la province, quel que soit leur éloignement du point de livraison, il serait alors peut-être plus avantageux pour l'Office de laisser des producteurs de la Haute-Gatineau diriger leur lait vers la fromagerie de Mont-Laurier.

D'ailleurs, c'est la politique laitière de la compagnie Caillette, qui comprend aussi les coûts de transport, qui a poussé une partie des producteurs de la Haute-Gatineau à délaisser leur coopérative pour se tourner vers cette entreprise privée. Cela a été la même chose pour les producteurs de la région de Mont-Laurier, qui avaient pris l'initiative de trouver une entreprise intéressée à venir s'implanter chez eux.

Selon le producteur Jérôme Aumond, de Messines, qui a été un des principaux instigateurs en Haute-Gatineau du mouvement en faveur de la fromagerie, lui et plusieurs autres sont actuellement pénalisés par l'obligation de livrer leur lait à Plaisance.

«On paye plus cher pour le transport vers Plaisance et pendant ce temps, on subventionne en plus, de façon indirecte, le transport du lait qui part chaque jour de Montréal pour compléter les approvisionnements de Caillette à Mont-Laurier», a-t-il expliqué.

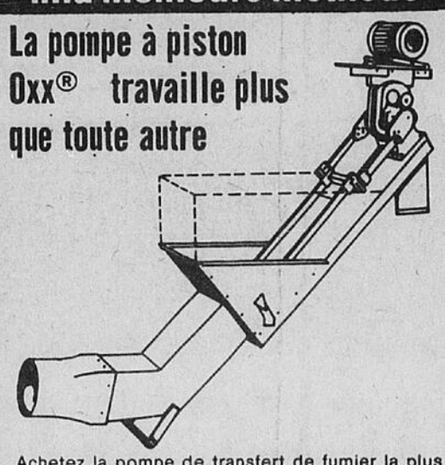
ECONOMISEZ en ventilant
à la façon de
Martin



- réglage fructueux de l'humidité
- commande entièrement automatique
- frais de montage moindres conditions de travail plus saines, plus agréables
- meilleur rendement de votre mise de fonds en énergie
- fini les fluctuations de température
- fréquence moindre de la pneumonie et de la maladie
- moins de main-d'oeuvre et d'entretien
- confinement du fumier

Voyez notre
représentant de l'Est ontarien et québécois:
Reynald Fournier
R.R. 3, Casselman, Ont.
K0A 1M0 — (613) 764-5422
R. Martin Structures Ltd.
39, avenue Armstrong
Halton Hills (Georgetown)
Ontario L7G 4S1 — (416) 877-5115

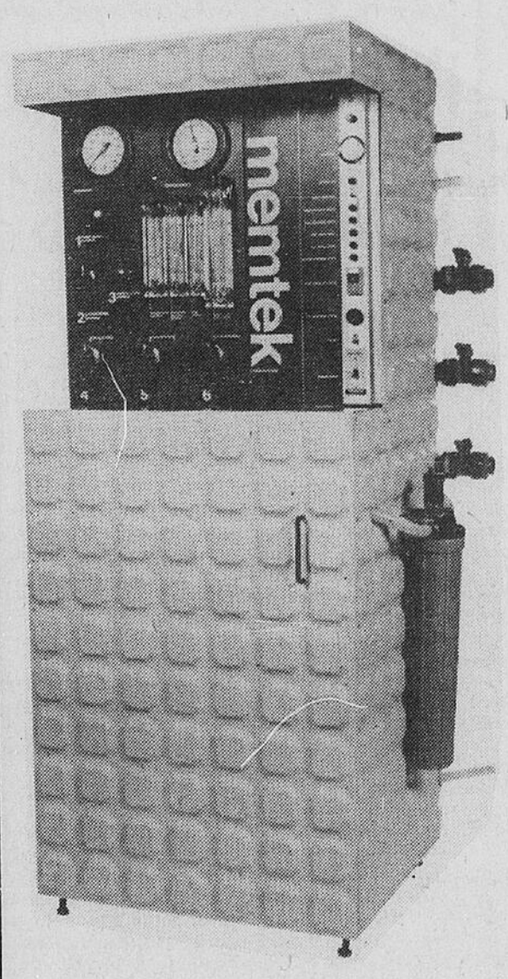
BUTLER
...la meilleure méthode
La pompe à piston Oxx® travaille plus que toute autre



Achetez la pompe de transfert de fumier la plus puissante et la plus rapide qui soit, achetez une pompe à piston Oxx® . Que vos travaux nécessitent une Li'l Oxx® ou une Super Oxx(*), vous pouvez compter sur une conception simple qui ne cause pas d'ennuis, une construction robuste et durable et un rendement sans pareil. Tout ceci constitue une vraie aubaine. Venez voir! **Il n'y a pas de meilleure méthode que Butler... consultez-nous pour les systèmes et le service.**

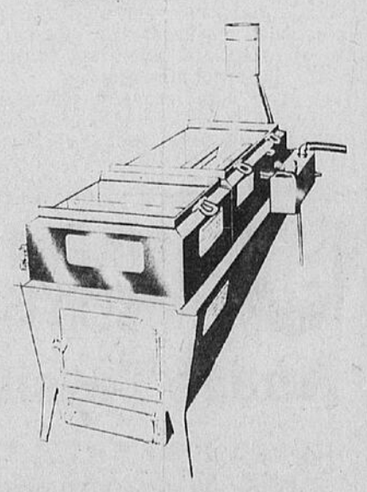
systèmes de transfert de fumier par
POMPE A PISTON
fabrication de qualité par Messeth

ACRES
EQUIPMENT LIMITED
PARC INDUSTRIEL
CASSELMAN, ONT. TEL.: (613) 764-3010



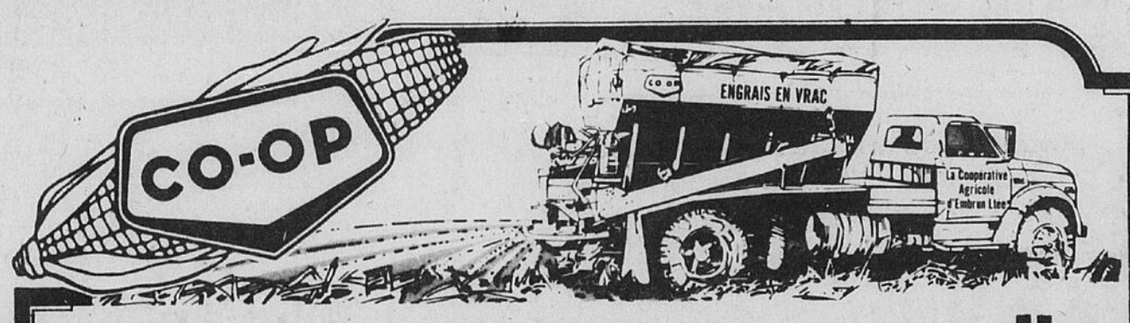
EVAPORATEURS:
Toutes dimensions
RESERVOIRS:
Galvanisés, fibre de verre
POMPE A VIDE:
"Sihi"
EXTRACTEURS:
"Lapierre"
TUBULURES:
FLOMASTER
CONTENANTS POUR:
Tous genres de produits
BANC DE SCIE
"Desjardins"
DEBUSQUEUSE:
"Wynch"

POUR DU BON
SIROP D'ERABLE
C'EST L'EQUIPEMENT
MEMTEK
QU'IL VOUS FAUT.





WATERLOO
"UN SUCRÉ DE BON"
ACERICO LTEE
Chemin Pierre-Laporte Buckingham, Qué.
J.-P. Patry, président. Tél. (819) 986-8784
Cabane (819) 986-3207



FERTILISATION DU MAÏS DES L'AUTOMNE.

Le maïs a besoin de phosphate ($P_3 0_5$) et de potasse ($K_2 0$) pour l'aider à MINOTER

Profitez-en, cet automne, et appliquez vos engrais chimiques avant de labourer.

Le tableau suivant vous servira de barême pour l'application de ces deux macro-nutrients.

	RENDEMENT PREVU * minots a l'ACRE									
	90 minots		100 minots		110 minots		120 minots		130 minots	
Type de sol	A appliquer lb/acre		A appliquer lb/acre		A appliquer lb/acre		A appliquer lb/acre		A appliquer lb/acre	
	$P_2 0_5$	$K_2 0$	$P_2 0_5$	$K_2 0$	$P_2 0_5$	$K_2 0$	$P_2 0_5$	$K_2 0$	$P_2 0_5$	$K_2 0$
Sablonneux	40	80	50	90	60	100	70	110	80	120
Sable/argileux	35	70	45	80	55	90	65	110	75	110
Argileux	30	65	40	75	50	85	60	95	70	105
Glaise/argileux	25	60	35	70	45	80	55	90	65	100
Glaise	20	50	30	60	40	70	60	90	60	90

* rendement prévu: rendement que vous pouvez obtenir selon la connaissance des conditions du sol ou encore mieux l'analyse du sol, du climat et de la culture.
Une tonne maïs à grain équivaut à environ 5 tonnes de maïs d'ensillage.
39.37 minots: 1 tonne maïs — grain à 15.5% d'humidité

Comme ces deux ingrédients sont positifs et la terre est négative, il n'y a pas de perte — en épandant votre engrais à l'automne, cela vous donne moins de travail au printemps et votre terrain est moins tassé, ou plus, à l'automne, les épandeuses sont plus accessibles ce qui nous permet de vous offrir un meilleur service.

En faisant l'application des phosphates et de la potasse à l'automne, cela vous permet d'utiliser en semant au printemps l'engrais Coop Big Bonus 7.29.5 qui contient 1.5% de zinc plus 4% de magnésium pour stimuler la croissance et avancer la maturité. Complétez votre programme de fertilisation avec de l'aqua pour vos besoins d'azote.

La Coopérative Agricole
CO-OP
D'EMBRUN LTEE
491, rue Notre-Dame, Embrun, Ontario
EMIN NIAZI, B.S.A.
Technicien agricole et représentant des ventes
Tél.: 443-2833 — En soirée: 745-1339

• «La femme et la gestion de la ferme»

«Un mouvement indispensable»

par Philippe Landry

«La femme et la gestion de la ferme»: un bout de phrase qui, en 1978, ne devait servir qu'à décrire le thème d'un atelier de discussion. Depuis, la petite phrase est devenu le nom d'un mouvement animé par une vingtaine de bénévoles et qui s'adresse à toutes les autres femmes intéressées au domaine agricole.

Les femmes de cultivateurs ayant été appelées à jouer un rôle de plus en plus important dans le développement de l'entreprise agricole, le mouvement «La femme et la gestion de la ferme» cherche à encourager le développement de leurs capacités de gestionnaires.

Ainsi, depuis bientôt cinq ans, des ateliers d'information ont été offerts en plusieurs endroits, dont Plantagenet, Hawkesbury et Cornwall. D'autres ateliers ou séminaires auront lieu le 5 octobre prochain, au Collège de technologie agricole et alimentaire d'Alfred, et en février 1983.

Parmi les sujets qui ont déjà fait l'objet de rencontres: tenue de livre et comptabilité, lois fiscales, assurances et droits de succession, politique laitière, les droits juridiques de la femme, l'achat ou la vente d'une ferme, le financement d'une dette, etc...



Selon la présidente, Mme Marguerite Charbonneau, le mouvement «La femme et la gestion de la ferme» est très important pour toutes les femmes qui s'intéressent à l'agriculture.

Le 5 octobre, le thème sera «Quoi faire en cas d'invalidité ou décès du mari?» et l'on aura recours à un évaluateur, un avocat, un banquier, un comptable, un assureur-vie. En février, on parlera d'horticulture, de la santé des vaches laitières, de la culture et de la vente de certaines récoltes d'appoint («cash crops»), des droits du cultivateur en face de la faillite.

Selon la présidente du mouvement «La femme et la gestion de la ferme», Mme Marguerite Charbonneau, le contenu des ateliers et séminaires est déterminé par les femmes elles-mêmes. Celles-ci n'hésitent pas à regarder bien en face les réalités et insistent sur la qualité et le sérieux des présentations offertes par les personnes-ressources.

Mme Charbonneau gère, pour sa part, une ferme de 560 acres et de 158 têtes de bétail près d'Alfred. Selon elle, «La femme et la gestion de la ferme» est un mouvement indispensable.

Les activités du mouvement sont financées par des subventions du Secrétariat d'Etat (gouvernement fédéral). On a également reçu une subvention du bureau du Coordonateur des services en langue française de l'Ontario.

GARAGE GAETAN HOTTE INC.



- Pièces pour tous genres de camions
- Nous entretenons tous les camions poids lourds (marques ou modèles)
- 7 mécaniciens sur place pour vous servir
- Spécialistes en moteurs diesel

Detroit Diesel Allison

CONCESSIONNAIRE CATERPILLAR DEALER

Cummins

GARAGE GAETAN HOTTE INC.
333, rue Principale,
PAPINEAUVILLE, Québec J0V 1R0
819-427-5591 819-427-6253



En mars dernier, les agriculteurs en colère manifestaient sur la voie publique.

• Les expropriés de l'Autoroute 50

Une lueur d'espoir

par Roméo Chartrand

BUCKINGHAM —Après six ans d'attente, de frustrations et d'incertitudes, les producteurs agricoles dont les terres ont été expropriées en prévision de l'Autoroute 50 peuvent espérer un règlement, peut-être d'ici Noël.

En confiant cette information au Droit, le 16 septembre, M. Denis Papin, directeur régional de la Fédération de l'Union des producteurs agricoles des Laurentides, a indiqué que ses espoirs d'un règlement prochain pour les expropriés qui restent en suspens surviennent à la suite d'une rencontre avec M. Euclide Harel, un haut fonctionnaire responsable du dossier des expropriations au ministère des Transports.

Après avoir passé en revue la liste des producteurs agricoles expropriés entre Hull et Fassett, M. Papin précise au départ que le viaduc proposé dans le secteur d'Angers était en voie de réalisation. Par ailleurs, toujours selon M. Papin, un budget aurait été débloqué au minisère des Transports pour régler les cas d'expropriation en litige. Dans le secteur Angers, il reste trois cas à régler et des négociations plus sérieuses sont en cours avec les producteurs impliqués.

Toujours selon M. Papin, entre Masson et Thurso, avec la rétrocession des terrains en attendant le tracé officiel de l'autoroute, la situation se régularise progressivement. A Thurso même, il resterait trois ou quatre producteurs à régler, mais là encore, on attend le tracé final.

Entre Thurso et Papineauville, M. Papin affirme que les négociations se poursuivent dans une douzaine de cas, et un règlement est à prévoir prochainement. A Papineauville même, la modification du tracé a résulté en des rétrocessions de terrains accompagnées de certains dédommagements, mais il reste encore quelques cas à régler et les négociations progressent.

Par ailleurs, à Papineauville, Montebello et Fassett, M. Papin nous a confié que des avances de 70 pour cent de l'évaluation avaient été versées aux expropriés, plus une autre avance de 70 pour cent du coût des dommages résultant de la construction de la route. De plus, les négociations progressent en vue d'un règlement final.

A la lueur de toutes ces informations de dernière heure, les expropriés qui attendent depuis le 25 mars 1976 n'ont plus qu'à espérer que le Père Noël va leur apporter un chèque en guise de règlement final avant la fin de 1982. Mais pour les expropriés, «faudra le voir pour le croire».

GARAGE COOP
PLAISANCE
427-6217
CO-OP



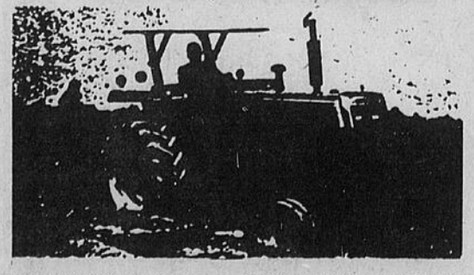
COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE DES VALLÉES OUTAOUAIS-LAURENTIDES

DES AUBAINES POUR VOUS

Nouveau programme de vente de tracteurs WHITE du 7 septembre au 31 octobre

FIAT

LE MEME PROGRAMME S'APPLIQUE A NOTRE DEUXIEME GAMME DE TRACTEURS FIAT



UNE PUISSANTE GAMME WHITE
le plus vaste choix au Québec

1ère option PAIEMENT COMPTANT

modèle 2-135	4 roues motrices avec cabine	RABAIS	jusqu'à	18,391.73
modèle 2-105	4 roues motrices avec cabine	RABAIS	jusqu'à	14,072.81
modèle 2—85	4 roues motrices avec cabine	RABAIS	jusqu'à	10,925.73
modèle 2-85	2 roues motrices avec cabine	RABAIS	jusqu'à	10,925.73
modèle 2-70	4 roues motrices sans cabine	RABAIS	jusqu'à	7,942.73
modèle 2-62	2 roues motrices sans cabine	RABAIS	jusqu'à	5,304.51
modèle 2-45	2 roues motrices sans cabine	RABAIS	jusqu'à	4,427.27

modèle 1180	4 roues motrices avec cabine	RABAIS	jusqu'à	15,272.79
modèle 780	4 roues motrices sans cabine	RABAIS	jusqu'à	9,305.87
mocèle 780	2 roues motrices sans cabine	RABAIS	jusqu'à	7,460.65
modèle 680	4 roues motrices sans cabine	RABAIS	jusqu'à	9,672.90
modèle 480	4 roues motrices avec cabine	RAAIS	jusqu'à	5,487.37

2e option PAIEMENT DIFFERE au 1er juin 1983

3e option financement à taux réduit.

OFFRES DE TRACTEURS D'OCCASION

White 2-105	2 roues motrices	265 heures
Case 1210	4 roues morices	
Massey-Ferguson 165	4 roues motrices	4,000 heures
Oliver 550	remis à neuf	
Farmall C		



N.B.: JUSQU'A EPUISEMENT DES STOCKS

• Le paradis terrestre de Victor Albota

Savoir vivre de sa «terre»

par Michel Ouimet

OTTAWA — La croissance économique du pays est inversement proportionnelle à la croissance végétale sur sa propriété. C'est tout dire.

La comparaison n'est pas trop forte non plus, car tout y pousse, et en abondance, compte tenu évidemment des limites de «sa terre». Une terre de 10 acres, vous pensez? D'une acre? Même pas.

Il s'agit d'un terrain, en pleine ville, d'environ 20 mètres sur 35 mètres. M. Victor Albota, de la rue Wingate, dans le secteur Elmvale Acres, à Ottawa, n'a pratiquement pas de gazon à tondre, tant sa propriété déborde d'une végétation luxuriante. C'est ainsi qu'il le veut.

Pendant que dans bien des milieux, on se gargarise de l'expression «autonomie énergétique», la propriété de M. Albota est un parfait exemple «d'autonomie végétale».

Si l'on exploitait tous les recoins de terre comme a su le faire ce sexagénaire, notre dépendance sur les fruits et légumes importés des pays étrangers, s'en ressentirait grandement.

Que l'on veuille une pomme, une poire, une orange, un citron, une pomme de terre, un concombre, une gousse d'ail, une grappe de raisins verts, un poivron, une zucchette ou une prune, tout y est. Faire la liste de ses plants serait évidemment trop long.

Mais on ne peut passer sous silence son cactus d'un demi-mètre de hauteur qu'il a parti de la graine, il y a plus de trente ans. Il y a aussi son pommier, auquel on a fait cinq greffes et qui donne ainsi cinq variétés de pommes. Même si M. Albota demeure candide au sujet de sa propriété, (car il y a en a plusieurs autres qui ont de plus beaux jardins, plus élaborés encore, souligne-t-il), il est particulièrement fier de son plant de tomates de plus de trois mètres qui grimpe le long de la serre attenante à la maison. Il a dû lui couper la tête de peur que les tomates s'en prennent au fil électrique au-dessus de sa maison. Celle-ci est d'ailleurs littéralement ensevelie sous cette végétation.

M. Albota a aménagé un petit trottoir en pierre, tout le tour de sa maison, pour circuler parmi ses plantations. Il a ajouté aussi à la maison des serres qui abritent les plantes plus fragiles qui risqueraient de prendre froid.

Tout l'espace est utilisé. Au lieu de faire pousser ses plants en rangées et par sections, tout y est mêlé, afin de garder un caractère naturel et sauvage, souligne-t-il. A côté d'un plant de tomates, on peut retrouver un pot dans lequel se dresse un petit mandarinier. Il emploie d'ailleurs plusieurs pots et cuves pour y faire pousser, entre autres, des carottes et un persil, un oranger et un citronnier.

Quant aux tomates, il en a différentes variétés. M. Albota semble affectionner particulièrement les petites tomates italiennes en forme de poire.

«Il y a suffisamment de framboises pour en cueillir au moins une pinte par jour», ajoute-t-il fièrement.

«Dans le temps de mes parents, les gens avaient toujours un arbre fruitier sur leur propriété... On dit souvent que c'est bien d'avoir un arbre qui fait de l'ombre, mais pourquoi ne donnerait-il pas des fruits par la même occasion. Si l'on s'asseoie ici lors d'une journée chaude, c'est comme si nous étions à la campagne».



Dans le paradis de Victor Albota.

«Tiens, goûte à cette poire», dit-il en offrant au journaliste le fruit de son jardin.

Plus loin, dans une serre donnant sur le sud, il attire notre attention sur sa «plante miracle», un genre de cactus dont le jus a, selon lui, des propriétés médicinales particulièrement pour certaines affections cutanées.

«Je ne me préoccupe pas de la propreté des lieux», dit-il. Il préfère que sa propriété soit à l'état le plus naturel possible.

«Lorsque ma femme veut faire une tarte aux pommes, je n'ai qu'à sortir et en cueillir. Il n'y a rien de mieux que cela», fait-il remarquer. Ses pommiers pourraient certainement donner au moins trois boisseaux.

Il estime que l'art de cultiver est en quelque sorte héréditaire chez lui, en ce sens qu'il perpétue une tradition bien ancrée dans sa famille.

Et ce n'est pas le soin qui manque. «Des gens pensent qu'ils peuvent planter des plantes et puis ne plus s'en occuper. Mais au contraire, il faut que l'on s'en occupe».

Lorsqu'on lui fait remarquer qu'il doit consacrer passablement de temps à entretenir son jardin, il répond: «Ce n'est jamais exigeant, surtout lorsque vous aimez cela», avoue-t-il.

Il a même déjà eu un bananier, mais pour des raisons d'espace, il a dû s'en défaire, bien malgré lui. Pour conserver ses arbres fruitiers très sensibles au climat canadien, il les rentrent à l'intérieur dans son sous-sol pour l'hiver et les place sous des lampes fluorescentes.

Tout en jasant avec cet ancien fonctionnaire fédéral, à la retraite depuis 10 ans, il nous apprend que son jardin n'est pas son passe-temps favori.

Il est passé maître dans la cuisson du pain, comme le prouve les nombreux titres remportés à l'occasion de l'Exposition du Canada central, qu'il a épinglés au mur, tout juste au-dessus de la table dans la cuisine.

Mais enfin, quelle est sa recette pour faire pousser tant de choses. Sans doute sa terre, qu'il enrichit d'engrais naturel. Il fait du compost. Ainsi, tous les restes végétaux de table y passent. «Je n'utilise aucun pesticide et très peu d'engrais chimique», précise-t-il.

Selon lui, les gens s'abonnent au jardinage de plus en plus, comme en témoignent ces terrains en milieu urbain réservé au jardinage collectif. Mais le plus grand problème, estime-t-il, que l'on rencontre dans ces lieux, est le pillage et le vandalisme, causé la plupart du temps par des jeunes qui n'ont aucun respect pour la nature.

«S'ils n'ont aucun respect pour la nature, en grandissant, ils n'auront pas le goût de cultiver plus tard. Cela dépend en grande partie des valeurs transmises par les parents», précise-t-il. Il avoue qu'il a de la misère avec les jeunes qui s'amusent à lui piller des fruits et légumes à l'occasion. «On ne vous respecte plus. L'un d'eux, que je voulais chasser une fois, m'a dit qu'il était libre d'aller où il voulait».

Enfin, il aurait bien aimé une propriété à la campagne pour y faire de la culture sur une plus grande échelle, mais il a dû faire certains compromis, puisque sa femme voulait demeurer en ville. «Mais elle me laisse faire tout ce que je veux ici».

• La culture maraîchère dans la région de la capitale

Une année assez bonne, mais...

par Philippe Landry

La production maraîchère aura été «bonne» en 1982, quoique inférieure à 1981. Malgré tout, l'année ne pourra être qualifiée que de succès mitigé par les jardiniers de la région de la capitale fédérale.

Selon le président de l'Association des jardiniers du marché By, M. Lorenzo Cloutier, le tableau est assombri par le fait que, d'une part, le marché By est encombré d'un trop grand nombre de vendeurs de fruits et légumes, et que, d'autre part, les producteurs maraîchers doivent faire face à la concurrence «déloyale» que leur livrent les revendeurs.

M. Cloutier a également précisé qu'en 1982 les prix obtenus pour les produits étaient demeurés sensiblement les mêmes, ou avaient diminué, par rapport à l'année précédente, alors que les coûts de production, le chauffage des serres, les engrais, herbicides, etc..., avaient continué d'augmenter. «On se nourrit à bas prix à Ottawa, de dire M. Cloutier. C'est moins cher qu'ailleurs... C'est pas comparable aux autres villes.»

Le président de l'Association des jardiniers est d'avis qu'il y a trop de vendeurs au marché By et que les autorités devraient songer à ouvrir d'autres points de vente, «deux ou trois autres petits marchés», à l'ouest et au sud de la ville d'Ottawa. Cela permettrait également aux producteurs d'aller chercher une clientèle nouvelle qui n'a jamais pris l'habitude d'aller au marché du centre-ville.

Au marché By, «on est trop concentré d'ajouter M. Cloutier. On peut pas écouler tous nos produits.» La situation est d'autant plus désavantageuse que les producteurs se livrent entre eux une compétition serrée et qu'ils doivent aussi livrer bataille aux revendeurs de produits importés.

Les «vrais» producteurs maraîchers, ceux qui ne vendent que leurs produits, trouvent que la ville accorde trop facilement des permis aux revendeurs. Les vrais jardiniers trouvent injuste que les revendeurs n'aient qu'à stationner leurs camions bourrés de produits près d'un étal puis repartir avec leurs profits dans leurs poches, alors qu'eux mêmes doivent assumer toutes sortes de coûts de production, des risques et de nombreuses semaines de dur travail avant de pouvoir offrir leurs produits en vente.

Les jardiniers sont d'avis que les clients du marché ne savent pas toujours faire la différence entre les produits locaux et les produits importés. Ils estiment que les revendeurs devraient être mieux identifiés et regroupés dans un autre endroit du marché, à l'écart des producteurs locaux. La concurrence, alors, serait plus loyale.

D'autre part, et comme tout le monde, les jardiniers ont eu à subir les difficultés engendrées par la situation économique générale. Taux d'intérêts élevés, coûts de production sans cesse croissants, prix de vente stables ou à la baisse. Devant l'impasse, les producteurs maraîchers n'ont eu d'autre choix que d'essayer de réduire leurs coûts en tentant de nouvelles expériences et en essayant d'améliorer leur efficacité.

Selon Lorenzo Cloutier, la hausse des coûts de production est considérable depuis trois ans et n'a pas été compensée par une augmentation égale des prix. «On perd du revenu, a-t-il déclaré au DROIT. On prend du retard», malgré les efforts pour devenir plus efficaces. M. Cloutier espère que si l'économie «revient», les producteurs pourront reprendre le terrain perdu.

Malgré cet espoir, M. Cloutier n'est pas très optimiste quant à l'avenir des jardiniers de la région de la capitale. «C'est le gros argent qui va s'en mêler», dit-il en parlant des grosses compagnies qui, ailleurs, achètent et cultivent de grandes surfaces. Les «petits» jardiniers ne pourront plus soutenir les coûts de la production et ne pourront pas se payer la machinerie disponible. Leurs jardins seront trop petits... Déjà, les jeunes ne sont pas trop intéressés à prendre la relève. «Ca coûte trop cher pour se lancer. Surtout avec les taux d'intérêts. La situation économique les en empêche.»

Peut-être que les producteurs maraîchers se regrouperont-ils un jour en coopérative? «On a déjà parlé de ça», d'indiquer le président de l'Association des jardiniers. «Mais le temps n'est pas mûr pour ça. Les jardiniers ne sentent pas encore ce besoin là.»

Quant à Lorenzo Cloutier, 60 ans, il est jardinier depuis 35 ans. Avec deux de ses cinq enfants, il cultive 35 arpents de terre, chemin Renaud, à Blackburn Hamlet. Mme Cloutier s'occupe de la vente au détail, marché By. La famille Cloutier cultive également 26,000 pieds carrés en serre et, cette année, on vient de rajouter une dizaine d'abris (20,000 pieds carrés) en forme de tunnels à l'intérieur desquels on tentera de produire les légumes sans avoir recours à d'autres sources de chaleur que celle du soleil. M. Cloutier est de ceux qui n'hésitent pas à tenter de nouvelles expériences. «J'ai toujours fait ça», a-t-il déclaré au DROIT.



Selon le président de l'Association des jardiniers du marché By, M. Lorenzo Cloutier, la récolte a été bonne en 1982 mais, tout comptes faits, le bilan financier n'est pas aussi intéressant. Les prix des produits sont restés stables, les coûts de production grimpent toujours et les revendeurs de produits importés livrent une concurrence déloyale aux vrais producteurs. (Photo Le Droit)

